



## L'aventure toujours...

Comment ne pas trouver symbolique, en ces temps de Noël remplis de bruit et de fureur plutôt que de messages d'espoir, l'exploit tout pacifique accompli par Dick Rutan et Jeane Yeager en bouclant le premier tour du monde aérien sans escale ni ravitaillement de l'histoire de l'aviation ? Une histoire dans laquelle est entrée, mardi 23 décembre, la silhouette insolite et racée de Voyager, cet étrange avion auquel il aura fallu neuf jours, après des années de préparation, pour établir ce nouveau record.

Sans doute ne manquera-t-il pas de beaux esprits pour juger coûteuse et superflue cette nouvelle étape de la conquête de l'air, qui peut au demeurant sembler achevée depuis longtemps : cet avion, impropre à tout autre usage, utilisant une vieille technologie et presque aussi tributaire des courants et des ascendances qu'un planeur, peut-il vraiment apporter sa contribution au progrès de l'aviation commerciale, et M. Tout-le-monde y trouver son compte ?

La réponse est oui. Il n'est guère d'auteurs de records dont on ne profite pas, d'une façon ou d'une autre, l'ensemble de la recherche dans un domaine déterminé, et l'exploit de Voyager ne fait pas exception à la règle. Son périple n'aura été gratuit dans aucun sens du terme.

Des matériaux composites nouveaux, ou qui n'avaient jamais été ainsi testés en aéronautique civile, ont pu être soumis à des expérimentations en temps réel que le meilleur des laboratoires ne pouvait proposer. Dans la course à la légèreté qui s'est engagée entre constructeurs, l'exploit de Voyager pourrait être précieux : le recours à ces composites a ainsi permis de faire un avion cinq fois plus léger que ne l'aurait autorisé l'aluminium. Les « jumbos » de 250 tonnes devront peut-être un jour à ce matériau substantielle (et économique) de leur masse.

Certaines petites matières annexes, qu'il s'agisse de l'électronique (instruments électroniques de navigation et de contrôle) ou des pompes, dont les utilisations n'ont jamais été aussi nombreuses dans l'industrie, ont eux aussi pu être éprouvés dans des conditions exceptionnelles. Les constructeurs ne manqueront pas de s'y intéresser.

Mais c'est, au-delà, l'ensemble de la conception de cet avion ultraléger, lent, à peu près indéfectible au radar, capable de tenir l'air très longtemps et propulsé par des hélices (ici contrarotatives) qui devrait retenir l'attention des aviateurs, notamment militaires.

Son mode de propulsion, en particulier, même s'il peut sembler bien « rétro » à l'heure du « jet », triomphant, est en réalité celui sur lequel travaillent bon nombre de bureaux d'études pour les avions de transport de demain. La réussite technique de l'ATR-42 franco-italien en est un signe parmi d'autres. La crise aidant, l'hélice pourrait avoir à nouveau de beaux jours devant elle, et le vol de Voyager se révéler une expérience technico-industrielle fort utile, en même temps qu'un exploit sportif et humain.

Dans l'immédiat, c'est tout de même ce côté exploit que l'on songe prioritairement. N'y aurait-il que cette raison-là, le courage de Dick Rutan et de Jeane Yeager vient nous rappeler que, n'en déplaise aux esprits chagrins ou blasés, l'aventure existe toujours.

(Lire nos Informations page 7.)

## La politique du gouvernement et les conflits sociaux

### M. Chirac invite la majorité à riposter aux socialistes

M. Chirac, après s'être assuré de la cohésion de sa majorité parlementaire, a vérifié la solidarité des forces politiques composant son gouvernement. Il invite ses ministres ainsi que les parlementaires RPR et UDF à développer une contre-offensive pour justifier la fermeté du premier ministre face au PS, accusé d'encourager l'agitation. Une réponse modulée sera également apportée aux prises de position de M. Mitterrand chaque fois que celui-ci ne se comportera pas aux yeux de M. Chirac en arbitre impartial.

### M. Mitterrand dans la cible

Le porte-parole officiel du RPR, M. Franck Borotra, a formellement condamné, mardi 23 décembre après-midi, la poursuite de la grève à la SNCF. Le député des Yvelines précise même dans un communiqué que « le prolongement de la grève fait courir un risque grave à l'entreprise et porte atteinte à la cohésion sociale du pays, qui ne comprend pas ». Ce n'est sûrement pas par hasard qu'est ainsi évoquée la « cohésion sociale ». Celle-ci avait également été invoquée par M. Mitterrand lorsqu'il avait rappelé, le 18 décembre à Bourg-en-Bresse, que la cohésion sociale « commandait » la cohésion nationale et qu'il était présent lui-même comme le garant de « l'essentiel » (le Monde du 20 décembre).

On peut supposer que le président de la République ne pense pas que cette « cohésion » soit aujourd'hui menacée par le mouvement des cheminots, puisqu'il n'a pas renoncé à quitter Paris, mardi 23 décembre, pour passer, jusqu'au 28, les fêtes de Noël en Égypte, à l'invitation du président Moubarak. Le gouvernement, lui, a pu trouver dans l'arrêt des chemins de fer une bonne occasion de prendre sa revanche sur le soir que lui avait infligé la contestation étudiante et qui l'avait contraint au recul (retrait du projet Devaquet).

Le gouvernement avait eu ensuite une réaction politique en ripostant au refus de M. Mitterrand de signer l'ordonnance sur

l'étalement du temps de travail par le vote d'un amendement législatif. Une partie de son électorat commençait en effet à estimer qu'il ne maîtrisait plus totalement la situation et regrettaient qu'il ait renoncé à tenir en janvier une session extraordinaire du Parlement, au cours de laquelle devaient être adoptés des projets dits de société, reflétant l'orientation de la plate-forme RPR-UDF (code de la nationalité, construction de prisons privées). Il n'entend plus désormais se laisser dicter sa conduite pour des raisons formelles ou par des éléments extérieurs.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 6.)



## Les résistances aux réformes en URSS

### M. Gorbatchev et l'hiver russe

MOSCOU  
de notre correspondant

M. Gorbatchev est-il aussi assuré de son pouvoir qu'il en a l'air ? La question pouvait paraître oiseuse il y a quelques mois ; elle ne l'est plus tout à fait, même si l'on ne peut encore parler de crise de confiance. Un malaise diffus s'installe en tout cas en raison du contraste croissant entre le discours volontariste du numéro un et l'absence de réactions de la société soviétique. Visiblement, la « base » ne suit pas. Le secrétaire général parle énormément, bouscule les habitudes, houpille les cadres, déstabilise les notables locaux, bref, met de l'agitation partout. Qu'est-ce qui a changé, en réalité, dans la vie des Soviétiques ?

Pas grand-chose, serait-on tenté de répondre. L'hiver russe a eu jadis raison de Napoléon. La société, qu'elle soit russe ou soviétique, a opposé avec succès sa force d'inertie aux efforts de plus d'un réformateur, d'Alexandre II, le « tsar libérateur » (qui abolit le servage), à Nikita Khrouchtchev, en passant par Staline (1). M. Gorbatchev subira-t-il le même sort ?

Les Occidentaux retiennent volontiers de l'activité débordante du secrétaire général les gestes spectaculaires qui leur sont pour

l'essentiel destinés. Le retour d'exil d'André Sakharov est le dernier en date. Auparavant, le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires programmés le 6 août 1985, jour du quarantième anniversaire d'Hiroshima, et sur le point de s'achever ou le plan grandiose, dévoilé le 15 janvier dernier visant à « libérer l'humanité » d'Ici à l'an 2000 des armes atomiques avaient frappé les imaginations.

Les Soviétiques font, en cette fin d'année, un bilan plus sobre de la situation. Ils n'ont rien contre le projet de désarmement planétaire ou le retour de Sakharov, mais ils constatent que l'approvisionnement est toujours aussi chaotique, que les prix du pain et de la viande augmentent et, surtout, que les « réformes » créent une pagaille considérable dans les entreprises. Et puis il n'y a plus d'alcool pour se consoler.

Il y a eu des grèves en août dans le bassin minier du Donbass, parce que la viande manquait depuis des semaines dans les magasins. Le premier secrétaire de la ville de Moscou, M. Eltsine, s'est taillé un certain succès cet été en faisant venir des centaines de camions chargés de produits frais dans la capitale. Des « foires aux légumes et aux fruits » ont été organisées dans les quartiers. Tout cela a cessé l'hiver venu et

les magasins d'État proposent, comme les hivers précédents, leurs éternelles et affligeantes conserves de poisson, canettes terribles, pommes de terre à moitié gâtées.

Il est presque impossible de trouver du café dans toute l'URSS. Les Soviétiques ont eu peine d'expliquer le 20 décembre qu'on avait cessé depuis l'été d'importer (il n'en poussait pas dans le pays), car les cours mondiaux étaient montés trop haut, mais que tout irait mieux l'an prochain. M. Eltsine, encore lui, est favorable à une plus grande « vérité des prix » pour les produits de luxe, tels que le veau frais ou le saumon de qualité supérieure. Il a partiellement réussi, après avoir fait un petit scandale. Il s'était présenté incognito au magasin dans lequel il avait qu'on venait de livrer une grande quantité de veau. On lui avait répondu sèchement qu'il n'y en avait pas. Le précieux stock était déjà prêt à partir vers le marché libre.

DOMINIQUE DHOMERES.

(Lire la suite page 4.)

(1) Ministre de l'intérieur en 1904 puis président du conseil en 1905, Stolypine favorisa notamment le démantèlement du MIR, la commune rurale russe traditionnelle, principalement au profit des paysans les mieux lotis. Il fut assassiné en 1911.

Après l'assemblée générale pour continuer. Quelques coups de téléphone les ont assurés que les absents pensaient comme eux et ne voulaient pas « en démentir ». Chez nous, précise l'un, sous l'acquiescement des autres, c'est le bordel organisé. Il n'y a pas d'élus, encore moins de responsables, mais chacun sait qu'il représente l'opinion de la base.

« Nous non plus, on n'en revient pas de l'audience qu'on a eue », reconnaissent-ils, pourtant tranquilles et décidés. Et de raconter l'origine de ce ras-le-bol qui a entraîné syndiqués et non-syndiqués, unis, dans un conflit d'une fermeté imprévue. Au point de départ, c'était le 10 novembre, un conducteur de train et un ans habituellement non gréviste, fait circuler une pétition. Il propose de « poser le sac une fois pour toutes », bref de supprimer les heures supplémentaires et les heures de nuit. Les autres ont suivi.

A cette occasion, « les gens se sont découverts », les uns structures, les vœux qui se sont donnés corps au mouvement. Ensemble, ils ont écrit un tract signé anonymement « agents de la SNCF ». Diffusé à partir du 8 décembre, ce tract résumait leurs revendications et appelait à la « démission de se mettre en grève à partir du 18 décembre 1986, à zéro heure ».

ALAIN LEBLANC.

(Lire la suite page 16.)

## La guerre du Tchad

Paris étudie les modalités d'un renforcement de l'aide aux maquisards du Tibesti. PAGE 20

## Le conflit du Cambodge

Huit ans après l'intervention vietnamienne... PAGE 3

## Le Club de Rome et l'Afrique

Les « micro-Etats » sont un obstacle au développement. PAGE 17

## La répression en Turquie

Deux cent soixante-quatre syndicalistes condamnés à la prison. PAGE 4

## Le chômage quasi stable

Une augmentation de 0,2 %... PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 20

# ROMANS



# SEUIL

471101520



صباح الامل

# Débats

## L'enfant et l'étranger

La perception chrétienne de l'homme est là pour alerter à tout instant sur la tentation des accommodements faciles

par GASTON PIÉTRI (\*)

L'HOMME passe son temps à oublier ses traits. L'enfant et l'étranger lui tendent un miroir. Alors il peut se souvenir. C'est à Bethléem que l'enfant a reçu sa définitive consécration : « Celui qui n'accueille pas le royaume de Dieu comme un enfant ne peut y entrer », dira Jésus. Ses lettres de noblesse, l'étranger les tient de cet enfant né, au cours d'un voyage forcé, dans une ville où il n'y avait plus de place pour un couple de passants : « J'étais un étranger et vous m'avez recueilli ».

A travers le visage de l'enfant et le destin de l'étranger, chacun réapparaît sans cesse que l'homme est vulnérable. Et c'est encore en cette faiblesse que se voit le mieux l'étincelle divine qui, à cause de Noël, brille en tout regard humain.

Il fut un temps où les chrétiens étaient censés se partager en deux camps : les « verticalistes », qui s'occupent de Dieu jusqu'à en oublier la justice et la fraternité dans les rapports humains ; les « horizontalistes », qui se fixent sur l'homme jusqu'à être tentés de se désintéresser de Dieu. Ce temps encore tout proche était par ailleurs celui d'un homme très assuré de son devenir terrestre, prêt à reléguer la prétendue herpessée du discours religieux. « La grande progrès apporté par les années 1970 », écrit Edgar Morin, a été la reconnaissance de l'incertitude (1).

Cette reconnaissance rend chacun plus modeste. Elle s'accompagne pourtant de bien des hésitations sur l'essentiel. Dans ce climat, il n'est pas banal que le message chrétien puisse dire à tous pourquoi, aux yeux de Dieu d'abord, l'homme est un être sans prix. Et il n'est pratiquement personne pour traiter le pape Jean-Paul II d'humaniste oublieux de la mission religieuse de l'Eglise lorsqu'il plaide sans détours en faveur de l'homme : « Il faut affirmer l'homme pour lui-même et non pour quelque autre raison : uniquement pour lui-même (2) ».

L'enfant et l'étranger nous mettent au pied du mur. Il suffit que l'être humain soit petit et là, le merci des autres pour que chacun

sente réellement que l'homme est encore affirmé pour lui-même et sans autre souci que celui de sa valeur unique. C'est toujours l'heure de vérité que celle où la société des adultes est placée devant l'enfant, qui réclame un respect absolu avant comme après sa naissance. C'est toujours un moment décisif pour une vraie garantie d'humanité que d'être obligé de montrer ce qu'il en est effectivement de la place de l'étranger parmi nous.

### Ni « grands principes » ni « grands sentiments »

La réponse de principe est claire pour qui a reconnu les traits du Christ sur le visage de l'homme. Une conviction évangélique ne dispense jamais d'une analyse attentive où entrent en jeu bien des données scientifiques. Elle n'ignore pas, en certains domaines, la responsabilité des instances de décision politiques. Véritable fil rouge qui traverse de part en part nos échanges et nos choix, cette perception chrétienne de l'homme est là pour alerter à tout instant sur la tentation des accommodements faciles. Elle repousse sans crainte l'alignement sur les idées reçues. Car ce que l'Evangile dit de l'homme ne se laisse pas enfermer aisément dans le cadre de l'opinion moyenne d'une société. Là où l'on croirait à un simple refus, c'est en réalité l'horizon qui s'élargit.

Qu'avons-nous encore en commun avec tous les citoyens pour stimuler et nourrir notre vigi-

lance ? Les droits de l'homme ne devraient être ni ces « grands principes » ni ces « grands sentiments » qu'on réserve seulement aux cas d'aberration monstrueuse. De plus en plus fréquemment invoqués, ils pourraient cependant devenir entre nos mains une coquille vide. Au fil des jours, leur substance a été faite de nous échapper lorsque certains intérêts individuels ou collectifs interviennent et que chacun aborde les questions à travers le prisme plus ou moins idéologique de sa propre vision de la société.

Il y a quelques mois, dans le même quotidien, une voix s'élevait en faveur du « droit de l'enfant », tandis qu'une autre voix défendait le « droit à l'enfant ». L'une et l'autre ce jour-là se réclamaient des droits de l'homme pour aboutir en pratique à des conclusions contradictoires. Face à l'étranger, certains mettent au premier plan l'impératif de la sauvegarde d'une identité nationale en dehors de laquelle chacun de nous perdrait ses repères les plus précieux. D'autres affirment que rien n'est plus nécessaire aujourd'hui que d'affirmer les bases d'une vie commune dans la justice et la fraternité envers des populations qui font désormais partie de notre avenir national.

Le « fil rouge » ne suffit pas en toute circonstance à dicter dans le moindre détail des solutions concrètes. En tout état de cause, il oriente les esprits vers des remises en question exigeantes. Il ne peut en être autrement lorsque chaque être humain s'offre à tous les autres en sa stature de fils de Dieu.

Noté est, pour les chrétiens, le rendez-vous de Dieu et de l'homme dans le Christ. Ces deux figures d'humanité, l'enfant et l'étranger, parlent au croyant du mystère de l'homme. Il y a un mystère de l'homme parce qu'il y a un mystère de Dieu. Jusque devant les questions les plus nouvelles, le mystère de l'homme ne nous laisse pas sans réponse. Quand se profilent des impasses mortelles, il peut et doit inspirer un non résolu. Par-dessus tout, il ouvre la voie à des réponses pleinement humaines. Et c'est au même moment, parce qu'il s'agit du mystère de l'homme, qu'il interdit d'ériger toutes nos réponses particulières en une sorte de savoir éternel. En effet, pour la foi chrétienne, l'homme est à l'image de Dieu. Or Dieu est infiniment plus grand que notre savoir.

Les sociétés totalitaires font comme si elles détenaient le savoir ultime, l'imposant au nom du « sens de l'histoire ». A l'inverse, la pente des sociétés libérales serait plutôt de laisser les individus à leur propre vérité et de s'arranger de compromis de plus en plus précieuses. Les sociétés totalitaires oppriment l'homme au nom de ce qu'elles prétendent connaître scientifiquement du bien de l'humanité. Les sociétés libérales risquent de laisser l'homme se défaire, faute de trouver un fondement solide à un édifice habitable par tous.

A l'entente des vérités officielles chères aux systèmes totalitaires et de certains réflexes commodes des mentalités libérales, les certitudes communes aux consciences chrétiennes peuvent être tout à la fois fermes et ouvertes. Fermes, à cause de ce que le Christ nous a dit de l'homme une fois pour toutes. Ouvertes, à cause du mystère qui est la signature de cette révélation et qui appelle sans cesse l'humilité de notre recherche.

De son point de vue de philosophe, Michel Serres observait un jour : « Une des croix de la philosophie, depuis qu'elle médite, consiste en la définition de l'homme (3) ». Nous avons peut-être moins à définir l'homme qu'à le reconnaître, là où son mélange de grandeur et de faiblesse nous intime aujourd'hui quelle exigence radicale de respect.

- (1) Pour sortir du vingtième siècle, Ed. Nathan.
- (2) Discours à l'UNESCO, 1980.
- (3) Colloque « Génétique, procréation et droit », janvier 1985.

### NOËL

On a bien besoin de Noël, d'un havre où viennent mourir les affrontements portés par la haine ou l'intérêt. C'est l'heure où penser à ceux qui n'ont même pas la force de se battre parce qu'ils sont trop pauvres, et qui relèvent de la bonté des autres, dont parle Jean Delumeau. Gaston Piétri, lui, demande que l'on veille, grâce au message chrétien, à ce que les droits de l'homme, fréquemment invoqués, ne deviennent pas une coquille vide.

## La bonté plus que jamais nécessaire

Regrouper les initiatives individuelles et les associations caritatives locales

par JEAN DELUMEAU (\*)

NOUS lisons dans la presse à longueur d'année, mais plus spécialement durant la Semaine de la bonté, des « cas » plus désolants les uns que les autres. Un garçon de quatorze ans plonge sur des rochers et devient tétraplégique. Imaginez, indépendamment de l'aide publique reçue par la famille, tout ce que celle-ci (aux ressources modestes) doit dépenser afin d'aménager la maison pour le nouvel infirme et acheter une fourgonnette où le fauteuil roulant pourra être installé. Trois enfants mineurs perdent coup sur coup père et mère. Ils sont pris en charge par une sœur aînée désignée par le conseil de famille. Mais cette décision tarde à être entérinée par le juge des tutelles, car la sœur est tombée malade. En attendant, les dossiers d'allocation familiales sont bloqués. Dans une famille de quatre enfants, la dernière fillette est sourde. Elle pourra suivre les cours d'une école spécialisée à condition d'être appareillée des deux oreilles : coût 9 500 F... dont 750 seront remboursés par la Sécurité sociale.

Allongons cette liste — ce serait, hélas ! facile, — et les bras risquent de nous tomber d'impuissance à un moment où, nous le savons tous, les nouveaux pauvres se multiplient en France et où la plus élémentaire perspective nous fait entrevoir les difficultés croissantes qu'aura la Sécurité sociale à maintenir dans les prochaines

années son niveau actuel de prestations.

Devant tant de détresses imméritées le mot « bonté » reprend assurément son sens, sa force, sa nécessité et sa beauté. A la veille de Noël et durant l'hiver nous voudrions être plus près des autres et les porter davantage dans notre cœur. Nous nous rapelons peut-être ce mot de Lacordaire : « La bonté est le don gratuit de soi-même ». Mais en sens inverse — tentation paralysante — nous nous voyons isolés, désarmés, découragés, sans moyens d'action.

### Eviter la dispersion

C'est ici que doivent intervenir — et qu'interviennent effectivement — les efforts de mobilisation des « bonnes » volontés et des intentions généreuses : mobilisation qui évite l'épuisante dispersion des initiatives individuelles. Dans une ville du nord de la France, frappée de plein fouet par la crise et où le quart-monde est devenu une réalité visible de tous, les diverses associations caritatives locales — leur rôle n'est pas près d'être terminé — se sont regroupées pour coordonner leurs actions et faire fonctionner les secours.

La Semaine de la bonté (1), qui fait appel à nous chaque

(\*) Professeur au Collège de France.

année en décembre, joue un rôle fédérateur comparable. Elle nous désencleuve les uns et les autres, alors qu'isolés nous ne pouvons pas grand-chose. Un organisme, entièrement composé de bénévoles — et donc aux frais de gestion très légers — se charge de réunir les grains de sable de nos modestes dons. Il les distribuera ensuite tout au long de l'année en fonction des urgences. Il rendra supportables, grâce à nous, des situations qui autrement auraient été désespérées. Il remettra à flot nos frères qui perdraient pied. Il donnera à de nombreuses familles, par des aides ponctuelles mais opportunes, un peu de soleil dans les hivers inhumainement froids de gens qui n'avaient pas mérité la conjonction d'infortunes qui les a frappés.

(1) 175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

### LU

#### « L'AME DE L'INDE », d'Amaury de Riencourt

#### De la nuit des temps à Rajiv Gandhi

L'aura fallu un quart de siècle pour que l'« Ame de l'Inde », l'essai magistral d'Amaury de Riencourt, connaisse enfin une version française, remaniée et complétée pour l'occasion. Car, paradoxe pour paradoxe, cet historien peu conformiste, pétri de culture et de traditions françaises, qui s'impose par une remarquable érudition et une inimitable curiosité, écrit en anglais.

La pari de l'auteur, celui de l'historien et du philosophe, tantôt d'ensemble de la gageure : remettre l'Inde dans sa perspective historique, c'est-à-dire remonter au continent, qui est aussi l'une des grandes civilisations fondatrices de l'humanité, dans son contexte — caractérisé précisément par une horreur viscérale de l'histoire. Plus d'un se serait laissé rebuter par l'énormité de l'engagement. Pas Amaury de Riencourt, à qui ses vastes connaissances permet-

tent d'aller à l'essentiel et de dégager les lignes de force d'une évolution plurimillénaire, vues par le prisme d'un ensemble de cultures parfois contradictoires, mais néanmoins cohérentes.

Des parallèles avec l'Occident et des comparaisons, notamment avec le monde chinois, éclairent la vision du lecteur occidental, souvent habitué à d'autres concepts et facilement désarçonné par l'effervescence indienne. Au fil des pages, la lecture devient vite passionnante, une fois que l'esprit s'est familiarisé avec le parti pris de l'auteur. Une remarquable clarté d'écriture donne parfois l'impression de plonger dans une fresque aux personnages multiples, qui soudain se détachent un instant d'un halo de légende — acteurs d'un jeu infini toujours renouvelé, repris et inlassablement recommencé, à la manière justement de la vertigineuse image du temps perpétuellement élaborée par les penseurs de l'Inde.

Cependant, si l'Inde des mythes et des légendes explique en partie l'Inde d'aujourd'hui, Amaury de Riencourt n'oublie pas la réalité des déchirements qui enfante l'approche du monde moderne. Non content d'avoir rencontré les phases de l'indépendance et suivi de près les étapes de la décolonisation, du détachement du Raj, puis de la naissance de l'Inde moderne, il a également poursuivi le dialogue avec leurs successeurs, qui assument la tâche de parfaire l'entreprise.

Dans le sillage d'une Année de l'Inde qui a beaucoup fait parler d'elle, il est primordial de garder de solides jalons pour se retrouver dans ce foisonnement. L'ouvrage de Riencourt y contribue pleinement.

JEAN-CLAUDE BUIHRE.

\* Julliard/L'Age d'homme, 407 p., 140 F.

### COURRIER DES LECTEURS

#### Les Eglises protestantes et l'apartheid

Le dernier paragraphe de l'article sur l'apartheid et le conseil œcuménique des Eglises ayant soutenu (le Monde du 21 novembre), M. Roger Nehl nous prie de le rétablir. Il écrit :

Lors de son sixième-dixième synode, l'une des Eglises réformées hollandaises d'Afrique du Sud, la NGK, a déclaré que « le système politique et social — que constitue l'apartheid — ne peut être accepté, en tant que principe d'éthique chrétienne, car il enfreint l'amour de son prochain et de sa vertu » et « affecte la dignité humaine et entraîne l'étouffement préjudiciable d'un

groupe par un autre ». La NGK compte un million cinq cent mille membres de race blanche.

#### Les deux faces de l'Arabie

L'exposition Ryad au Grand Palais (le Monde du 17 décembre) témoigne du souci des autorités saoudiennes d'établir un dialogue avec l'opinion française. Sur nombre de points l'humanisme musulman et l'héritage arabe méritent de notre part respect et reconnaissance. Mais il est une omission capitale qui fausse radicalement le rapport entre civilisations rivales de la Méditerranée :

Sait-on que Noël est étouffé à Ryad et que la célébration de la messe est interdite au royaume wahabite ? Sait-on que les fonds islamiques qui financent en Afrique de grands travaux de développement, par exemple en Guinée, exigent pour poursuivre leurs travaux de voir le ministère des affaires religieuses rebaptisé ministère des « affaires islamiques » ? Entre la fille aînée de l'Eglise et la Gardienne de l'Islam, le dialogue est ambigu, terriblement ambigu. Est-ce en occultant la moitié de la donne que l'on dénouera l'imbroglio Orient-Occident ?

CLAUDE METMAN, ancien attaché culturel à Abou-Dhabi, conseil en relations internationales.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-55-91-71  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-72 et 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

La Monde USPG 765-910 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde  
c/o Speedpress, 45-46 39 th street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at  
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A.,  
P.O. Box 46-39 39 street, L.C.L. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 929 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Types LEMONDE

Imprimé  
au Monde  
7, rue des Italiens  
PARIS-8

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037



## Huit ans après l'invasion vietnamienne La crise cambodgienne s'éternise...

SITE 2 (frontière cambodgienne)  
de notre envoyé spécial

Huit ans après l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge, le jour de Noël 1978, près de deux cent cinquante mille civils khmers, pour la plupart des vieux, des femmes et des enfants s'entassaient toujours dans une demi-douzaine de camps sur la frontière avec la Thaïlande. Le camp baptisé Site 2 en regroupait le plus, plus de 140 000, ce qui en fait la "deuxième ville" cambodgienne après Phnom-Penh. Des assistés, puisque l'essentiel de leur nourriture est fourni par l'UNRWO, un organe de l'ONU créé à leur intention.

La Thaïlande leur refuse le statut de réfugiés, espérant qu'ils retourneront un jour chez eux. Chaque camp est administré par l'un ou l'autre des trois mouvements de la résistance khmère. Plus au nord, celui de Site B (44 000 habitants) est le chef-civil des Sihanoukistes. D'autres camps, moins accessibles, sont placés sous la férule des Khmers rouges. Celui de Site 2 est géré par le FNLPK, très divisé, de M. Son Sann. Les gens s'y plaignent de l'insécurité. Surtout, ils semblent condamnés à vivre au jour le jour, en se laissant d'attendre, faute de pouvoir s'occuper, un règlement reporté d'année en année.

Voilà déjà plus de seize ans que la Cambodge, après la destitution du prince Sihanouk, a plongé dans la guerre et dans l'horreur, la période la plus dure étant, sans conteste, le règne des Khmers rouges qui, de 1975 à 1978, fit au moins un million de victimes. Mais, après avoir chassé les Khmers rouges, les Vietnamiens ne sont toujours pas parvenus à imposer une administration cambodgienne capable de prendre la relève de leurs troupes.

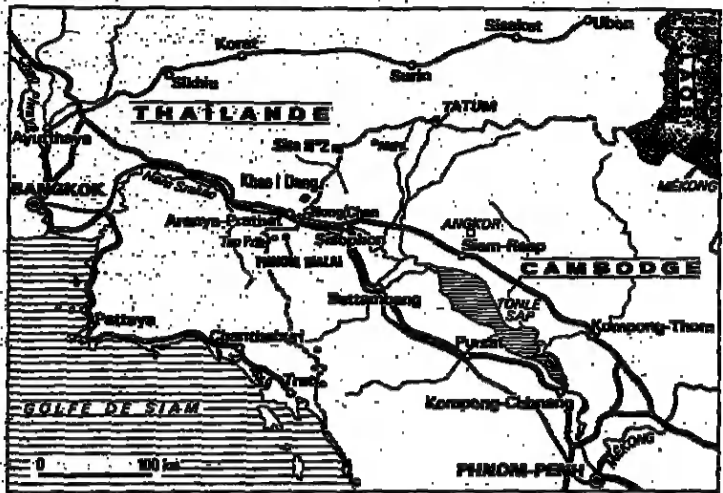
Pendant la saison sèche 1984-1985, en l'absence de grandes pluies, une série d'opérations vietnamiennes a abouti au démantèlement du réseau de bases de la résistance à proximité de la frontière thaïlandaise. La population civile de ces bases a franchi la frontière, pour être regroupée, de l'autre côté, dans des camps comme ceux de Site 2 ou de

Site B. Quant aux soldats de Sihanouk, de Son Sann et, à l'époque, de Pol Pot, ils se sont rassemblés ci et là. A cette date, cependant, on pouvait se demander si cette résistance n'avait pas reçu un coup dont elle se remettrait difficilement.

Simultanément, en effet, les Vietnamiens ont entrepris de bouclier cette frontière, employant des

disposeraient de quelque 25 000 combattants endurcis, les Sihanoukistes auraient 8 000 hommes en armes et les hommes du FNLPK, les moins disciplinés, seraient quelques milliers.

Sur la frontière, on ne se bat plus guère, même si des incidents se produisent sporadiquement. Les Thaïlandais observent, de



dozaines de milliers de Cambodgiens réquisitionnés pour défricher les forêts, aménager des fossés, des murs de barbelés ou des champs de mines. Au prix de gros sacrifices humains, ce « mur » avait pour objet de limiter en mieux les infiltrations de guérilleros ou l'aide qu'ils pouvaient recevoir sur cette frontière.

### Parade militaire sur la frontière

Ces efforts n'ont pas payé. Il a fallu mettre en œuvre des opérations de défrichage, car l'effet psychologique a été désastreux au sein de la population cambodgienne. En outre, fermer la frontière s'est révélé une tâche pratiquement impossible. Enfin, la résistance ne s'est pas éteinte.

Aujourd'hui, une centaine de milliers de soldats vietnamiens - 140 000 selon des experts occidentaux - sont encore au Cambodge. L'armée cambodgienne qu'ils ont levée serait formée de 25 000 à 30 000 hommes, compte non tenu de milices villageoises. En face d'eux, les Khmers rouges

tempé à autre, des préparatifs d'opérations du côté vietnamien. Mais, le plus souvent, ils sont sans lendemain. C'est une drôle de guerre qui semble prévaloir, pour l'instant, dans la zone frontalière, où personne ne sait au juste ce qui se passe réellement. La prudence des Vietnamiens est-elle le fruit d'une impuissance ou, plus simplement, le reflet d'une volonté d'éviter, surtout en raison de l'isolement diplomatique actuel de Hanoi, toute tension supplémentaire avec Bangkok ? Toutes les hypothèses sont bonnes.

Dans le camp de la résistance, on affiche plutôt bonne mine, sauf dans les rangs du FNLPK, tout à ses divisions internes. Les Sihanoukistes ont fini par se doter d'une petite armée, qui ne manque pas d'armes légères fournies par la Chine et s'implantent déjà en territoire khmère. Les Khmers rouges, apparemment, n'ont jamais renoncé à l'équipement de la Chine et ont l'ambition de mener prochainement quelques opérations spectaculaires, notamment dans la région de Phnom-Penh.

Le terrain est à l'avantage de la guérilla. Les forêts de la région

frontalière s'enfoncent loin à l'intérieur du Cambodge. Celles qui couvrent la chaîne des Cardamomes - fief des Khmers rouges - s'étendent même jusqu'à moins d'une centaine de kilomètres de la capitale khmère. Les Khmers rouges font tout, par ailleurs, pour tenter de faire oublier leurs crimes passés. Moins aguerris et moins bien équipés, les Sihanoukistes ont, pour leur part, moins de mal à se glisser dans certains villages, où l'on n'a pas forcément oublié « Monseigneur » et le calme qui prévalait de son temps.

De toute façon, entretenir une guérilla ne coûte guère à la Chine, d'autant qu'il suffit de quelques opérations bien menées, sur un terrain favorable, pour empêcher l'existence des Vietnamiens. Quelques routes coupées, quelques ponts détruits, quelques désertions parmi les milices de Phnom-Penh, et il faut presque tout reprendre de zéro.

### L'attente, deuxième nature

Certes, le Cambodge revit. Selon différents témoignages, dans de nombreuses provinces, la sécurité n'est pas si catastrophique. La récolte s'annonce moins mauvaise que les autorités de Phnom-Penh l'avaient pensé l'été dernier. Selon les mêmes sources, un demi-million de civils vietnamiens seraient de nouveau installés dans le pays - comme avant 1970 - ce qui prouverait, le cas échéant, qu'ils ne sont pas trop effrayés par les risques d'insécurité. Enfin, le maintien d'une garnison au Cambodge ne coûte pas une fortune au Vietnam, qui garde sous les drapeaux un million d'hommes, souvent mal payés.

L'impasse actuelle pourrait donc, théoriquement, s'éterniser. Les Chinois ne sont pas pressés et les Vietnamiens, depuis huit ans, s'accoutument d'un certain degré de guérilla. A cette manœuvre près que, pour Hanoi, l'occupation du Cambodge est devenue un boulet sur la scène internationale. Pour sortir d'une crise économique aiguë, il faudrait au Vietnam d'autres crédits que ceux que les Soviétiques lui offrent, si importants soient ces derniers. Le conflit cambodgien prive Hanoi de toute aide internationale ou bilatérale autre que celle de Moscou et de ses alliés.

Hanoi a promis de retirer toutes ses troupes du Cambodge d'ici à 1990, affirmant que le régime actuel de Phnom-Penh sera, à cette date, capable d'assurer seul la sécurité du pays. Les Vietnamiens songent même - du moins le disent-ils - à rapatrier la moitié de leurs effectifs dès l'an prochain.

La Chine attend. Humiliée en 1979 - lorsque la « leçon » qu'elle a voulu donner au Vietnam a tourné court - elle prépare sa revanche en donnant à la guérilla cambodgienne les moyens de se maintenir à flot. La Chine se sert toujours des Khmers rouges pour menacer, le moment venu, un compromis, c'est-à-dire une solution qui ne ferait pas que l'affaire du Vietnam. D'où l'optimisme affiché par le prince Sihanouk. Ce dernier sait qu'en cas de négociation l'impopularité des Khmers rouges fera fatalement son jeu. Après tout, les gens de Phnom-Penh - un mélange de gens de bonne volonté et d'anciens Khmers rouges - ne refuseraient pas, si on le leur demandait, de discuter avec le prince.

Guerre d'attrition ? Le conflit cambodgien y fait penser. Militairement, les forces vietnamiennes tiennent bon, dans une discipline satisfaisante, avec un taux de désertions jugé tolérable. La guérilla, de son côté, ne semble pas s'essouffier, et l'appui dont elle bénéficie - aide militaire, assistance matérielle, atouts diplomatiques - semble même se renforcer. C'est à qui manifestera le plus d'aplomb et, surtout, le plus de patience. A ce petit jeu, les Vietnamiens, en dépit de l'endurance dont ils ont fait preuve depuis un demi-siècle, pourraient céder les premiers. Mais personne ne peut en être vraiment sûr et à Site 2, l'attente, avec ses incertitudes et ses misères, est devenue une deuxième nature.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## CHINE : l'agitation étudiante

### Manifestation pour la démocratie à Pékin

Pékin. - La contestation étudiante sur le thème de la démocratie a fini par toucher la capitale mardi 23 décembre. Plusieurs milliers d'étudiants ont défilé dans les rues de Pékin aux cris de « Vive la démocratie ! vive la liberté ! », et afin d'exprimer leur solidarité avec leurs camarades des autres villes chinoises, dont Shanghai, où se sont déroulées d'importantes manifestations analogues ces derniers jours.

Un nombre de trois mille environ, au départ, les étudiants, appartenant aux trois plus grandes universités de la capitale, ont quitté l'université de Pékin pour se diriger vers la place Tian-Anmen. La police tenta de former un cordon afin de barrer la voie aux manifestants, mais, devant leur détermination, préféra les laisser progresser. Le cortège était entouré de policiers à moto et d'une dizaine de voitures de la police. Certains des manifestants scandaient des slogans réclamant la liberté de la presse et l'égalité de tous les partis politiques, une mise en cause directe de l'autorité du Parti communiste.

Ce n'est qu'en fin de soirée, alors que le cortège s'était réduit progressivement à une centaine d'étudiants, que les manifestants se sont laissés convaincre par les policiers de rebrousser chemin.

Les universités de la capitale chinoise étaient restées calmes ces derniers jours tandis que s'accomplissait, en province, l'agitation étudiante. Les professeurs de la capitale s'étaient efforcés de les maintenir à l'écart de la contestation.

A Shanghai, le mouvement de contestation semblait nettement marquer le pas après les mises en garde des autorités. Cependant, pour la cinquième journée consécutive, environ deux mille étudiants ont de nouveau défilé dans la ville porteurs de banderoles s'adressant en particulier à M. Deng Xiaoping, en l'appelant à « dire la vérité ».

Selon certains étudiants, les autorités universitaires auraient exigé que les protestataires livrent à la police les fauteurs de troubles, dont le gouvernement a dénoncé la présence dans leurs rangs, et qui auraient malmené trente et quelques dimanches derniers. Les protestataires auraient refusé de se plier à cette exigence.

A Pékin, comme à Shanghai, certains étudiants ont évoqué auprès des journalistes occidentaux l'éventualité de nouvelles manifestations dans les jours qui viennent. - (AFP, Reuters.)

## INDE

### Trente immigrés bengalais assassinés en décembre par les insurgés du Tripura

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Dix personnes, dont quatre femmes et un enfant de quatre ans, ont été tués dans la soirée du lundi 22 décembre dans une localité du Tripura, l'un des plus petits Etats de l'Inde, dans le nord-est du pays. Ce massacre perpétré au fusil et à l'arme blanche par les maquisards des Volontaires nationaux tribaux (TNV) porte à une trentaine le nombre d'immigrés bengalais assassinés depuis début décembre par les indépendantistes.

Formés en 1978, soit deux ans avant les émeutes inter-ethniques qui avaient fait mille cinq cents morts dans la région, les TNV réclament l'indépendance de leur Etat - annexé à l'Inde en 1949 - et l'expulsion des immigrés bengalais, qui forment aujourd'hui 70 % de la population totale (2,2 millions d'habitants).

Affablis par des querelles intestines et par la défection, en 1985, d'une dizaine de leurs combattants, les TNV, dirigés par un chef de confession chrétienne - la majorité des tribaux de la région sont bouddhistes et chrétiens alors que les

Bengalais sont hindous ou musulmans - seraient aujourd'hui moins de trois cents. Rendus responsables du meurtre de soixante-cinq immigrés, en 1984, et de quarante-six l'année suivante, ils auraient tué cette année quatre-vingt-quinze personnes.

Malgré la présence, au Tripura, de cinq bataillons de forces paramilitaires, le gouvernement communiste du Etat n'a jamais pu venir à bout d'une rébellion qui a la sympathie d'environ six cent mille tribaux et l'avantage d'un terrain de collines couvertes de jungle. Les TNV bénéficient également de la complicité des tribus insurgées de mêmes ethnies et mêmes confessions des collines voisines de Chittagong, au Bangladesh, qui, elles aussi, luttent les armes à la main contre la « colonisation » de leur territoire par des Bengalais musulmans.

Les combattants tribaux du Bangladesh (Shantis Bahinis) ont d'ailleurs, de leur côté, attaqué mardi un village de colons et tué dix-neuf musulmans, ce qui porte le nombre de leurs victimes à soixante-cinq en un peu plus d'un mois.

PATRICE CLAUDE.

## Une guerre par procuration

Si l'on s'en tient aux communique de presse vietnamiens et thaïlandais, le conflit focalisé le long de la frontière sépare le Cambodge et la Thaïlande oppose de façon tranchée deux camps nettement définis : d'un côté l'Indochine qui, sous la houlette de Hanoi, se voit l'avenir-pays du monde socialiste en Asie du Sud-Est ; de l'autre, les pays pro-occidentaux forment l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), rempart du monde libre. Sur le terrain, on découvre une réalité infiniment plus complexe, dont en fin de compte les Cambodgiens font les frais.

On sait que le maquis des Khmers rouges est pour l'essentiel un prolongement de la puissance militaire chinoise dans la région. Mais la Thaïlande, certains de ses partenaires sur sein de l'ASEAN ainsi que plusieurs pays occidentaux sont aussi, à des degrés divers, impliqués dans les actions de la résistance khmère, en particulier ses deux tendances nationalistes, dirigées respectivement par le prince Norodom Sihanouk et M. Son Sann.

Le prince Sihanouk ne fait guère de mystère à ce sujet : ne disait-il pas récemment que l'assistance consentie à ses forces et à celles de M. Son Sann par le Congrès américain (5 millions de dollars en 1985) constitue au fond un « paravent ». D'ailleurs, des services plus « spécialisés » apportent leur contribution aux deux mouvements non communistes qui se battent, tant bien que mal, contre les forces de Hanoi.

On conçoit à séjourné quelque temps sur cette frontière n'a pu manquer de constater les activités qu'y mène discrètement, pour ne nommer qu'elle, la Central Intelligence Agency. Tel réfugié, en « profil » indésirable pour les services américains, est appointé pour des travaux de renseignement. Tel autre, plus gros

poisson, est chargé d'infiltrer un membre de sa famille au Cambodge, afin d'y porter « du courrier ». Un troisième est sollicité pour des traductions. De service en service, on se repasse, le « client ». La promesse d'un visa en règle pour un pays tiers - pas toujours tenue - ou un salaire (dérisoire, mais qui s'en plaindrait dans un camp de réfugiés ?) suffit pour rétribution.

Sur le plan militaire, l'armée thaïlandaise et, à l'occasion, la milice des affaires étrangères de Bangkok, jouent un rôle crucial qui ne se borne pas à de simples livraisons logistiques d'armements étrangers. Un dirigeant nationaliste nous confie que les militaires thaïlandais comptent littéralement les armes et munitions remises à chaque maquisard pour des missions à l'intérieur du Cambodge, et vérifient l'inventaire à son retour en Thaïlande.

### Sous des habits nouveau...

C'est la théorie d'une frontière « mal définie », d'où sont capotés opérer les maquisards pour pénétrer au Cambodge, ne vaut que pour quelques secteurs seulement : le plus souvent, chacun sait à quel s'en tenir sur son tracé. Les campements militaires des maquisards sont installés dans une sorte de no man's land situé le plus souvent dans les territoires thaïlandais. L'armée thaïlandaise campe en retrait et, souvent, fournit ses instructions aux combattants khmers par radio.

Des plans d'attaque contre des positions vietnamiennes qui avaient reçu l'aval des autorités militaires thaïlandaises nous ont été montrés. A l'occasion un journaliste occidental est autorisé, voire chaleureusement encouragé, par les autorités de Bangkok, à se

rendre à la frontière pour y être pris en charge par le maquis, qui l'emmènera en opération. Objectif : démontrer à l'opinion occidentale que les combattants khmers parviennent à infliger des revers aux Vietnamiens.

Parfois même, les gardes-fous de la sécurité thaïlandaise, destinés à tenir les curieux à distance, s'effondrent. On voit alors des maquisards convoqués par les forces spéciales thaïlandaises, ou regroupés sous leurs instructions en territoire thaïlandais pour être transférés vers d'autres secteurs. Des routes sont construites dans ces zones souvent couvertes de jungle, puis abandonnées. Des ripostes « dissuasives » d'artillerie tournent au barrage en règle. Des membres des forces spéciales admettent qu'ils se rendent de temps à autre au Cambodge, « en inspection ». Au fil des livraisons d'armes chinoises ou singapouriennes, des réfugiés, souvent dans un piteux état physique, sont enrôlés dans le maquis sous la supervision d'agents thaïlandais. Le journaliste trop curieux est pris, gentiment, mais fermement, de passer les détails sous silence.

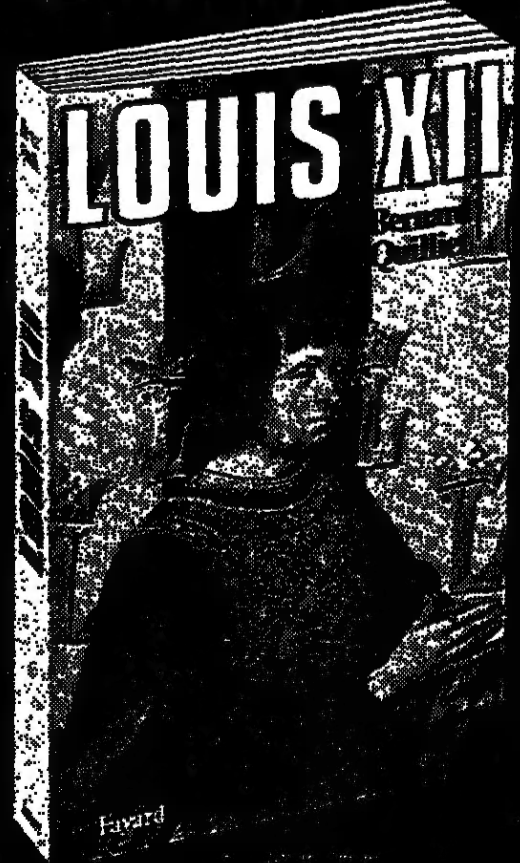
Du côté vietnamien, si les choses sont moins bien connues, elles ne semblent pas différer fondamentalement. Tous les déserteurs de l'armée de Phnom-Penh racontent que les soldats khmers, mal entraînés, jugés peu fiables par les « bodis » vietnamiens, servent aux missions, les plus risquées, à commencer par l'abominable déminage.

Ces méthodes sont celles de la guerre, telle qu'elle est faite depuis des siècles. Et, sous des habits nouveaux, cette guerre-ci rappelle fortement les luttes que se sont de tout temps livrées les pays de la région pour s'entourer de zones tampons, aux frais de leurs voisins.

FRANCIS DERON.

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Sait-on aujourd'hui que Louis XII (1498-1515) fut considéré par les rois d'Europe comme le plus puissant d'entre eux; qu'excepté Napoléon, jamais souverain français n'a contrôlé autant de territoires que lui?



520 pages  
140 F.



# Afrique

## ALGÉRIE

### Le président Chadli insiste sur la nécessité de rentabiliser les entreprises

ALGER  
de notre correspondant

Le président Chadli s'est adressé aux cadres algériens le lundi 22 décembre à l'occasion de la quatrième conférence nationale sur le développement. C'est le quatrième discours qu'il prononce en trois mois, et le message est toujours aussi clair : moins de bureaucratie et plus d'autonomie pour les entreprises.

Les gestionnaires, qui sont très nombreux dans les entreprises, doivent pouvoir résoudre les problèmes de l'entreprise, sans intervention de la tutelle de l'Etat dans la planification, le suivi et le contrôle.

M. Chadli a longuement insisté sur les lacunes du système d'approvisionnement et des circuits de distribution, et a insisté sur les entreprises nouvellement créées qui n'ont pas rempli leur mission.

Il a appelé à un renforcement des industries légères et moyennes ayant des liens directs avec la production nationale, sans distinction d'appartenance au secteur public ou au secteur privé. Tout cela à l'attention évidente de ceux qui, « au sein du parti et de l'Etat, et à des niveaux différents, n'ont pas encore perçus la gravité de l'évolution que vit le monde et les données nouvelles de la situation écono-

que de l'heure (...) et sont restés attachés à des slogans creux dépassés par les événements ».

Abondamment illustrées à l'idéologie comme il l'avait fait dans son discours sur l'état de la nation (le Monde du 18 décembre), et après avoir fustigé ceux qui l'ont appelé à l'an passé « les tenants de l'orthodoxie socialiste », le président Chadli a longuement développé son argument : « Il est inconcevable que nous fournissions des efforts et dépensions des sommes colossales dans le seul but de priver des dizaines d'entreprises algériennes d'accéder au crédit et qui ne profitent jamais à notre société », a-t-il dit.

#### « Des voix s'élèvent »

Apparemment, le débat qui oppose les partisans du pragmatisme et d'une certaine ouverture économique aux idéologues du parti unique n'est pas clos. Mais le président Chadli a été très clair : il dit clairement ce qu'il ne formulait pas auparavant : « Chaque fois que l'on tente d'assainir des situations, des voix s'élèvent pour prétendre qu'il y a une remise en question. Il y a effectivement une remise en question, mais de la politique de la suite en avant. Car nous ne sommes pas disposés à nous démettre, à gaspiller

nos richesses et à hypothéquer l'avenir de notre pays ».

Sûr de lui, le président Chadli veut maintenant passer aux actes. Les deux échecs politiques importants à venir, la réunion du comité central du FLN, les 27 et 28 janvier prochain, et le renouvellement de l'Assemblée populaire nationale dans un mois seront déterminants.

Les différentes résolutions adoptées lundi vont toutes dans le même sens. L'entreprise est l'élément fondamental du développement et il est urgent de la libérer de toutes les contraintes administratives et de cette conférence. Les gestionnaires sont invités à prendre leurs responsabilités, et surtout des initiatives. Les intermédiaires doivent disparaître. Le système bancaire doit fixer des règles de récompense pour inciter la collecte de l'épargne et limiter le recours à l'insécurité d'emploi. L'autofinancement devient le fer de lance des entreprises qui, dès à présent, doivent se soucier de rentabilité. Gare aux scandales budgétaires ! Une résolution recommande de limiter les subventions aux seules entreprises assurant des missions de service public ; les autres, celles qui sont structurellement déficitaires, seront l'objet d'un examen afin de déterminer les conditions de leur viabilité.

FREDERIC FRITSCHER.

### Alger et Madrid conviennent d'une concertation périodique

ALGER  
de notre correspondant

Les relations algéro-espagnoles semblent repartir d'un bon pied. C'est du moins ce qui ressort des propos de M. Alfonso Guerra, secrétaire général adjoint du Parti socialiste ouvrier espagnol, et vice-président du gouvernement, qui a quitté Alger, le mardi 23 décembre, au terme d'une visite de vingt-quatre heures, à l'invitation de M. Chadli. Selon lui, les ententes avec le président Chadli, le ministre des affaires étrangères, M. Taleb Ibrahim, et le numéro deux du parti, M. Mohammed Cherif Messadia, ont été empreintes d'humanité et de cordialité.

Les relations entre les deux pays s'étaient un peu tendues ces derniers mois, notamment après l'arrivée sur le territoire algérien de Txomin, le chef présumé de l'ETA, qui était Txomin est toujours en Algérie, et réside actuellement à Djelfa sur les hauteurs plateaux, à quelque 300 kilomètres au sud d'Alger.

#### Les problèmes de sécurité

Interrogé à ce sujet, M. Guerra s'est borné à déclarer que cette question n'avait pas été abordée et que de toute façon l'Espagne était sûre que « l'Algérie ne favoriserait jamais un mouvement politique ou terroriste qui puisse poser des problèmes de sécurité à l'Espagne », tout comme il a affirmé que son pays « ne servirait jamais de sanctuaire à aucun groupe pouvant à terme menacer l'Algérie ».

La référence est claire. Il n'y a pas si longtemps Alger s'interrogeait encore sur l'attitude de Madrid à l'égard de l'ancien président Ben Bella qui compte beaucoup de relations dans la capitale espagnole. M. Guerra a annoncé qu'Alger et Madrid avaient décidé d'institutionnaliser des contacts politiques périodiques, au moins annuels.

Pour illustrer le réchauffement des relations, il a également confirmé que le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, ferait une visite officielle à Alger dans les deux prochains mois et qu'une délégation militaire algérienne était attendue à Madrid dans le courant du mois de janvier.

F. F.

« Trois contre le régime algérien à Alicante ». Des opposants algériens ont lancé, le mardi 23 décembre dans les rues d'Alicante, des tracts signés par le Mouvement pour la démocratie en Algérie de M. Ben Bella. Rédigés en arabe, en français et en espagnol, ils réclament la libération d'opposants incarcérés et dénoncent l'oppression et l'arbitraire du régime algérien. Alicante est la ville d'Espagne qui compte le plus d'algériens. Une liaison maritime la relie à Oran. (AFP.)

## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

### Pierre-André Albertini, coopérant français, détenu depuis deux mois...

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Depuis maintenant deux mois, un coopérant français, M. Pierre-André Albertini, âgé de vingt-huit ans, est détenu dans une prison du homeland indépendant du Ciskei (le Monde du 6 novembre). Bien qu'il n'ait été présenté le 12 décembre devant un magistrat, aucune inculpation ne lui a été notifiée. Son cas a semblé-t-il, être dissocié de celui de six autres accusés, dont le secrétaire général de l'UDF (Front démocratique uni) du Ciskei, le révérend Mandlani Stofile, contre lequel des charges de terrorisme ont été retenues. Le révérend Stofile et Pierre-André Albertini avaient été accusés par le gouvernement de travailler « à la main dans la main ».

Le coopérant, à qui a été refusée une mise en liberté sous caution, doit, en principe, comparaître de nouveau devant un juge le 22 janvier. A cette date, il sera soit officiellement inculpé, soit libéré de tout soupçon. Que lui reproche-t-on exactement ? D'avoir transporté des armes et des fonds pour le compte de l'ANC (Congrès national africain) et d'avoir hébergé dans sa maison des membres présumés. Des faits qu'il n'a jamais reconnus, mais qu'il ignore dans quelles conditions.

Pierre-André Albertini habitait Alice, une petite ville du homeland, à proximité de laquelle se trouve l'université de Fort-Hare, où il enseignait le français. Son contrat expirait à la fin de l'année. Il n'a jamais caché ses sympathies pour le combat des Noirs, mais il semble qu'il ait été victime d'une manipulation, c'est en tout cas ce qu'il pense aujourd'hui.

Craignant pour sa sécurité, l'ambassade de France à Pretoria a tenté de le faire transférer en Afrique du Sud, sans succès pour l'instant. Dans cette affaire, les autorités françaises en haut lieu à une difficulté majeure. Parie, comme toute la communauté internationale, ne reconnaît pas les homeland, ces Etats créés par Pretoria. Le Ciskei est dirigé par un potentat nommé Lennox Sebe, qui a en permanence la hantise d'une tentative de coup d'Etat fomentée par son frère Charles, réfugié au Transkei voisin. Le Ciskei est donc secouru par d'incessantes querelles de palais. Lennox Sebe étant en prison ses fidèles, qu'ils soupçonnent tous à tort de complot.

Les voisins de cellule de Pierre-André Albertini sont justement des proches à rival Charles Sebe, dans cette prison de Mdantsane, située en bordure de la frontière sud-africaine. Placé en régime d'isolement, le coopérant français est dans l'attente de l'établissement - n'a droit qu'à une demi-heure de promenade par jour et à la nourriture distribuée à tous les prisonniers : du chou et de la farine de maïs. Le régime général auquel il est soumis - qui l'isole dans une cellule et une lettre par mois - devait s'améliorer après sa première comparution le 12 décembre. Il est désormais considéré comme un détenu en situation préventive, dont le régime est normalement plus souple.

Considérablement amari, il se demande quel sort lui réservent les autorités du Ciskei et s'il va croquer longtemps dans les geôles de Lennox Sebe. La réponse appartient à l'atmosphère d'incertitude, en luge sud-africain.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : des parlementaires américains jugés inéligibles. - Le gouvernement de Pretoria a annoncé, mardi 23 décembre, à l'ambassadeur des Etats-Unis, qu'il n'autorisera pas l'entrée du territoire sud-africain à une délégation de parlementaires américains (députés et représentants) américains, pour protester contre la décision du Congrès d'imposer des sanctions contre l'Afrique du Sud. Trente-trois parlementaires américains doivent arriver à Pretoria en janvier, pour étudier l'état des sanctions économiques imposées par le Congrès. - (AFP.)

● SOMALIE : élection présidentielle. - Cinq millions d'électeurs (sur une population de huit millions d'habitants) se sont prononcés, mardi 23 décembre, pour élire le président Siyad Barre à la tête de la République pour un nouveau mandat de cinq ans. Celui-ci était le seul candidat du Parti socialiste révolutionnaire (PSRS, parti unique). Par ailleurs, Hagege (contrôle par les mouvements de guérilla somalis) le Mouvement national de salut (MNS) et le Front démocratique de salut somali (FDS), a

annoncé que le responsable de la sécurité pour le nord-ouest du pays, le commandant Ahmad Aden, ainsi que son adjoint et deux soldats, ont été tués par des combattants du MNS. - (AFP.)

● MAROC : les musulmans de l'enclave espagnole de Melilla vont plaider leur cause à Strasbourg. - Les habitants d'origine marocaine de l'enclave espagnole de Melilla, au Maroc, ont décidé de porter la question de leur citoyenneté devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, a annoncé le mardi 23 décembre leur chef de file, M. Aomar Duda.

« Nous en avons assez d'être humiliés. Nous voulons que l'Espagne reconnaisse enfin que nous ne sommes pas des étrangers et qu'une loi qui menace d'expulsion les étrangers en situation irrégulière ne s'applique pas contre nous », a-t-il ajouté.

Les militants ont l'intention de défiler à travers l'Espagne et la France, jusqu'à Strasbourg, où ils soumettront à la Cour leur demande de citoyenneté espagnole, refusée par Madrid. - (Reuters.)

# Europe

## URSS

### M. Gorbatchev et l'hiver russe

(Suite de la première page.)

Le résultat est qu'on trouve désormais quelquefois du vin et souvent du « bon » saucisson dans les magasins d'Etat de la capitale, mais il est deux à trois fois plus cher qu'avant.

Les files d'attente devant les points de vente d'alcool ont atteint des longueurs sans précédent. Selon une pratique éprouvée, certains prennent leur tour et, au bout de deux heures, « vendent » leur place aux plus pressés. Les autorités ont en outre décidé ce que devraient boire les citoyens, s'ils ne pouvaient pas s'en empêcher. Mais cela ne correspond pas nécessairement aux goûts de ces derniers. Il reste presque toujours du champagne et parfois du cognac (soviétique bien sûr) en stock, alors que la vodka est quasiment devenue une denrée rare.

Les intellectuels raillent le « secrétaire minéral » par allusion à sa campagne en faveur de l'eau gazeuse. Les remarques des ouvriers qui font la queue en sortant des usines (ou avant) sont parfois plus acerbes.

Tout cela n'est guère nouveau (mis à part la pénurie d'alcool), et personne n'en tient vraiment rigueur à M. Gorbatchev lui-même. Mais il n'est pas facile, dans ces conditions, de mobiliser

la population en faveur de ses « réformes » de l'ensemble de la vie politique, économique et sociale que réclame le secrétaire général.

#### Pénurie d'ajouts

Si les consommateurs n'ont pas vu leur situation s'améliorer, les cadres économiques ont quelque raison de s'inquiéter. On leur demande d'appliquer une réforme qualifiée de « révolutionnaire » par le numéro un, sans leur en donner les moyens. Ils sont censés faire gagner de l'argent à leurs entreprises, dans le cadre de la nouvelle « autonomie financière » de ces dernières, mais ils n'ont en réalité aucun des leviers nécessaires, lesquels restent entre les mains des organisations centrales. Ils sont en outre soumis à rude épreuve. Treize mille d'entre eux ont été limogés en un an pour « grossières violations de la discipline », révélait, fin novembre, un responsable, lors de la session d'hiver du Soviet suprême. Pas moins de cent mille d'entre eux seraient limogés, selon le même officiel, à la fin de l'année en finissant les mauvaises décisions.

Les cadres du parti sont un peu mieux lotis pour l'instant, mais

leur tour se prépare et le malaise grandit. On peut expliquer de cette façon les ajournements successifs de la réunion plénière du Comité central, qui devait être consacrée aux cadres. Ce plénum était prévu officiellement pour le fin novembre, puis pour les 22 et 23 décembre. Il était présenté comme un événement majeur et une occasion pour M. Gorbatchev de combattre l'inertie des couches intermédiaires du parti, que la « réforme » n'enthousiasme guère. On en parle beaucoup mais elle n'a toujours pas eu lieu. Les émeutes anti-russes du Kazakhstan ont peut-être également joué leur rôle dans ce report.

Il se produit, en définitive, un phénomène plutôt inquiétant pour le secrétaire général. La population n'aperçoit aucune véritable amélioration de sa vie quotidienne, alors que les cadres commencent à craindre pour leur place. M. Raskov Gorbatchev, contrairement à ce qu'on croit en Occident, n'est nullement populaire. Les plaisanteries sur les dirigeants, traditionnelles en URSS, se font plus acides. L'état de grâce, plus long peut-être ici qu'ailleurs, est en tout cas terminé.

DOMINIQUE DIONISIER.

### Les propos encourageants d'un responsable soviétique

Moscou (AFP, Reuters). - Les tendances vers un respect plus strict par l'URSS de ses obligations vont se développer à coup sûr à l'avenir », a assuré mardi 23 décembre le responsable chargé des problèmes humanitaires, M. Youri Kachiev, chef de la délégation soviétique à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Citant notamment - pour la première fois en URSS - plusieurs dissidents et candidats à l'émigration ayant récemment quitté le pays, M. Kachiev a, au cours d'une conférence de presse, déclaré que « ces cas sont maintenant résolus de façon plus souple, en liaison avec un processus interne de démocratisation ».

Il a souligné les efforts entrepris par l'Union soviétique pour « harmoniser ses règlements nationaux

avec la législation internationale ». « Il y a une sensible amélioration des règles et procédures concernant les voyages à l'étranger », a-t-il dit.

Il a confirmé que, pendant les onze premiers mois de cette année, le nombre de citoyens soviétiques s'étant rendus, pour des raisons personnelles, dans des pays étrangers, participait à la CSCE, s'était élevé à 114 000, et que 4 450 Soviétiques avaient définitivement quitté l'URSS dans le cadre de la politique de réunion des familles. Il a souligné l'augmentation de 60 % par rapport à 1985.

M. Kachiev a répondu sans difficulté à plusieurs questions concernant le retour à Moscou de l'académicien Andreï Sakharov. « Je ne vois rien de mal dans ses propos (sur l'Afghanistan) », a-t-il noté.

## TURQUIE : le procès de la DISK

### 264 syndicalistes condamnés à des peines de un à quinze ans de prison

ISTANBUL  
de notre correspondant

Cinq ans après le début du plus important des procès engagés à la suite du coup d'Etat du 12 septembre 1980, celui de la puissante centrale syndicale de gauche, la DISK, le verdict a été rendu par le deuxième tribunal militaire d'Istanbul à l'encontre des mille quatre cent soixante-dix-neuf accusés, qui comparaissent tous en prévention libérée depuis août 1984. Sur deux cent soixante-quatre condamnations à des peines de un à quinze ans de prison, huit frappent des dirigeants de la confédération. Son président, Abdullah Basturk, récemment invité à Bruxelles par la Confédération européenne des syndicats, a été condamné ainsi que cinq membres du comité exécutif, à dix ans de prison et trois années d'assignation à résidence. Par ailleurs, le tribunal a prononcé l'interdiction de la DISK ainsi que de vingt-huit syndicats membres, n'en autorisant que deux, de faible importance.

Confirmant l'évolution d'un procès où soixante-dix-neuf peines capitales avaient été initialement requises, le nombre des acquittements (mille cent soixante-neuf) est largement supérieur à ceux qu'avait demandés le procureur (six cent soixante-dix-sept), et les condamnations loin de sept cent vingt demandées - même si certaines d'entre elles, comme celle qui frappe l'économiste Sadun Ayar, vont à l'encontre des demandes d'acquiescement. Pourtant, si beaucoup de condamnés bénéficieront de réductions de peine en raison des années d'internement déjà subies, les autres devront aller en prison, à moins que la Cour de cassation ne casse l'arrêt du tribunal.

C'est au nom de l'article 141 du code pénal réprimant les activités subversives visant à « assurer la domination d'une classe sur une autre » que la plupart des condamnations ont été prononcées. Le tribunal a tenu à en revendiquer la pleine responsabilité, en réponse à la dénonciation, à l'audience, du caractère politique du procès par de nombreux accusés.

M. Basturk, qui a déjà purgé quatre années de prison, n'a en principe pas le droit de quitter le territoire turc. Il avait obtenu une autorisation spéciale de sortie du premier ministre, M. Ozal.

breux accusés. Ceux-ci ont écouté debout la lecture des mille quatre cent soixante-dix-neuf sentences sans manifester surprise ou indignation : comme l'expliquait le secrétaire général de la DISK, Fehmi Isikler, « C'est aujourd'hui le procès du coup d'Etat ; nous acquiescerons à ce que le désastre et le réformisme aient eu leur rôle dans la vie politique ».

Un rôle interdit par la Constitution de 1982, que les dirigeants du parti social-démocrate de M. Inönü, présents à l'audience et parmi les avocats, souhaitent à l'évidence leur voir reprendre, au sommet où le congrès de la centrale centrale syndicale autorisée, la Turk Is (dont la DISK s'était séparée en 1967) s'est ouvert par des critiques sévères contre la politique de M. Ozal.

MICHEL FARRÈRE.

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui regroupe cent cinquante organisations de cent pays, a dénoncé le verdict prononcé le 23 décembre par le tribunal militaire d'Istanbul contre les dirigeants de la Disk. « Ce jugement est injuste et enfreint les droits syndicaux et les conventions internationales. D'autant que le tribunal a été incapable de prouver un acte de violence de la part de la DISK ».

M. Abdullah Basturk, qui se trouvait à Paris il y a quelques jours à l'invitation de la CFDT, a également insisté sur l'aspect politique de ce procès. Il a souligné que tous les chefs d'accusation portaient sur des actions organisées avant le coup d'Etat militaire de septembre 1980 et qui, à l'époque, avaient été considérées comme légales. « Une chose est certaine, ajoutait M. Basturk, c'est que les militaires, s'ils entendaient faire passer les dirigeants de la DISK pour des terroristes aux yeux de l'opinion turque, ont totalement échoué ».

M. Basturk, qui a déjà purgé quatre années de prison, n'a en principe pas le droit de quitter le territoire turc. Il avait obtenu une autorisation spéciale de sortie du premier ministre, M. Ozal.

## AUTRICHE

### M. Waldheim ne se sent pas isolé

Dans un entretien accordé au Figaro du 24 décembre, M. Waldheim, président de la République d'Autriche, rejette une fois de plus les accusations qui ont été portées contre lui concernant son passé sous le nazisme.

Interrogé sur son appartenance à diverses organisations nationalistes-socialistes, M. Waldheim déclare avoir « aucune explication de la façon dont son nom a pu se retrouver sur cette liste ».

M. Waldheim rejette également les accusations concernant sa participation aux massacres de la Kozara, en Yougoslavie, argument de la difficulté à se souvenir d'événements datant de plus d'un demi-siècle.

Il estime que ses fonctions d'interprète, puis d'officier d'état-major entre 1942 et 1945, le classent dans la catégorie des « non-combattants » : « Mon travail était très simple, ajoute-t-il, je recevais les rapports des unités sur le terrain et les communiquais à l'état-major ».

Mépris le peu d'empressement de certains gouvernements à avoir avec lui des contacts protocolaires normaux, M. Waldheim ne s'estime pas isolé sur la scène internationale. « L'isolement diplomatique, c'est la nouvelle théorie de mes adversaires », dit-il. « J'ai été élu par une majorité sans précédent (...) alors, devant ce résultat, le même groupe qui m'a attaqué pendant la campagne électorale a trouvé un autre argument : « Ah ! maintenant il est isolé sur la scène internationale ! »

En conclusion M. Waldheim, interrogé sur l'éventualité de sa démission « pour restaurer la bonne image de l'Autriche », déclare : « A cause des différences ? Non, pas du tout. Les Autrichiens m'ont élu, ils ne veulent l'apporter donc ma contribution à la solution de nos problèmes ».

Opinion 20.



## Proche-Orient

### A Nazareth, première cité chrétienne d'Israël...

NAZARETH  
de notre correspondant

Sur l'avenue Paul-VI, héritage d'un agrandissement des années cinquante, d'un quartier d'habitat blanc. Les voitures d'un Ave Maria en arabe s'échappent de la boutique d'un diaphane. Les pâtisseries, le temps d'une photo, coiffent le traditionnel kaffieh à damier, vient d'être visité la grotte sacrée où selon saint Luc, l'annonce fut faite à Marie « au sixième mois ».

Première cité chrétienne d'Israël, Nazareth, « la gardienne », en hébreu comme en arabe — a pris un petit air de fête, en cette veille de Noël. A sa manière, bien sûr, celle d'une ville austère et pieuse. Elle est le seul endroit d'Israël, hormis une ou deux rues de Jérusalem-Est, où l'on ressent un peu le poids de la religion (1). L'antique bougiate galiléenne, sans cesse ruinée et reconstruite depuis le jour romain, ne cultive l'ostentation qu'à la gloire de Dieu, elle qui donne son nom à Jésus. La où apparut l'ange Gabriel, la moderne basilique surplombe de sa coupole massive les toiles roses des vieux quartiers. Sur le parvis, un marchand de chapelets se plaint du marasme des affaires. En face, au premier étage de l'ancienne hostellerie franciscaine, les touristes peuvent visiter la chambre où dormit Bonaparte en 1799.

En ce milieu d'après-midi, la salle de conférences de la basilique accueille une conférence sans précédent, l'émission d'un timbre-poste en l'honneur des chrétiens d'Israël. A la tribune, les chefs des diverses communautés

chrétiennes du pays, conduites par le custode franciscain de terre sainte, entourent M. Amnon Rubinstein, ministre des communications, aux côtés d'un cardinal israélien, d'un député druze et du maire adjoint communiste de Nazareth « la rouge ». Le représentant du gouvernement soulignera la portée symbolique de son initiative, « dans un pays qui s'efforce de garantir à chacun une totale liberté de culte ».

A Nazareth, quatre habitants arabes sur dix sont chrétiens. Après avoir longtemps décliné, la minorité chrétienne d'Israël a, contrairement à une idée reçue, sensiblement progressé depuis trente ans, du moins en chiffres absolus, sans retrouver toutefois le niveau de la période mandataire. Selon une estimation officielle — le dernier recensement datant de 1983 — l'Etat juif abrite aujourd'hui 102 000 chrétiens, soit 2,4 % de la population, dont 14 000 vivent à Jérusalem. Les Grecs catholiques (melchites) sont les plus nombreux (42 000). Viennent ensuite les Grecs orthodoxes (36 000) et les catholiques romains, qu'on appelle ici les « latins » (16 000, dont environ 4 000 à Jérusalem).

En outre, le Cisjordanie compte 30 000 chrétiens, regroupés pour l'essentiel à Bethléem et Ramallah.

#### Une lente érosion

Les chiffres officiels dissimulent mal la lente érosion en termes relatifs des communautés chrétiennes. Ce phénomène résulte d'un faible taux de progression démographique et d'un exode croissant. Les chrétiens

d'Israël ont beaucoup moins d'enfants que les juifs et les musulmans. A Nazareth, la plus grosse agglomération arabe du pays, les musulmans, dont beaucoup viennent des villages alentours, sont désormais majoritaires. Et sur la plus haute colline, on aperçoit le tombeau d'un saint de l'islam, Nabi Salin. L'émigration s'accroît à la fin des années 80, lorsque les Arabes de Nazareth choisissent de s'installer à Los Angeles, puis au Canada et en Australie.

L'attrait de l'exil est particulièrement fort parmi les catholiques de Jérusalem, au grand dam du Vatican, soucieux de maintenir en terre sainte une communauté de croyants aussi nombreuse et vivante que possible. Attirés par l'Occident, les jeunes Arabes chrétiens de Jérusalem rechignent, pour des raisons politiques, à fréquenter l'université hébraïque ou préférant achever leur formation en Europe ou en Amérique. Beaucoup reviennent au pays en simples touristes. Paragés entre deux cultures, entre leur fidélité religieuse et leur ardeur nationaliste, écartelés entre un Etat d'Israël, dont ils sont nominativement les sujets mais dont ils rejettent la tutelle — près d'un membre de l'OLP sur quatre serait chrétien — et un monde musulman qui leur fait sentir leur différence, les jeunes chrétiens de Jérusalem summent cette crise d'identité en abandonnant la terre ancestrale. Cette hémorragie contribue encore plus à affaiblir leur communauté d'origine.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Bethléem se trouve en Cisjordanie.

## La guerre du Golfe

### Raids et ripostes

L'aviation irakienne a attaqué, mardi 23 décembre, dix-sept objectifs militaires et économiques en Iran, ainsi qu'une station de pompage de pétrole près des côtes irakiennes, a annoncé Bagdad.

Le communiqué indique que les raids ont notamment visé huit concentrations de troupes irakiennes, trois camps militaires et des dépôts de munitions.

Les appareils irakiens auraient regagné leurs bases sans dommage

et causé à l'ennemi d'importantes pertes en hommes et en matériel.

De son côté, l'Iraq a dressé un nouveau bilan des victimes, faisant état de soixante personnes tuées et cent quatre-vingt-dix blessées à Bakhtar, à la suite des raids irakiens.

Par ailleurs, un communiqué militaire a annoncé une riposte de la chasse iranienne mardi contre des sites militaires et industriels des villes de al-Gharbi et de Moqadimah. — (AFP, Reuters.)

Le rabbin Sirat demande à la justice d'extrader Necache. — Le grand rabbin de France Samuel Sirat, mis en cause, le mardi 23 décembre, le refus du ministre israélien de la justice d'extrader en France William Necache, un juif convaincu du meurtre d'un propriétaire arabe de boîte de nuit à Beersheva. — (Reuters.)

Un ambassadeur libanais en Algérie. — Le président algérien M. Chadli Bendjedid, a reçu, le mardi 23 décembre, un ambassadeur du président libanais M. Amine Gemayel, a annoncé l'agence officielle algérienne APS. Le ministre libanais de la santé, M. Joseph Haschem, a remis au président algérien un message du président Gemayel relatif à la situation au Liban, ajoute l'agence sans donner de détails. — (Reuters.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Centrafrique

#### Un témoin au procès Bokassa inculpé d'assassinat

Un témoin cité par l'accusation au cours du procès Bokassa, M. Edmond Wogou, a été inculpé d'assassinat par la Cour criminelle de Bangui et arrêté, mardi 23 décembre. Appelé à la barre au cours de la huitième audience du procès, à propos de la mort en détention, en 1973, d'Auguste Mbongo, ancien ministre d'Etat des transports sous le règne de l'ex-empereur, M. Wogou, qui était gardien à la prison où était détenu l'ancien ministre, aurait mis au point, selon plusieurs témoins, le régime alimentaire extrêmement réduit appliqué à son prisonnier. Auguste Mbongo, inculpé de la prison de Bangui, n'aurait droit qu'à un seul repas par jour, soit un petit morceau de viande, une boule de manioc et un demi-verre d'eau.

C'est ce régime alimentaire qui aurait provoqué la mort lente de l'ancien ministre, par ailleurs encloué au sol de sa cellule. M. Wogou est le deuxième témoin de l'accusation à être inculpé et arrêté à l'audience. La Cour doit reprendre ses travaux vendredi 26 décembre. — (AFP.)

● CUBA : visite d'un envoyé spécial du gouvernement français. — M. Koscusko-Morizet, ambassadeur de France, a séjourné à La Havane, du 18 au 21 décembre, en qualité d'envoyé spécial du gouvernement français. Ce séjour, au cours duquel il s'est entretenu avec M. Fidel Castro et M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président du gouvernement, s'est déroulé dans un climat propice au dialogue et à la coopération entre la France et Cuba, indique le Quai d'Orsay. Les relations entre les deux pays se sont dégradées en raison de la présence à l'ambassade de France à La Havane du dissident Ricardo Bofill, qui s'y est réfugié au mois d'août dernier.

### Etats-Unis

#### Washington va extraditer un nationaliste irlandais

Salt-Lake-City (APF). — Un ancien membre de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) a été conduit, sous escorte, mardi 23 décembre, à New-York, pour être extradé vers l'Irlande, d'où il devait être extradé vers la Grande-Bretagne.

Arrêté la semaine dernière à Salt-Lake-City, par des agents du service d'immigration, Peter Gabriel McMullen, est recherché par les autorités britanniques dans le cadre des procédures judiciaires engagées à la suite d'attentats commis contre les casernes à Belfast en 1972, et dans le North Yorkshire en 1974. Les enquêteurs veulent aussi interroger cet ancien parachutiste militaire britannique, spécialiste des explosifs, sur l'assassinat de Lord Mountbatten en 1979, en République d'Irlande, indique-t-on de source officielle.

Les détails exacts de l'expulsion sont tenus secrets. McMullen affirmant être sur la liste noire de l'IRA pour n'avoir pas obéi à des ordres de cette organisation en 1978, a indiqué un responsable du service de l'immigration américaine. A l'époque, McMullen avait été chargé d'enlever le propriétaire d'une taverne new-yorkaise.

● Le président Reagan prolonge l'état d'urgence national contre la Libye. — Le président américain a signé, mardi 23 décembre, le prolongement d'un an de l'état d'urgence national contre la Libye. Il a indiqué que la Libye « continue d'utiliser et de soutenir le terrorisme international, en violation de la loi internationale et au mépris d'un minimum de bonne conduite ». — (AP.)

### URSS : mort du fils d'Anastase Mikoyan.

Le général d'aviation en retraite Aleksandr Mikoyan, soixante-et-un ans, est décédé subitement, a annoncé mercredi 23 décembre l'Enlève rouge, le quotidien de l'armée soviétique, qui publie une nécrologie très élogieuse de ce « pilote militaire émérite ». Né en 1925, Aleksandr Mikoyan était le fils d'Anastase Mikoyan, l'un des plus proches collaborateurs de Staline, et chef de l'Etat soviétique jusqu'en 1966. — (AFP.)

● Le général Jaruzelski à Rome en janvier. — Le général Jaruzelski, chef du parti et de l'Etat polonais, se rendra en visite officielle en Italie du 12 au 14 janvier prochain, à l'invitation du président du conseil des ministres italien, M. Craxi, s'en annonce officiellement le vendredi 19 décembre à Varsovie et à Rome. Pendant son séjour, le général Jaruzelski sera reçu par le pape Jean-Paul II, qu'il devrait inviter à se rendre en Pologne au mois de juin. — (AFP.)

Brigitte Vasson-Roussel  
**Les évêques de France en politique**  
311 pages 1986 217 francs

**CRÉATEURS D'ENTREPRISES**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.  
GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## Amériques

### ÉTATS-UNIS : vive émotion à la suite d'un incident racial

#### Chasse à l'homme mortelle dans un quartier de New-York

WASHINGTON  
de notre correspondant

Ce n'était qu'une panne de voiture à New-York, mais une voiture de Noirs en bordure d'un quartier blanc. Un homme est mort, s'écrasait-il qu'il fuyait, aveugle de peur, les insultes et les coups. L'Amérique est sous le choc.

Il était un peu moins de minuit, dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 décembre, lorsque, forcé d'abandonner leur véhicule, Michael Griffith, Cedric Sandford et Timothy Grimes pénétrèrent dans les rues de Howard Beach, zone résidentielle de Queens, tout près de l'aéroport international Kennedy. Les dix-huit mille habitants de Howard Beach sont en majorité d'origine italienne, appartenant à la classe moyenne, en commun la même religion. Bref, ils forment une communauté assez unie pour avoir son patriotisme de clocher et ses patrouilles qui font la chasse aux intrus.

Ce n'est pourtant pas sur l'une d'entre elles que tombent les trois jeunes Noirs, mais sur trois autres jeunes gens, des Blancs à peine sortis de l'adolescence et qui ont quitté la soirée d'anniversaire d'un copain pour accompagner une fille chez elle. « N'avez-vous pas ici chez vous », mais, comme on est à trois contre trois, l'agression reste verbale, et les Noirs poursuivent jusqu'au traditionnel flor de vie nocturne des banlieues américaines contemporaines : la pizzeria.

Les Blancs, eux, retournent à la soirée d'anniversaire, mobilisent une petite dizaine d'invités qui sautent dans des voitures et retrouvent sans peine les Noirs. Timothy Grimes (vingt ans) réussit à échapper aux premiers coups, mais ses deux compagnons sont tabassés, s'enfuient, sont rattrapés et tabassés de nouveau, jusqu'au moment où Cedric Sandford (trente-deux ans) feint l'inconscience, tandis que Michael Griffith (vingt-trois ans) court le long d'une voie express, saute les

barrières de protection et rebondit sur un capot avant de s'écraser au sol.

#### Ségrégation

En octobre dernier, cinq cadets blancs de la Citadel, célèbre académie militaire de Charleston, avaient pénétré dans la chambre d'un cadet noir, déguisés en membres du Ku-Klux-Klan et proférant des insultes racistes. Malgré la sévérité du règlement, ils n'avaient pas été exclus. Le cadet noir, outre, avait rompu son engagement. Les incidents raciaux se sont, ces derniers mois, multipliés sur les campus universitaires où le racisme le plus ouvert semble avoir repris un droit de cité.

C'est aussi sur les campus que le mouvement de protestation contre l'apartheid sud-africain est le plus vigoureux mais le fait est qu'aucun des quatre jeunes gens arrêtés dans l'affaire de Howard Beach n'a dix-huit ans. Tant leur jeunesse que leur complète absence de remords ont

brutalement fait apparaître qu'il ne suffisait décidément pas d'être né après la grande bataille des droits civiques pour être immunisé contre l'imbécillité raciste.

D'immenses progrès ont été faits en vingt ans. Mais dans le même temps, si des Noirs peuvent être maires de grandes villes, ils ne pénètrent pas d'une rue dans les quartiers blancs. Toutes les grandes villes américaines sont découpées par la ségrégation, y compris Washington, la capitale fédérale. Contrairement à ce qui est pudiquement dit, il ne s'agit pas de ségrégation sociale puisque la bourgeoisie noire ne s'installe pas dans les rues de la bourgeoisie blanche : c'est toujours déjà loué ou déjà vendu.

A New-York, le maire, M. Koch, visiblement choqué, a publiquement déclaré ne pouvoir comparer cette chasse au Noir qu'aux « lynchages qui étaient organisés dans le Sud profond » et qui ne sont pas révolus.

BERNARD GUETTA.

### En dépit des protestations des victimes de la répression

#### « Point final » en Argentine et en Uruguay

BUENOS-AIRES  
de notre correspondante

Le projet de loi limitant à deux mois le délai au-delà duquel aucun des auteurs d'atrocités commises pendant la dictature ne pourra être poursuivi en justice a été adopté par le Congrès, à Buenos Aires, mardi 23 décembre, par les députés argentins. Les défenseurs des droits de l'homme ont pourtant fait de leur mieux pour s'opposer à un texte qui, selon eux, représente une véritable amnistie.

Lundi, un groupe de « mères de la place de Mai » qui assistait au débat parlementaire a qualifié les sénateurs de « traîtres à la patrie ». Pendant ce temps-là, dans la rue, devant le Congrès, plusieurs anciens disparus, menottes aux mains, les yeux bandés, assis dans des cahutes en carton-pâte, reconstituaient les conditions de détention qu'ils avaient subies sous la dictature. Une banderole expliquait : « Le point final, c'est risquer de connaître ça de nouveau ».

Le président Alfonsín s'est déjà expliqué sur le sujet. Pour lui, il faut un terme à une « suspension qui empêche l'armée de réintégrer la société ». Il a fait un choix politique visant à blan-

chir pour assurer la « réconciliation nationale » certes, mais aussi pour qu'elle soit sans ambiguïté aux ordres du pouvoir constitutionnel.

Point final en Argentine. Point final aussi en Uruguay. De l'autre côté du Rio de la Plata, c'est un concert de casseroles qui a accueilli le vote, lundi, par les parlementaires uruguayens d'une loi d'amnistie des militaires responsables d'« excès ». Et la police a dû intervenir pour sauver certains députés de la colère populaire.

Pour le chef de l'Etat uruguayen, M. Julio María Sanguinetti, il n'y avait pas le choix. S'il n'amnistiait pas les militaires, c'était la « crise institutionnelle » qui menaçait. Il l'a lui-même reconnu, comme plusieurs de ses partisans ont implicitement admis le « pacte civilo-militaire » passé à la fin des années 70, de dictature. Les militaires n'acceptaient de restituer le pouvoir que si le futur gouvernement civil leur assurait l'impunité.

L'amnistie, approuvée par la principale opposition parlementaire, est aussi une manière d'avouer que le pouvoir constitutionnel ne serait pas sorti gagnant d'une épreuve de force.

CATHERINE DERIVERY.

**ATTENTION L'EVENEMENT**  
dès aujourd'hui  
chez votre marchand de journaux

**AU SOMMAIRE**

Après la grande révolte étudiants-lycéens, un dossier complet : **TOUT CE QUI A CHANGÉ**

**Social : POURQUOI LA PAGAILLE SAUVAGE ?**

Une enquête scientifique : **LES BÉBÉS SONT PAS CONS**



# Politique

Dans deux recours soumis au Conseil constitutionnel

## Les socialistes réclament l'annulation de la loi sociale qui contient l'« amendement Séguin »...

Comme ils l'avaient annoncé, les députés socialistes ont, le mercredi 24 décembre, déposé au Conseil constitutionnel la loi portant diverses mesures d'ordre social. Ce texte, particulièrement controversé, adopté définitivement au cours des dernières heures de la session du Parlement (le Monde daté 21-22 décembre et 23 décembre), avait été augmenté, dans des conditions qui sont aujourd'hui soumises à l'examen des juges constitutionnels, de l'« amendement Séguin » sur l'aménagement du temps de travail, après le refus du chef de l'Etat de signer ce qui devait être à l'origine une ordonnance.

L'essentiel de recours des socialistes porte en effet sur la procédure. Et leur argument principal, qu'annonçait l'attitude de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, dans les dernières minutes du débat à l'Assemblée nationale (le Monde du 24 décembre), est à la fois spectaculaire et d'une parfaite simplicité : la loi « ne peut être considérée comme votée conformément aux exigences constitutionnelles et notamment au deuxième alinéa de l'article 27 de la Constitution ».

### Le réel et le quotidien

Les députés socialistes avancent donc dix mots de la Constitution aussi évidents que malmenés par les habitudes et les pratiques : « Le droit de vote des membres du Parlement est personnel » — pour tenter d'obtenir l'annulation d'un texte important qui a tenu lieu de surcroît d'ultime épisode pour l'année 1988 à la lueur d'influence qui oppose le président de la République et le premier ministre.

A quel riment ces « dispositions dépourvues de toute ambiguïté », qui, commentent les auteurs du recours en citant une décision antérieure du Conseil constitutionnel, sont « claires et précises » (et) n'appellent aucune interprétation ? « Seuls peuvent (...) prendre part aux votes les députés physiquement présents ou régulièrement représentés, dans les cas, formes et conditions limitativement prévus par l'ordonnance 58.1068 du 7 novembre 1959 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote ».

Telle est la règle. Et telle est l'évidence : cette règle n'est, pour ainsi

dire, jamais respectée au Parlement. Le score qui s'est déroulé le samedi 20 décembre, peu après 9 heures du matin dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, et que retrace le recours, fut donc un mélange du souhaitable et du réel quotidien des procédures parlementaires : « Le scrutin public ayant été annoncé dans le Palais, les députés du groupe socialiste (...) ont tenu au service des scrutins, en même temps qu'à ceux des secrétaires du bureau qui étaient à la place qui leur est réservée (...), la délégation dont chacun d'eux était porteur ».

Lorsque le scrutin a été ouvert, seuls, parmi les députés socialistes, ont pris part au vote ceux qui étaient physiquement présents, de même qu'ils ont voté chacun pour (et, à l'exception de quelques erreurs, n'ont voté chacun que pour) le collègue qui avait donné délégation. Les résultats du scrutin public tels que publiés au Journal officiel en dressent la liste.

Sur les bancs des autres groupes, en revanche, les députés présents ont voté, au moyen de l'appareillage électronique, pour tous les députés absents, sans qu'ils aient bénéficié d'une délégation à cet effet et alors surtout qu'en toute hypothèse chacun n'aurait pu recevoir qu'une seule délégation.

C'est ainsi qu'a pu être, relèvent les auteurs de la saisine, « abusive-ment considérée comme adoptée une loi sur le vote de laquelle les suffrages régulièrement émis contre l'adoption étaient supérieurs en nombre aux suffrages régulièrement émis pour l'adoption ».

Il existe certes — M. Philippe Mestre, président de séance, l'avait rappelé à l'Assemblée — un accord entre présidents de groupe qui « couvre » l'irrégularité permanente des scrutins. Un tel accord (dénoncé du reste par M. Joxe avant le vote) ne saurait toutefois « prévaloir sur la norme constitutionnelle », souligne le recours socialiste.

### Une révolution ?

Les députés socialistes soulèvent aussi l'objection selon laquelle « l'obligation de vote personnel, si elle était effectivement imposée, bouleverserait notablement les habitudes du travail parlementaire », pour y répondre aussitôt : « qu'il a été justement créé pour cela (...) ». Par ailleurs, imposer effectivement le vote personnel

aurait pour conséquence l'assiduité nécessaire des parlementaires et particulièrement de ceux de la majorité. C'est là un aspect de la question qui n'a pas échappé aux députés socialistes et s'ils demandent au Conseil constitutionnel d'assurer le respect de l'article 27, allégué 2, c'est en sachant qu'il leur créera une obligation particulière le jour, qu'ils espèrent proche, où ils redeviendront majoritaires. Mais en tout état de cause, contraignent les députés à être présents à l'Assemblée nationale ne semble pas être une solution abusive, contrairement à ce que la majorité à être physiquement majoritaire ne semble pas être une exigence excessive ».

Le recours socialiste soumet aussi à l'examen du Conseil constitutionnel, à côté des conditions d'adoption de la loi déferée, ses conditions d'élaboration. Le problème posé a déjà été soumis au Conseil constitutionnel à l'occasion d'un précédent recours socialiste contre la loi de finances pour 1987 (le Monde du 20 décembre).

Il s'agit ici de l'« amendement » sur l'aménagement du temps de travail (en fait, un véritable projet de loi à lui seul, après le refus présidentiel de signer l'ordonnance préparée par le gouvernement) introduit dans le texte des diverses mesures d'ordre

social après réunion, et secoué, de la commission mixte paritaire Assemblée-Sénat.

Ce n'est pas en réalité un amendement, mais bien un article additionnel faisant intervenir le législateur sur des domaines nouveaux — qui a été, affirmant les députés socialistes, glissé dans le texte de la loi. Et ce, à un moment où — la commission mixte ayant abouti à un texte — « il n'y a plus de véritable débat ». « En permettant, concluent sur ce point les auteurs du recours, que des articles additionnels soient introduits après l'échec d'une commission mixte, le risque est déjà grave de voir un gouvernement greffer de manière subreptice et tardive des dispositions nouvelles dans un texte dont l'examen est quasiment achevé. Au moins devraient de véritables possibilités de discussion, même si elles sont limitées. Si l'on admettait qu'il puisse en aller de même lorsque la commission mixte a réussi, cela priverait la procédure législative (...) de toute substance. En outre, le bicaméralisme y perdrait aussi l'essentiel de son sens puisque le rejet d'une disposition par le Sénat ne serait plus suivi d'un échange entre les deux Assemblées, mais d'une décision définitive, immédiatement prise par les seuls députés ».

## ... et s'interrogent sur les conséquences de la ratification implicite d'une ordonnance

Les députés socialistes ont d'autre part demandé mercredi 24 décembre au Conseil constitutionnel d'examiner la conformité à la Constitution (et non d'assurer, comme le réclament le plupart du temps les saisines qui émanent de parlementaires) de la loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence. Cette loi modifie l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence.

Par souci de conformité à un engagement contracté dans la plateforme électorale RPR-UDF, M. Michel d'Ornano, député UDF du Calvados, avait déposé une proposition de loi transférant à la cour d'appel de Paris le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence (initialement confié au Conseil d'Etat).

« Dès lors qu'il ne semble pas s'agir d'une juridiction, observent les députés socialistes à propos du

Conseil de la concurrence, la question peut se poser de savoir si ses décisions peuvent relever du contrôle direct de la cour d'appel ».

Mais le recours socialiste consiste surtout que si la loi qu'il soumet à l'examen du Conseil constitutionnel « a pour objet de créer un bloc de compétence juridictionnelle, elle a également pour effet de ratifier implicitement les autres dispositions de l'ordonnance concernée ».

Les députés socialistes en concluent — le Conseil d'Etat se trouvant dans ces conditions placé « hors circuit » — que « la compétence du Conseil constitutionnel pour apprécier à l'occasion de sa ratification, même implicite, la constitutionnalité d'une ordonnance peut seule éviter que les ordonnances implicitement ratifiées trouvent à être l'unique catégorie d'acte échappée de tout contrôle constitutionnel ».

MICHEL KAJMAN.

## Débat sur la procédure à l'Assemblée nationale

A la demande du président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, le bureau de l'Assemblée nationale (1) s'est réuni mardi, pendant une heure et demie, à la suite des incidents qui avaient marqué la séance de vendredi à samedi dernier lors du débat sur l'amendement reprenant « l'ordonnance Séguin ». Les élus socialistes avaient, au cours de la discussion, contesté la façon dont le président de séance, le député UDF M. Philippe Mestre, avait fait application du règlement de l'Assemblée nationale, notamment pour la demande de quorum et le vote personnel.

Le président du groupe socialiste a précisé mardi qu'il lui semblait tout à fait impensable que « les procédures utilisées durant cette nuit puissent faire jurisprudence (...) ». Le règlement de l'Assemblée nationale est soumis au contrôle constitutionnel. Toute réforme du règlement doit l'être également.

La tonalité du côté de la majorité est sensiblement différente. M. Jacques Blanc (UDF, Lozère), expliquait à l'issue de la réunion qu'une « unanimité » s'était dégagée pour donner quibus à M. Mestre de la façon dont il avait présidé. Le député UDF a toutefois reconnu qu'il ne serait pas inutile de revoir les conditions de demande de quorum pour lever toutes les « ambiguïtés » de cette procédure qui « peut facilement tourner à l'obstruction ». Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, la majorité UDF-RPR précise qu'il a été « donné acte » à M. Mestre « de la bonne application du règlement sous l'égide » de son article 52, qui définit ses pouvoirs et sa marge de manœuvre.

(1) Le bureau est composé d'un président, de six vice-présidents, de trois questeurs et de deux secrétaires. Seul le PCF n'y est pas représenté.

## M. Mitterrand dans la cible

(Suite de la première page.)

Après avoir vérifié au cours du dernier week-end que sa majorité parlementaire était unie, M. Chirac s'est assuré de la solidité des forces composant son gouvernement. C'est pour cela qu'il a successivement déjoué lundi en tête à tête avec le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, et mardi avec le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication.

Cette solidarité méritait d'autant plus d'être vérifiée que ce sont deux représentants qui se trouvent actuellement en première ligne, M. Jacques Doufflaque, comme ministre des transports, et M. Hervé de Charette, comme ministre délégué à la fonction publique, après que M. Philippe Séguin (RPR), ministre des affaires sociales et de l'emploi, ait fait ses preuves lors du dernier marathon parlementaire. Ainsi, les membres du gouvernement, réputés ne pas manquer d'indépendance, voire d'esprit critique, sont-ils mobilisés et appelés à se comporter en défenseurs convaincus de la politique de la majorité.

La cohésion gouvernementale ainsi affirmée devrait avoir notamment pour effet de renforcer les barrières qui auraient la velléité de critiquer ouvertement l'action du pouvoir. On s'en dit d'ailleurs convaincu auprès de M. Chirac, qui ne cache pas que tout autre comportement serait « suicidaire » et nuirait à la majorité tout entière.

### Maltraitance et sérénité

Le premier ministre enregistre d'ailleurs, à travers différents sondages, que si sa cote de popularité décroît, il en va de même pour celle du chef de l'Etat. Il affirme aussi que le bloc des intentions de vote en faveur du RPR et de l'UDF ne connaît aucune érosion — selon les sondages dont il dispose — et que les préférences des électeurs vont toujours en majorité à la majorité M. Chirac, au

dire de ses plus récents visiteurs, manifeste maîtrise et sérénité totale. M. Balladur, lors de la réunion de ministres à l'Hotel Matignon du lundi 22 décembre, n'avait-il pas rappelé que bien des gouvernements avaient déjà traversé des graves dures qu'il aurait été étonnant que celui-ci n'en connût point ?

La majorité dès lors est contrainte à soutenir plus activement l'action du gouvernement, au besoin, en ripostant plus énergiquement aux critiques de ses adversaires. C'est le « la » qu'a donné M. Borotra, président de la commission des finances du Sénat, le 23 décembre : « L'opposition socialiste qui veut à tout prix prendre sa revanche de l'échec de mars 1986 pousse la querelle, qui est de droit en démocratie, jusqu'à la haine ». Les ministres eux-mêmes ne seront pas en reste. Il moduleront la tonalité de leurs interventions en fonction du comportement de M. Mitterrand. M. Edouard Balladur n'a-t-il pas déjà commencé en dénonçant au président de la République la fonction de « juge-arbitre » que celui-ci revendique ?

Quant à la crise née de la grève de la SNCF, les arguments utilisés à son égard par le gouvernement et par la majorité d'arbitrage autour de trois thèmes : l'entrave au fonctionnement d'un service public dont les salariés bénéficient de garanties d'emploi supérieures à celles du secteur privé ; les menaces dirigées contre la politique gouvernementale de redressement économique, de lutte contre l'inflation et de réduction du chômage ; enfin, les graves perturbations infligées aux usagers en une période de vacances scolaires et aussi à l'activité économique du pays. Bref, il s'agit de convaincre, s'il en était besoin, qu'une telle grève ne peut qu'être impopulaire et ne peut que justifier la fermeté des pouvoirs publics. Sans pour autant laisser échapper les solutions qui pourraient se présenter et que, au besoin, on encouragerait, car, dit-on, les points ne sont pas rompus.

ANDRÉ PASSERON.

## BIBLIOGRAPHIE

« Mitterrand, portrait total » de Pierre Jouve et Ali Magoudi

## Cache-tampon

« Contrairement à ce que disent les gens, si j'ai une force, c'est que j'ai l'esprit simple. Or toute la représentation que l'on fait de moi est celle de quelqu'un de très compliqué. Ma complexité consiste à ne pas lâcher la huer simple que j'ai perdue ».

Ainsi commencent, par un contrepoint présidentiel, la partie de cache-tampon à laquelle se sont livrés, pendant deux années (printemps 1984-printemps 1986), le président de la République et deux jeunes gens de bonne mine, Ali Magoudi, psychanalyste au naturel réservé, Pierre Jouve, journaliste en état d'implosion. Nos deux chevaliers du divan, confesseurs attentifs recommandés par la revue Esprit, s'en sont allés à la quête de cette « huer simple » si soigneusement dissimulée. Résultat d'une quinzaine d'heures de conversation et de multiples péripéties exploratoires : un livre qui, à défaut de LA huer, permet à M. Mitterrand d'offrir au lecteur mille flamèches. Le président est un amoureux ! Il promet beaucoup, d'entrée de jeu, puis se dérobe au fil des pages. Le contraire serait trop simple. Entre fausses lueurs et autres farfadets dont les auteurs évitent les pièges, l'ouvrage offre au moins quelques points de repère dont on peut raisonnablement penser qu'il ne s'agit pas de feux de mirage.

Ali Magoudi et Pierre Jouve ont grâté par-ci par-là, le vernis de « l'icône de la République », comme ils disent. Ce livre de belle écriture n'a pas — malgré le texte abrutissant qu'en fait office de couverture — fait office de placard publicitaire — la prétention d'un effeuillage.

M. Mitterrand s'y découvre, un peu. Il aime peindre. LA DROITE CARNIVORE : à propos de ceux qui, au cœur de l'affaire Greenpeace, ont réclamé sa démission ou, au mieux, sa traduction en haute cour de justice, M. Mitterrand déclare : « cela fut

stupide, gonflé, exoté et sectaire : des réflexes totalement anti-républicains de gens qui n'aiment pas, au fond, le régime de la République. Pour eux, le chef de l'Etat, dès lors qu'il n'est pas sorti de leurs rangs, est quelqu'un qu'il faut abattre ».

LA GAUCHE EN SOUTÈNE : « Il y a les moralisateurs permanents, les préchi-préchi. Ceux-là veulent toujours qu'on passe par la confession, le mea culpa. Tant que ce n'est pas fait jusqu'à Z (...) on n'est pas lavé ».

### Greenpeace :

#### « Il ne faut pas qu'ils passent »

« Ce qui était vrai, c'est que les ordres de renseignement avaient été donnés, y compris par moi. Et également : il ne faut pas qu'ils passent. Il s'agit des militaires de Greenpeace qui envisageaient de pénétrer dans le périmètre maritime où avaient lieu les essais nucléaires français. — NDRL. Il ne s'agissait pas d'une guerre navale, mais simplement de la protection de notre territoire. » Un an après les remous suscités par l'affaire du Rainbow Warrior, M. François Mitterrand s'exprime publiquement sur cette délicate affaire. Accusé à plusieurs reprises d'avoir été au courant de l'opération de sabotage, le président de la République reconnaît pour la première fois, dans Mitterrand, portrait total, une connaissance relative des prémisses de l'affaire. Mais il précise aussitôt : « A partir de là, les choses se précipitent, l'attentat est fou. Atteignant parfaitement irrépréhensible, sous tous ses aspects, à la

(...) C'est le point de vue ecclésiastique d'une certaine partie de la gauche (...). C'est une gauche cléricalisée, et dans la gauche cléricalisée, il y a beaucoup de gens qui ont une attitude d'idéologie mais qui sont de tempérament clérical ».

LES JOURNALISTES : « Il ne faut pas croire qu'il y avait des envoyés spéciaux. Jins limiers, remarquables journalistes. Routable inlassables, allant chercher l'information. Non, ils attendaient à leur bureau où on venait leur apporter des informations. Comme ça, dit-il à propos de l'affaire Greenpeace (1).

fois par son initiative et par sa réalisation. Tout semble démontrer que les services français ont pris la responsabilité de cet acte de sabotage, un peu minable. Il y a une réalité tout à fait triviale : la mort d'un homme ».

Curieusement, dans le même livre, M. Mitterrand déclare encore : « Je ne suis aucunement mêlé, ni de près ni de loin, à cette affaire. Imagine-t-on le président de la République s'occupant de savoir comment procéder des gens à Auckland ? Qui a dit que le général de Gaulle avait fait enlever et assassiner Ben Barka ? Pourtant, c'était strictement le même processus. Est-ce qu'on imagine que le général de Gaulle était au courant des quelques personnes qui quittaient au carrefour Saint-Germain-des-Près ce malheureux Ben Barka ? Pourquoi ? Pourquoi un acte aussi ignoble serait commis ? Ce n'est pas raisonnable de penser cela ».

Alchimiste du temps qui passe et de celui qui reste (« j'ai tout mon temps, si je le prévois »), M. Mitterrand ne craint pas de le perdre en en parlant. Il raconte aussi sa timidité de l'enfance, extirpée aux forces, sublimée depuis dans les « grandes », ces meetings où il interprète « ce qui se passe à des moments historiques dans l'âme d'un peuple ». Il regarde son âge en face et le défi de supporter l'effort : « J'ai toujours eu encore un peu d'oxygène pour continuer ce que j'avais à faire. Je me sens très dynamique, je n'ai atteint ma limite dans aucun domaine, même physiquement. J'ai peut-être plus de résistance aujourd'hui, que je n'en avais à cinquante ans ».

Il y en a d'autres, des confidences, beaucoup d'autres. La manière mystérieuse dont un homme amène, « au-delà de l'équilibre » et « l'âge de la vie », la guerre et la résistance, de Gaulle et l'arrivisme contenu qui va de pair. On regrettera que les auteurs omettent parfois à la tentation de raconter leurs propres aventures au détriment de celles d'une diva qui — invention psychanalytique des rôles — les a fait passer sur le divan.

Cela ne sera pas pardonné à ces deux visiteurs de la gauche en soutane.

J.-Y. L.

\* Mitterrand, portrait total, par Pierre Jouve et Ali Magoudi, éditions Carrère, 190 p., 89 F.

(1) M. Mitterrand fait probablement allusion au travail entrepris à l'époque par deux journalistes de l'Agence et qui avait abouti à la révélation de l'existence d'une « troisième équipe ». M. Mitterrand n'est certes pas un Routledge. On lui a sans doute apporté à son bureau des informations sur la manière dont ces journalistes enquêtaient. Comme, comme il dit. Mais cette fois complètement faux et tellement injuste !

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Mestre (UDF) :

#### un cactus

M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée et proche de M. Raymond Barre, estime dans une interview à Paris-Match que « le peuple » décide par le gouvernement « en règle rien ». « Le vrai problème réside dans la lutte d'influence que se livrent en permanence le président de la République et le gouvernement et qui rend impossible toute stratégie de repos. Quand on a un cactus dans son pantalon, il est sans doute impossible de courir, peut-être d'ailleurs de marcher, en tout cas il est interdit de s'asseoir ». S'agissant d'une éventuelle candidature de M. François Léotard à l'élection présidentielle de 1995, M. Mestre a affirmé : « Tout le monde sait qu'il y aura deux candidats dans le camp de la majorité : Barre et Chirac (...). Tout le reste est littérature ».

### M. Borotra (RPR) :

#### agitation

La porte-parole du RPR, M. Franck Borotra, a affirmé mardi dans un communiqué que « le PS s'engage dans une agitation tous azimuts pour contrecarrer l'action gouvernementale ». Le secrétaire général adjoint du RPR estime qu'« il y a des

moments où l'intérêt général doit passer avant les intérêts personnels ou partisans, même du Parti socialiste ». Le PS « pratique l'amalgame primaire et contribue à la désinformation », poursuit M. Borotra, qui, au passage, égratigne le président de la République, lequel « cherche à briser la politique gouvernementale contre le chômage » après avoir refusé de signer l'ordonnance Séguin sur le rétablissement du temps de travail. « Les leçons de morale, de cohésion sociale, de gestion suffisent de la part des socialistes qui ont déjoué dans le pays la plus grande des indignités, celle du chômage », a conclu M. Borotra.

### M. Jean-Thomas Nordmann

#### (Parti radical) :

#### déstabilisation

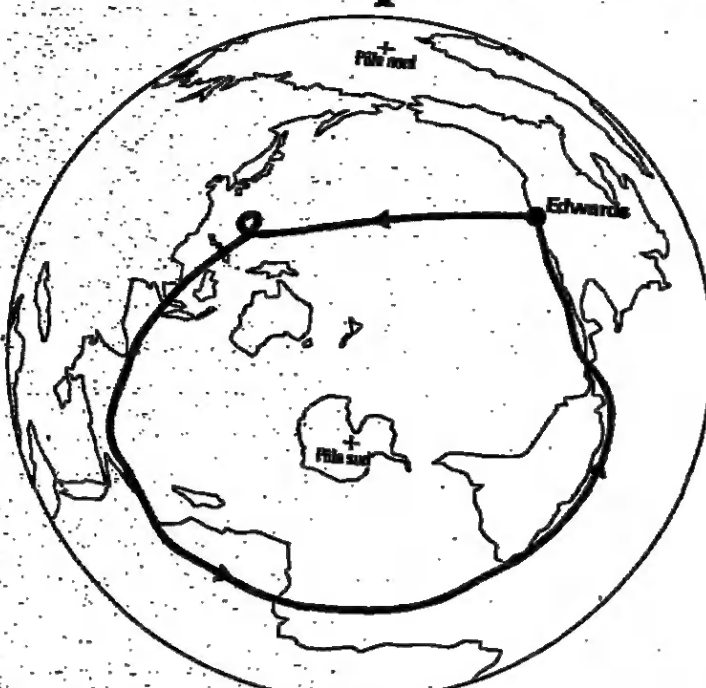
Dans un communiqué publié mardi, M. Jean-Thomas Nordmann, député européen et porte-parole du Parti radical, estime que les mouvements de grève dans les transports publics « paraissent s'inscrire dans un effort de déstabilisation du gouvernement (...) ». L'extension de la grève à d'autres domaines du secteur public ne ferait que renforcer cette politique des conflits sociaux.



# Société

Le tour du monde sans escale de « Voyager »

## Un exploit minutieusement préparé



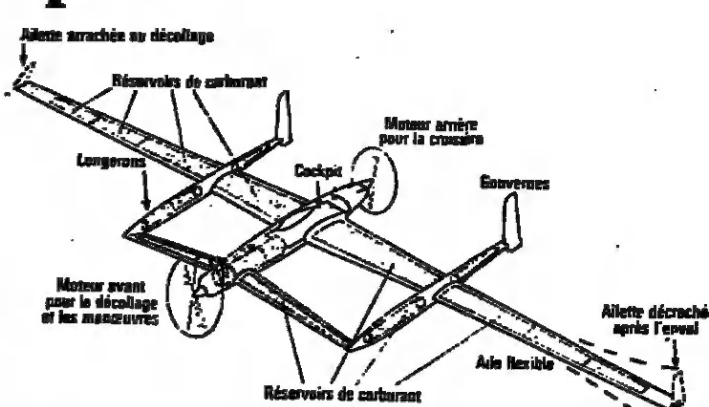
« Voyager » a suivi l'équateur en cherchant à longer les côtes pour des raisons de sécurité. Une forte perturbation atmosphérique l'a contraint de faire demi-tour au large de l'Indonésie.

ne peut affronter de fortes perturbations atmosphériques. Le tour du monde ne pouvait être entrepris qu'à une époque où celles-ci seraient absentes du trajet envisagé. Le départ eut finalement lieu le 14 décembre, dans des conditions difficiles. Alourdis par le carburant, les ailes traînaient sur le sol, déformant les ailettes d'extrémité. Voyager dut rouler plus de 4 kilomètres et se décolla qu'à 200 mètres de l'extrémité de la piste.

La route choisie passait par les îles Hawaï, puis s'incurvait vers les Philippines — au large desquelles l'avion dut faire demi-tour pendant quelques heures pour éviter de fortes perturbations. Voyager a ensuite mis le cap plein ouest, passant légèrement au nord de l'Indonésie et survolant l'extrême sud de l'Inde. Lorsqu'il a rencontré la côte africaine, il l'a longée jusqu'à l'équateur et c'est en suivant presque cette ligne qu'il a traversé l'Afrique et l'océan Atlantique. Il a ensuite longé la côte nord de l'Amérique du Sud, franchi l'isthme interaméricain et est revenu à son point de départ en suivant le bord de l'océan Pacifique.

Un itinéraire plus direct était prévu après les bouches de l'Amazonie, à travers la mer des Antilles et le sud des États-Unis. Mais l'équipage, éprouvé par une semaine de vol dans des conditions d'un rare confort, cherchait avant tout des zones d'air calme. Peut-être aussi ne tenait-il pas à survoler des régions où de nombreux avions de tourisme auraient pu être tentés de s'approcher de lui, d'autant que la discipline n'est pas le fort des pilotes américains de tourisme. La position exacte de Voyager a d'ailleurs été tenue secrète pendant les dernières heures du vol pour lui éviter d'être trop entouré.

La fatigue de l'équipage est compréhensible. Pendant sept jours, Dick Rutan et Jeana Yeager ont vécu dans un habitacle de 2 mètres carrés, l'un assis sur l'autre, l'autre allongé sur le plancher, ou plutôt sur une réserve d'essence en tison souple qui ne lui laissait au départ que bien peu de place. Le niveau de bruit était « à peu près celui d'un marteau piqueur près de



vosre tête », a déclaré Dick Rutan. Les deux pilotes rencontrèrent des vents plus violents que prévu, généralement bien orientés, ce qui leur permit de gagner près d'un jour sur leurs prévisions. Mais ils furent, en plusieurs circonstances, terriblement secoués. Une jauge mal réglée leur fit ensuite craindre de n'avoir pas assez de carburant pour finir leur périple. Dans les dernières heures, ils eurent encore la désagréable surprise de voir le moteur arrière tomber en panne. Le moteur avant était alors arrêté et Voyager

fit une chute de 1 100 mètres, avant que Dick Rutan ne puisse relancer son moteur. Mais c'était le dernier coup. Peu après ils atteignaient la Californie et se posèrent sans difficulté devant cent mille spectateurs enthousiastes.

Il y a 83 ans et 6 jours, Orville Wright décollait d'une plage de Caroline-du-Nord et parcourait la distance stupéfiante de 260 mètres en cinquante-neuf secondes.

MAURICE ARVONNY.

## Enthousiasme à Washington... et à Moscou

Salués à leur départ par Arne Morrow Lindbergh, la femme du pionnier américain de l'aviation qui avait tout leur « grand courage », les deux pilotes de Voyager ont, dès leur atterrissage, soulevé l'enthousiasme. Celui de nombreux Américains bien sûr, et du premier d'entre eux, le président Reagan, qui a suivi l'événement à la télévision, jugeant l'exploit « magnifique, absolument magnifique ». M. Reagan remettra d'ailleurs, lundi 29 décembre, la Presidential Citizens Medal à Jeana Yeager, à Dick Rutan et à son frère Burt, qui a conçu l'avion expérimental.

Enthousiasme aussi en URSS, où l'agence Tass a félicité l'équipage de Voyager qui « a franchi toutes les épreuves de haute lutte ». Les pilotes, poursuit l'agence, « perpétuent la tradition des pionniers de l'aviation que furent l'Américain Charles Lindbergh, qui a traversé l'Atlantique en 1927 et Valéri Chkalov, qui a effectué un vol sans escale technique de l'URSS aux États-Unis par le pôle nord, en 1937 ».

## JUSTICE

### Le renvoi éventuel de Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises

La chambre d'accusation a deux mois pour se prononcer

Le sort de Georges Ibrahim Abdallah, chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL) pour l'Europe de l'Ouest, est désormais entre les mains des magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui devront prochainement décider de son éventuel renvoi devant la cour d'assises (non des décisions de 23 décembre).

Le juge d'instruction, M. Gilles Boulouque, a rédigé le 23 décembre le dernier acte de sa procédure en ordonnant que le dossier soit transmis à la chambre d'accusation. Il appartiendra à cette juridiction de prononcer la mise en accusation de Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises. La loi lui impose de rendre cet arrêt dans un délai maximal de deux mois.

Georges Ibrahim Abdallah est inculpé de complicité dans l'assassinat de M. Robert Charles Rey, attaché militaire adjoint à l'ambassade des États-Unis à Paris, commis le 18 janvier 1982, et de celui du conseiller d'ambassade israélien en France, M. Yacov Barimannov, tué le 3 avril 1982. Sa complicité est ainsi retenue dans l'acte d'accusation.

Le sort de Georges Ibrahim Abdallah, chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL) pour l'Europe de l'Ouest, est désormais entre les mains des magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui devront prochainement décider de son éventuel renvoi devant la cour d'assises (non des décisions de 23 décembre).

Le juge d'instruction, M. Gilles Boulouque, a rédigé le 23 décembre le dernier acte de sa procédure en ordonnant que le dossier soit transmis à la chambre d'accusation. Il appartiendra à cette juridiction de prononcer la mise en accusation de Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises. La loi lui impose de rendre cet arrêt dans un délai maximal de deux mois.

Georges Ibrahim Abdallah est inculpé de complicité dans l'assassinat de M. Robert Charles Rey, attaché militaire adjoint à l'ambassade des États-Unis à Paris, commis le 18 janvier 1982, et de celui du conseiller d'ambassade israélien en France, M. Yacov Barimannov, tué le 3 avril 1982. Sa complicité est ainsi retenue dans l'acte d'accusation.

Le sort de Georges Ibrahim Abdallah, chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL) pour l'Europe de l'Ouest, est désormais entre les mains des magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui devront prochainement décider de son éventuel renvoi devant la cour d'assises (non des décisions de 23 décembre).

Le juge d'instruction, M. Gilles Boulouque, a rédigé le 23 décembre le dernier acte de sa procédure en ordonnant que le dossier soit transmis à la chambre d'accusation. Il appartiendra à cette juridiction de prononcer la mise en accusation de Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises. La loi lui impose de rendre cet arrêt dans un délai maximal de deux mois.

Georges Ibrahim Abdallah est inculpé de complicité dans l'assassinat de M. Robert Charles Rey, attaché militaire adjoint à l'ambassade des États-Unis à Paris, commis le 18 janvier 1982, et de celui du conseiller d'ambassade israélien en France, M. Yacov Barimannov, tué le 3 avril 1982. Sa complicité est ainsi retenue dans l'acte d'accusation.

## Un rapport sur l'expulsion de cent un Maliens

Les garanties prévues par la loi n'ont pas été mises en œuvre

Sur la demande de la Fédération internationale des droits de l'homme, M. Yves Baudelot, avocat à Paris, s'est rendu du 20 au 24 novembre au Mali pour y enquêter sur les conditions dans lesquelles cent un ressortissants maliens ont été expulsés de France le 18 octobre dernier.

L'avocat s'est plus spécialement intéressé, « compte tenu du caractère massif » de l'expulsion à « la régularité » de cette opération. « Au regard tant du droit interne que des conventions internationales ».

Dans le rapport qu'il vient de remettre à la Fédération internationale des droits de l'homme, M. Baudelot fait état des témoignages qu'il a recueillis sur les brutalités auxquelles l'expulsion a donné lieu. Il précise ensuite qu'il a pu prendre connaissance de la situation de soixante-quatre personnes figurant parmi les cent un expulsés. « La quasi-totalité d'entre elles, écrit l'avocat, reconnaissent avoir été en France, sans titre de séjour, en situation irrégulière ». Cependant, estime

l'avocat, certaines d'entre elles n'auraient pas dû être expulsées. « C'est le cas de M. Sissoko Massokona qui était titulaire d'une carte de séjour valable du 20 décembre 1984 au 19 décembre 1987 ».

C'est également le cas de deux personnes qui (...) paraissent susceptibles de rentrer dans la catégorie des ressortissants étrangers qui ne peuvent faire l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière » (conformément à l'article 25 de l'ordonnance de 1945 modifiée par la loi du 9 septembre 1986). Cet article prévoit que ne peut être expulsé « l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résident en France, à la condition qu'il exerce même partiellement l'autorité parentale à l'égard de cet enfant et qu'il subvienne effectivement à ses besoins », ni l'étranger qui justifie notamment avoir sa résidence habituelle en France depuis plus de dix ans et qui n'a pas été condamné.

Les deux personnes qui pourraient relever de ce texte sont : — M. Mody Doucoure, né en 1962 à Bamako, qui indique avoir vécu avec une Française dont il a eu un enfant de sexe masculin, qui est né en France et aux besoins duquel il subvenait ; — M. Makadon Sananambouou, né le 22 septembre 1951 à Koussan, qui vit en France depuis l'âge de six ans et n'a fait l'objet d'aucune condamnation.

« Si les vérifications qui s'imposent, indique M. Baudelot, confirment que ces trois personnes ne pouvaient être expulsées, l'on devrait sans doute en déduire qu'il n'a pas été procédé à un examen suffisamment précis des situations individuelles ».

« L'on pourrait alors se poser la question de savoir si, faite d'examen suffisant des situations individuelles, l'on ne se trouve pas en présence d'une expulsion collective, qui comme telle est interdite par l'article 4 du protocole 4 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

### Trois critiques

Mais indépendamment de ces cas particuliers, M. Yves Baudelot estime que l'expulsion de cent un Maliens est critiquable pour trois raisons :

« Les garanties prévues par la loi n'ont pas été mises en œuvre. — L'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 9 septembre 1986, prévoit (6<sup>e</sup> alinéa) que « dès notification de l'arrêté de reconduite à la frontière, l'étranger est immédiatement mis en mesure d'avertir un conseil, son conseil ou une personne de son choix ».

« La totalité des personnes dont j'ai examiné la situation, précise l'avocat, sont formelles pour dire qu'à aucun moment il ne leur a été dit qu'elles avaient la possibilité de contacter leur conseil, un avocat ou une personne de leur choix ».

« Bien plus, alors que plusieurs personnes ont demandé l'assistance d'un avocat, il leur a été répondu qu'elles n'y avaient pas droit ».

« Les déclarations faites par les expulsés à ce sujet me paraissent particulièrement dignes de foi » (...).

« Des traitements dégradants ont été pratiqués. — La Convention européenne des droits de l'homme prévoit dans son article 3 que « nul ne peut être soumis... à des traitements inhumains ou dégradants ». Or les expulsés qui appartenaient au foyer Soundiata de Rosny-sous-Bois ont été contraints de se déshabiller pour être fouillés dans les cars de police, immédiatement après y être montés. Indépendamment du fait qu'ils avaient les menottes aux mains pendant tous les transports dont ils ont été l'objet, une trentaine d'entre eux ont eu des fers aux poignets au moment où ils ont quitté l'hôtel Ibis jusqu'au moment où ils ont été embarqués dans l'avion ».

« Ils ont été embarqués de force dans l'avion par des policiers qui ont fait preuve de brutalités à leur égard. Ces brutalités ont été telles que l'un des expulsés, M. Diabate Setan, a reçu un coup dans la mâchoire qui lui a fait perdre deux dents » (...).

« Les expulsés n'ont pas été mis en mesure d'emporter avec eux leurs affaires. — Lorsqu'il est procédé à une expulsion, l'intéressé est toujours mis en mesure d'emporter avec lui ses affaires. Cela n'a pas été le cas lors de l'expulsion de cent un Maliens ».

« Ils n'ont pu, pour la quasi-totalité d'entre eux, emporter avec eux que les seuls vêtements qu'ils portaient lorsqu'ils ont été interpellés (...) ».

De plus, « ceux qui avaient un emploi n'ont pas pu se faire payer leur dernier salaire. De la même façon, ceux qui étaient titulaires d'un compte en banque n'ont pas pu le solder, ni organiser son transfert ».

« L'alignement des expulsés et le fait que la plupart d'entre eux sont analphabètes font, conclut M. Baudelot, qu'il est pour eux pratiquement impossible de récupérer les avoirs dont ils estiment avoir été spoliés à l'occasion de leur expulsion ».

### L'instruction sur l'attentat contre M. Alain Peyrefitte est confiée à un juge parisien

L'attentat dirigé contre M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, a conduit le parquet de Paris à ouvrir, mardi 23 décembre, une information judiciaire contre X pour « assassinat et tentative d'assassinat en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

Commis à Provins le 15 décembre dernier, l'attentat avait causé la mort de M. Serge Laucot, employé municipal. La qualification donnée au crime permet au parquet de Paris d'engager des poursuites car, en application de la loi du 9 septembre 1986, sa compétence s'étend à l'ensemble du territoire en matière de terrorisme.

De la même manière, c'est un magistrat parisien, M. Jean-Louis Bruguière, chargé notamment d'attentats revendiqués par le mouvement dissous Action directe, qui a été désigné pour mener l'instruction.

### Instruction à Paris d'une affaire de détournement de fonds à la mairie de Draguignan

La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné, mardi 23 décembre, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris pour instruire une affaire de détournement de fonds à la mairie de Draguignan et qui pourrait aboutir à une inculpation de M. Jean-Paul Claustres, ancien maire (RPR) de la ville, et de l'un de ses adjoints, M. Georges Constantin. (Le Monde du 16 décembre).

Cette affaire, qui a éclaté au mois d'avril dernier, a déjà donné lieu à l'inculpation le 6 décembre pour abus de confiance et escroqueries, complicité d'escroqueries et faux en écritures commerciales, de trois anciens employés d'une association paramunicipale, Draguignan-Promotion.

« a Contrainte à main armée » : une précision du régisseur. — Le régisseur de l'immeuble de la rue Vitruve à Paris (20<sup>e</sup>), où un jeune homme de dix-sept ans a été blessé d'un coup de fusil par un résident, nous prie de préciser que, contrairement à ce que nous avons indiqué (Le Monde du 17 décembre), il n'était pas présent dans le parking de l'immeuble au moment de l'incident. C'est seulement le lendemain 10 décembre à 8 heures que le régisseur a été informé.

« L'évasion de Pau » : M. Michel Lagrand, chargé de l'information. — C'est bien M. Michel Lagrand, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, qui a été chargé de l'instruction ouverte après l'évasion de la prison de Pau, le samedi 13 décembre, de deux indépendants basques appartenant au groupe clandestin Iparratarak. Le Monde a donné cette information dans son édition du mercredi 24 décembre, mais le titre sur la quatrième section qui avait ouvert l'information pouvait prêter à confusion.

## SPORTS

« RUGBY : Masters des clubs. — Huit essais, dont un de 80 mètres par Eric Bonney, ont essaié, le 23 décembre, la victoire du Stade toulousain sur les Roumains de Constanta (47-3) en finale du premier Masters des clubs, organisé par les dirigeants de l'équipe championne de France. Pour la troisième place, les Australiens de West-Brisbane ont battu Agen (17-12).

Les Soins du Cheveu et du Cuir Cheveu, c'est EUROCAP INSTITUT CAPILLAIRE PARIS (1) 48.24.33.82 Plus de 20 ans d'expérience Tapez Minitel gratuitement par le 11-EUROCAP-BORDEAUX... et vous saurez tout.



## Société

## Le retour des crèches

Dans l'imaginaire collectif, les figurines de plâtre et les santons d'argile sont des valeurs sûres. Merveilleux lié à l'enfance, exotisme des mages, écologie des bergers : malgré sa bimboloterie un rien archaïque, la crèche retrouve dans les églises et les familles une nouvelle jeunesse. De toutes les grandes traditions populaires, elle est l'une de celles qui expriment le mieux les compromis passés entre les aspirations religieuses et les habitudes culturelles d'une société (1).

On sait que la fête de Noël est elle-même le fruit d'une substitution. Dans le monde gallo-romain, comme dans les contrées celtes et nordiques de l'Occident, la fête du solstice d'hiver conjure l'angoisse de la nuit, du froid et de la famine : libations, brandons et bûches allumées. Elle devient à partir du quatrième siècle la fête de la naissance du Christ.

La crèche arrive très tard dans la tradition chrétienne, mais à chaque étape de son histoire, jusqu'à aujourd'hui, on se disputera sur sa signification religieuse, sociale, artistique ou culturelle.

On fait souvent remonter son origine à François d'Assise. Mais avant lui était né en France, à partir de dialogues chantés dans les églises, un petit théâtre religieux, préfigurant les mystères du Moyen Âge, qu'atteste un manuscrit du onzième siècle retrouvé à l'abbaye Saint-Martial de Limoges. On y joue la chute d'Adam et Eve, les prophètes, l'adoration des mages et des bergers. Venu de l'Allemagne, le mot « crèche » fait son apparition en France au douzième siècle.

## L'œuvre des jésuites

La crèche va survivre, mais de manière statique, aux mystères médiévaux, qui, sous l'effet des réformes protestantes et catholiques, vont être mis à la porte des églises, puis interdits au dix-septième siècle. Puissance d'un courant populaire : c'est également la Révolution qui, en supprimant les messes de minuit en Provence, va encourager la production à domicile des fameux santons.

Datant du seizième siècle, les plus anciennes crèches d'église connues en France se trouvent à Oloron (Pyrénées-Atlantiques), à Chaurou (Aube) et à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir). Mais c'est la Contre-Réforme qui, en encourageant les formes les plus ostentatoires de la religion, va étendre la crèche à toute l'Europe baroque.

**Nées au onzième siècle, les figurines religieuses ont survécu à toutes les réformes de l'Eglise. Le papier grotte et les santons habillés retrouvent, depuis quelques années, une nouvelle jeunesse**

Plus que les franciscains, ce sont les jésuites qui, en Autriche, en Italie, en Bohême, vont populariser le genre. Ils montent à Prague en 1562 l'une des plus anciennes et des plus belles crèches d'église aujourd'hui recensées.

Elles vont faire leur entrée au dix-huitième siècle dans les familles aristocratiques de France et d'Italie et sont alors un signe extérieur de richesse plus que de dévotion. Leurs bébés jofifs, potelés, nus ou emmaillottés vont donner naissance à toute une iconographie pieuse consacrée, jusqu'au vingtième siècle, au culte de la sainte enfance.

L'âge d'or de la crèche napolitaine commence. Les plus belles collections se trouvent à Munich, Naples, Rome et New-York (le *Museum of Art* du 20 décembre). Rien n'égale alors leur raffinement, leur luxe de détails et de symboles : élevée sur les ruines d'un temple romain, la scène de la Nativité représente la victoire de l'ère chrétienne sur le monde païen de l'Antiquité. Décor d'anges, convives à table, marcheurs, musiciens...

La signification de la crèche se déplace : de religieuse, elle devient sociale ou régionale. La naissance du Christ n'est plus que la prétexte à une revalidation proprement culturelle. Le sommet de cette évolution est la crèche provençale. La Nativité n'est plus centrale et surélevée comme dans la crèche napolitaine, mais reléguée sur les bas-côtés. Les moulins à vent, les clochers, les fontaines, les fileuses, les savetiers, les pêcheurs et les

chasseurs dominent tout le paysage d'une Provence idéalisée. La crèche devient l'expression d'un sacré sécularisé et archaïque.

Les périodes les plus fécondes de la crèche provençale correspondent aux chocs culturels des dix-neuvième et vingtième siècles : lendemain de la Révolution, guerres de 1870, 1918, 1940. Des santons

d'ans, qui servaient à faire les hosties, et les bougies. Ironie de l'histoire religieuse : ce sont les luthériens d'Alsace, hostiles à toute figuration par la crèche de la naissance du Christ, qui ont popularisé dans le reste de la France, avec sa symbolique d'origine, le sapin de Noël.

Après Vatican II et la réforme liturgique, on dépouille les églises. Les crèches baroques ou sculptées disparaissent ou sont remplacées par des panneaux de photos. En 1968, celui de l'église Sainte-Marguerite de Fontenay-sous-Bois - CRS casqués, Martin Luther King, enfants affamés - souligne l'incarnation du message de l'Evangile dans l'environnement de violence sociale. Le personnage de Jésus lui-même est supprimé et remplacé par un trait de lumière.

Depuis 1982, les spécialistes font fuir, dans les églises parisiennes, le retour au papier grotte, à l'exotisme, aux santons habillés (2). Signe des temps : cette renaissance des crèches à l'ancienne, en moins sculptées, et des crèches traditionnelles confirme la remontée des valeurs du passé et de la dévotion populaire.

HENRI TINGO.

## Un sapin très protestant

Ignorée par les bons chrétiens qui craignent la pagaille de la Ré, le sapin de Noël lui-même a une origine religieuse. En Alsace, au Moyen-Âge, il servait à commémorer la chute d'Adam et Eve et le rachat de l'humanité. Il croissait sous les pommes rouges, les pains

## Quatre cents figurants

Il y a un line gris et un formidable bouquet de charbon en toison lustrée, des bergers lendaux sur leurs échasses, des chanteurs cornes poussant la romance et une cohorte de Pyrénaïens en béret rouge qui entourent le sapin en play-back. On voit même défilier trois faux mages sur trois vrais dromadaires frigorifiés.

Francis Morane, qui l'a mise en scène, et la Ville de Paris, qui l'a financée, n'ont pas lésiné sur les figurants et les effets spéciaux de cette *Nuit des merveilles* jouée chaque soir sur le parvis de Notre-Dame : 400 acteurs dont une centaine de Vendéens « prêtés » par M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture, 1 700 projecteurs, des canons à image, des lasers et des feux de bengale géants, pour mimer une crèche vivante des provinces de France où il ne manque que l'enfant Jésus.

Il ne manquait personne mardi soir 23 décembre pour assister aux

cinquante minutes de la représentation : Jacques et Bernadette Chirac, le cardinal Lustiger, le préfet Jean Padoa-Schioppa, Philippe de Villiers et quelques autres. Mais la grève des transports en commun et la bise glaciale ont empêché les Parisiens. On voit même défilier trois faux mages sur trois vrais dromadaires frigorifiés.

Il est vrai que, avec les barbares du chantier de la gare Saint-Michel, les minidanses surchargées de projecteurs, les camions techniques et les multiples podiums, la parvis de Notre-Dame ressemble plus à un capharnaüm qu'à un lieu de réjouissances ou de recueillement. Reste, heureusement, la cathédrale, plus merveilleuse que jamais malgré ses huit cents ans, dressée dans un habit de lumière qu'on souhaite lui voir plus souvent. Une leçon de modestie pour tous les entrepreneurs de spectacles.

M.-A. R.

## REPÈRES

## SIDA

Un reportage d'Antenne 2 censuré à Bangui

Un reportage sur le SIDA réalisé à Bangui par une équipe d'Antenne 2 a été saisi par les autorités centrafricaines. Deux cassettes vidéo contenant des images de malades atteints du SIDA et des entretiens avec des médecins de l'hôpital de Bangui ont été confisquées, le samedi 20 décembre, par les services du ministère de l'Information avant d'être rendues effacées, le lendemain, à l'équipe d'Antenne 2.

Ce reportage avait été pourtant réalisé avec l'autorisation du ministre centrafricain de la Santé, M. Bernard Belloum. Les deux cassettes effacées présentaient, outre des images de plusieurs dizaines de malades, des scènes plus dures tournées dans le service de pédiatrie de l'hôpital où, selon les responsables, 5 % des enfants traités sont atteints du SIDA.

Dans les entretiens censurés, plusieurs médecins affirmaient que six mille personnes, sur un total d'environ deux cent mille habitants de la capitale, seraient actuellement séropositives.

Dans le seul service de cardiologie, trois cent soixante cas mortels auraient été comptabilisés depuis 1983. Selon les mêmes sources, cinq cents malades meurent chaque année des suites du SIDA.

Antenne 2 diffusera au début du mois de janvier la partie de ce reportage qui n'a pas été saisie et censurée.

## Enfance

SOS-Enlèvements devant Matignon

Un arbre de Noël pour le premier ministre, c'est le cadeau qu'ont déposé sur le trottoir, face à l'hôtel Matignon, des mères d'enfants enlevés par leur père en Algérie. Mardi 23 décembre, ces femmes - une vingtaine - ont manifesté rue de Valenciennes, à Paris, pour demander qu'une action vigoureuse soit entreprise afin de retrouver les enfants que les pères algériens ont soustraits à leur épouse française. Elles soulignent que « la justice est bafouée » puisqu'elle a confié à la mère la garde des enfants. Dans un tract, deux associations - SOS-Enlèvements d'enfants et le Collectif de solidarité aux mères d'enfants enlevés - précisent d'urgence de leur moyen des services chargés de ces recherches » au ministère de la Justice. Pour attirer l'attention des autorités sur leur enfant « disparu », elles ont accroché des jouets à un sapin de Noël.

## Ile de Ré

Le pont en chantier dès février prochain

Dans vingt-huit mois, la France aura perdu l'une de ses dernières îles. En effet, le patron de l'entreprise Bouygues a annoncé que le gigantesque ouvrage qui doit relier l'île de Ré au continent et la transformer en une banlieue résidentielle de La Rochelle serait mis en chantier dès février prochain et qu'il serait livré le 1<sup>er</sup> juillet 1988.

## Communication

## L'information sur FR 3 remodelée de fond en comble

Quelle bonhomie de réformes ! Quel appétit de changement ! Nommé le 11 décembre dernier directeur de l'information à FR 3, M. Christian Bernadac procède dans les jours et semaines qui viennent à un vaste réaménagement de son département.

Premiers signes visibles : de nouvelles recettes dénichées de TF 1. Gérard Saint-Paul devient directeur adjoint et chapeaute les éditions nationales de la chaîne (le « 19-20 » et le « Soir 3 »). Jean-Claude Pèpère, nommé secrétaire général, coordonnera le travail des régions. L'avantage est évident : former autour du directeur de l'information un organigramme cohérent pour mieux diriger une chaîne élargie. L'inconvénient est classique : déstabiliser les actuels responsables - qui se voient ainsi chapeautés - alors qu'ils ne sont en place que depuis quelques mois. La crise couve. Éclatera-t-elle ?

Le deuxième temps de la réforme portera sur la refonte de « Soir 3 », le « 19-20 » quotidien - qui a « vaillié dix ans sous les journaux concurrents », selon M. Bernadac - restant inchangé. « Soir 3 » évoluera vers un journal de « réflexion », conforme à la nouvelle identité de la chaîne. Un journal qui parlera science, économie, arts et lettres - et pas seulement quand il s'agit de best-sellers - pour « échapper à l'instinctif ». Et surtout, l'édition s'ouvrira largement à la politique internationale. Une carte du monde lui servira de toile de fond, et une phrase - « M. Christian Bernadac rêve d'être toujours le même - de géographe » - « Aujourd'hui dans le monde... ». Un signe de ralliement qui « découvrira le journal du pré-carré français » sous son aspect le plus universel : la politique nationale. Un difficile exercice d'équilibre dont les présentateurs ne sont pas encore choisis.

Enfin, aux deux grandes éditions quotidiennes, s'ajoutent un « flash », qui ouvrira l'antenne, et une importante émission consacrée chaque après-midi à la météo et à ses conséquences sur la vie des Français : vie des plantes et des jardins, problèmes des récoltes, pêche en mer et... cours des marchés.

Le troisième temps de cette vaste réforme portera sur les éditions régionales dont la diffusion continuera à prendre place au milieu du « 19-20 ». Mais pour harmoniser la déconcentration de cette dernière, les régions devront abandonner les « décors cathédraux » et adapter le look des présentateurs. Surtout, M. Bernadac entend mettre en mouvement une « véritable révolution », un retour à l'information « communale », reflétant exclusivement la vie des régions. « C'est une question de survie », affirme le nouveau directeur de l'information, pour qui FR 3 sera sans doute condamnée un jour à ouvrir de nouveaux bureaux locaux.

Reste le problème des magazines, dont l'avenir s'annonce sombre. Pour « Montagne » et « Thésaurus », l'un des grands succès de la diffusion - qui continuera, « Libria » et « Mag 3 » disparaîtront. Faut-il de moyen ? Il en va de même de « Taxi » dont la SEPT, jamais associée au choix des sujets, refuse de continuer à assumer la moitié du financement. Coûtent, il ne correspond pas aux nouveaux objectifs de cette société chargée de préparer une télévision par satellite.

FR 3, qui ne peut continuer seule (voir encadré ci-dessous), y perd une image, au moment même où les multiples changements annoncés risquent de déstabiliser les téléspectateurs.

P.-A. G.

## Taxi en panne

Le bruit court depuis plusieurs jours. La sentence est tombée dans la soirée de mardi 23 décembre : le magazine « Taxi » de Philippe Alfonsi sur FR 3 est supprimé. La raison officielle donnée au réalisateur par M. René Han, nouveau président-directeur général de la troisième chaîne : les réductions budgétaires. Mais d'autres motifs expliquent la hâte avec laquelle on a voulu mettre fin à un exercice d'indépendance et de liberté.

Cela faisait longtemps que ce magazine d'actualité, qui collait à l'événement à chaud, était dans le collimateur des responsables de la chaîne. Et l'une des dernières décisions de l'ancien président-directeur général, M. Jeanne Lengua-Glandier, avait été de ramener le budget hebdomadaire de « Taxi » pour 1987, de 800 000 francs à 300 000 francs, alors que l'émission a besoin d'un minimum de 450 000 francs pour exister.

Il est vrai que « Taxi » était coproduit par FR 3 et la « 7 » (future chaîne culturelle) dans une proportion de 60 % à 40 %, et que cette dernière avait décidé d'arrêter sa contribution à fin de l'année. Mais, Philippe Alfonsi avait suffisamment de reportages en stock (un dossier sur la télévision, une enquête sur les Américains, une autre sur le Maghreb) pour tenir jusqu'à la fin février prochain. Il était convenu avec M. Han qu'il puisse utiliser ces débris pour trouver d'autres sources de financement et un autre coproducteur.

M.-A. R.

Alors que trois cents stations pirates émettent déjà

## Le Parlement portugais autorise enfin les radios privées

LISBONNE de notre correspondant

Le Parlement portugais a adopté, le lundi 22 décembre, un projet de loi sur la radio reconnaissant et réglementant les radios privées. Socialistes et communistes ainsi que les représentants du Mouvement démocratique portugais et du Parti révolutionnaire, dirigé par l'ancien président de la République, ont voté pour. Le Centre démocratique et social, formation politique affiliée à l'Union européenne des démocrates-chrétiens, et le Parti social-démocrate, actuellement au pouvoir, se sont abstenus.

D'après ce projet, l'attribution des fréquences dépendra de l'avis du Conseil de la radio constitué par quinze membres, dont huit nommés par le Parlement, deux par le gouvernement et le restant par des institutions jugées directement concernées : le Conseil supérieur de la magistrature, le Syndicat des journalistes, le Syndicat des télécommunications, la Société portugaise d'auteurs, l'Association des consom-

mateurs et l'Association nationale des municipalités.

L'absence de législation en cette matière a encouragé la prolifération au cours des deux dernières années de radios privées. Plus de trois cents existent déjà au Portugal, encombrant les fréquences, et dans certains cas, bénéficiant d'un taux d'écoute considérable. Selon un sondage effectué en septembre, 15 % de la population de Lisbonne, en particulier des étudiants, écoutaient régulièrement des émissions pirates. Le loi qui vient d'être approuvée prévoit l'existence de trois types de réseaux : nationaux, régionaux et locaux. Il n'y aura en principe qu'une radio locale par département et une vingtaine de radios régionales. Les réseaux nationaux seront réservés aux stations publiques en fonctionnement : la radiofonction portugaise et les radios commerciales, ainsi qu'à deux stations privées, dont Radio Renaissance, qui appartient à l'Eglise catholique.

JOSE REBELO.

## Noël aux Etats-Unis

## Panoplies « à la Rambo » et jouets chrétiens

WASHINGTON de notre correspondant

Selon des estimations officielles, une famille américaine dépense en moyenne 250 dollars (environ 1 625 F) en jouets, pour chacun de ses enfants. Dans l'ensemble, on dépense, en cette période de fêtes, à plus de 12 milliards de dollars, le montant des achats par les Américains de quelques centaines de millions de jouets et de jeux. Les prix ont augmenté, compte tenu de l'application dans ce domaine de la haute technologie. Les vieux revolvers et les fusils en plastique sont devenus de dangereuses armes au laser, les poupées et les animaux en peluche, grâce à l'électronique, parlent et marchent.

Pourtant, les goûts des enfants ont peu varié, et la ferveur patriotique et anticommuniste de l'ère Reagan n'a pas déterminé leurs préférences. Certes, Rambo et ses amis du Groupe de défense de la liberté sont là, sur les étagères, leurs bazookas, leurs superminitraillettes style Uey et leurs hélicoptères façon Dassault. D'autres commandes rendus populaires par le cinéma et engagées dans la lutte contre le terrorisme international sont également en magasin. Mais on ne trouve encore dans les vitrines ni les « contras » ni même le colonel North, leur ami, impliqué dans le transfert flic de fonds aux rebelles nicaraguayens.

## Le bon GI Joe et la poupée Barbie

Le grand succès de l'année est le laser tag, une arme ultramoderne, qui projette un rayon infrarouge invisible sur des cibles pré-sélectionnées par les caméras de jeu. Chaque coup au but est signalé par un jet de lumière et un grand bruit. Ainsi aucune erreur n'est possible. Si le tir fait mouche six fois, son porteur est éliminé.

Après tout, disent les fabricants, jusqu'à maintenant les enfants jouent à tuer et traversent ignorant s'ils atteignent leur but. Là, ils le savent clairement. Il faut dire que les groupes inspirés par l'éthique ont fort à faire cette

année avec d'horribles jouets dont les noms parlent d'eux-mêmes : « Docteur vomit », « La Bouche du meurtre », et même « Madame Haine du matin », tous dégageant de très mauvaises odeurs. Quant à « Ralph le Grossier », il n'est qu'un pâle écho du précédent.

Mais finalement, d'après les organisations professionnelles, les enfants restent fidèles à leurs amis traditionnels : le bon GI Joe et l'élégante poupée Barbie. Malgré tout, il a fallu faire des concessions à l'esprit du temps. Ainsi Joe le bidasse a rejoint un commando antiterroriste, disposant de l'équipement le plus moderne. Barbie, l'an dernier, avait trouvé un emploi, elle appartenait à un cours de gymnastique. Aujourd'hui, elle fait partie d'un ensemble rock. Il est vrai qu'elle a une concurrente, Jem, la nouvelle poupée à la double personnalité. Dans la journée, elle est Jem, une bonne fille qui fait des dons aux orphelins ; le soir, elle est une punk déchiquetée, agitant ses boucles d'oreilles tapageuses et sa crinière rose. Mais Barbie reste la préférée des enfants.

L'engouement pour la grande famille des animaux reste entier, mais les jouets électroniques ont rétréci l'intérêt pour les Calbege Patch Kids, ces poupées très laides en matière malléable, qui avaient tant fait fureur l'an dernier.

Enfin, les bien-pensants et les fondamentalistes chrétiens ont le choix entre des animaux habillés dans « d'authentiques costumes bibliques », la panoplie des héros du Royaume et les poupées Jole, Fol, Espoir, Amour, sans oublier Grâce, la nouvelle poupée, encouragée par les adversaires de l'avortement, qui chante « Jésus aime les petits enfants », ou encore « Dieu me connaît avant même ma naissance ».

Les magasins annoncent une demande croissante pour ce type de jouets. Voilà qui, au moins, compense les jeux où il s'agit d'apprendre aux enfants comment faire des affaires, gagner de l'argent, au besoin à la limite de la loi (un de ces jeux a été mis au point par un détenu condamné pour fraude bancaire).

HENRI PIERRE.



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Hommage

### Les monstres sacrés

En dépit des grèves, des manifestations et du temps maussade, le musée d'Orsay semble avoir gagné son pari. Depuis son ouverture au public, plus de cent cinquante mille visiteurs ont défilé devant les cimaises de Gae Aulenti. Une de ses expositions-dossiers est vouée aux « stars » de la Belle Epoque, extravagantes et adulées. D'Adelina Patti à Canuso, en passant par l'inévitable Sarah Bernhardt.



S. Canuso, dans *Nigélotta* de Verdi



Sarah Bernhardt. Photo anonyme

Le musée d'Orsay ne déçoit pas. Les files d'attente s'allongent, kilométriques. Dix mille à quinze mille visiteurs défilent chaque jour entre les mastabas de Gae Aulenti. Depuis la semaine dernière, huit expositions-dossiers ponctuent le parcours des « Orsaytrovers » (voir *Le Monde* du 20 décembre). Certaines sont de simples codicilles aux salles environnantes (« l'ouverture de l'Opéra »), d'autres développent des thèmes cohérents. Ainsi « Stars et monstres sacrés », consacré à quelques vedettes fin de siècle de la scène, adulées de leur temps, et qui, aujourd'hui, cumulent dans notre mémoire, cumulent l'extravagance et la renommée.

#### Livres

ELLE était blonde, belle, souriante, avec ce physique de pin-up girl qui plaisait tant après la guerre. Elle aimait les robes haute couture, les bijoux, les fourrures, la vie de palace, les gales. Pour s'être montrée nue — à contre-jour — dans *Caroline chérie*, de Richard Fortier, d'après le roman de Cocteau Saint-Laurent, elle devint un mythe érotique. Un peu coquin, style *Vie parisienne* (la revue pour messieurs). Elle fut aussi, jusqu'à l'arrivée de Brigitte Bardot, la star française la plus célèbre, la plus populaire des années 50.

Elle, Martine Carol. *Martine chérie*, comme dit le livre d'André-Charles Cohen (1). Un livre tendre comme le souvenir, et c'est bien parce que, après tout, Martine, comédienne et star, nous l'avons tous aimé. La gloire lui tombe dessus. Elle n'en fut pas, pour autant, toujours heureuse. Suivant la chronologie de sa carrière (films mais aussi rôles au théâtre), André-Charles Cohen refait le portrait d'une femme charmante, bousculée par le temps et ses foudres de midinette : star oui, parce que reflet de toute une époque où un certain cinéma français s'exportait grâce à elle. Aux pendules du destin, les fantasmes historiques et les comédies parisiennes réalisées par Christian-Jaque marquent l'apogée, les années heureuses. Et *Lola Montès*, de Max Ophüls, le plus grand rôle d'une Martine à chevelure brune, mais dont le public n'accepte pas la démythification. Professionnelle désireuse de toujours mieux faire, Martine Carol s'efforçait sans bien comprendre ce qui lui arrivait. Les photographies empruntées à la collection de Jean-Charles Sabria, superbes, sophistiquées ou très typiques, commentent le chemin de la star.

Hollywood a longtemps cultivé, avec ses actrices, le sex-appeal, le glamour, toutes les formes de beauté idéalisées par les écri-

ts du grand pianiste romantique. Il a la réputation « d'achever » un piano par récital. En outre, il est le symbole de sa patrie dépeçée : la Pologne. Pendant la première guerre mondiale, le général Pilsudski le presse de prendre la tête d'un gouvernement provisoire à Paris. Aussi sa signature figure-t-elle au bas du Traité de Versailles. A sa mort, en 1941, à New-York, il a droit à des funérailles quasi nationales.

La cantatrice Adelina Patti règne sans partage sur l'opéra pendant quarante ans. Son registre est d'une étendue exceptionnelle. Elle aborde sans effort les vocalises les plus audacieuses. Mais elle n'hésite pas non plus à couper dans les opéras tout air qui n'a pas le don de lui plaire. Elle affectionne les effets faciles qui subjuguent l'auditeur. Les critiques, les plus sévères lui reprochent d'aborder l'art du chant

comme un numéro de cirque. Elle en est parfaitement consciente, mais elle ajoute : « Il m'aime tant, mon public, qu'il faut bien que je fasse quelque chose pour lui. » C'est la diva absolue que les amateurs idolâtraient. Au bout de sa longue carrière, elle finit dans la peau d'une comtesse anglaise. Elle réside alors dans son immense château gallois, doté d'un théâtre et baptisé en toute simplicité : Le nid du rossignol. Son compatriote, Canuso, ténor italien de caricature, bas sur pattes, bedaine, coiffe ébouriffée et moustache en croc, fascine les foules. Par les vertus de sa seule voix, il résume le répertoire tout entier. Son nom devient le synonyme de sa profession.

Mais l'étoile des étoiles, le monstre sacré par excellence, pendant un demi-siècle, est sans conteste Sarah Bernhardt. L'exposition est d'ailleurs placée sous le signe de la comédienne.

Au milieu de ses reliques, vêtements de mousseline, écrier-chimère, lettres, affiches et bijoux, trône son énorme portrait, par Clairin. Lorsqu'elle posa pour le peintre, en 1876, elle avait trente-deux ans, et venait de vivre une aventure avec Victor Hugo, de quarante ans son aîné. Enveloppée dans un déshabillé bouillonnant, lovée sur un canapé rouge, un lévrier rase couché à ses pieds parachève le S que forme son corps désincarné. Jules Renard, qui a plûné la dent dure, note dans son *Journal* : « C'est une image qui fait des gestes et qui a des yeux vivants. » Et plus loin : « Quand elle descend l'escalier en escarpot de son hôtel, il semble qu'elle reste immobile et que l'escalier tourne autour d'elle. » Elle est célèbre dans le monde entier. Lors de sa première tournée américaine, son train spécial emporte huit tonnes de

bagages. Les journalistes ne se lassent pas de décrire son hôtel particulier, avenue de Villiers. C'est un bazar oriental, un bric-à-brac gothico-bouddhique, une débauche de coussins, de tapis, de tentures, de poiches et de plantes vertes. Il a été cent fois reproduit. La maîtresse des lieux pose complaisamment devant l'objectif, rêveuse, jouant du piano, le pin-céau à la main, ou s'exerçant à la sculpture. Un étonnant cliché nous la montre le buste nu, le visage dissimulé derrière un éventail. Elle est photographiée par Nadar. Mucha fait ses affiches. Gérôme exécute son buste et Capriello la caricature. C'est le modèle de la Berna de Proust. Sa voix d'or est un mythe. Pourtant, à l'audition de ses enregistrements — mauvais peut-être, — on saisit mal l'engouement général. Son timbre paraît vibrer à la limite du chevrottement. Sa diction, lyrique à l'excès, est plus proche du

pathos que du pathétique. Question de mode sans doute. Notre oreille a dû changer.

Pourtant, à plus de soixante-dix ans, elle tourne dans un film, *Jeune Doré*, et sur les photos qui nous en sont montrées, elle semble encore incroyablement jeune. En 1914, on doit l'amputer d'une jambe. Sacha Guitry se souvient de la première fois où elle remonta sur une scène après son opération. La salle, émue, attendait avec impatience le lever du rideau. Comment allait-elle le apparaître ? Assise, soutenue par un figurant, appuyée à un portant ? Les lumières s'éteignirent. On entend frapper les trois coups et presque en même temps, une voix s'élève dans l'obscurité : « La voilà ».

EMMANUEL DE ROUX.

\* « Stars et monstres sacrés », au musée d'Orsay. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1987. Il faut noter que l'exposition porte le numéro 2. Le fléchage étant sans contour.

### La saga des stars



Sabrina Samra

rages, le maquillage et... une certaine façon de vivre. Bette Davis qu'on disait laide parce que non conforme fut vraiment une exception à la grande époque des Garbo, Dietrich, Crawford, etc. Un excellent premier ouvrage en français a été, enfin, publié sur elle au printemps dernier (2).

Mais l'actuel cinéma américain a tendance à privilégier les femmes non sophistiquées, au physique ordinaire. Pas moches, quotidiennes. Celles qu'on croise dans la rue et chez l'épicier, avec qui on pourrait partager un taxi. La star d'aujourd'hui, c'est Meryl Streep, « the Queen Meryl » comme disent les journaux américains. Dominique Faix étudie patiemment le phénomène dans son livre (3). Il est vrai que le parcours de Meryl Streep est exemplaire. Mais il ne dépend pas seulement du talent et de la ténacité. Il y a les

meurs nouvelles, la transformation de Hollywood, l'influence de la télévision. Il y a une autre façon d'exercer le métier d'actrice, d'imposer son image. Voyage au bout de l'enfer, *Mankiewicz*, *Kramer contre Kramer*, *Holocauste*, *la Maîtresse du lieutenant français*, *le Choix de Sophie*, *Out of Africa*, *la Brûlure*, chaque fois « Queen Meryl » se dépasse. Au point qu'à lire ce livre, fourmillant de détails et d'analyses, on se demande jusqu'où elle ira trop loin.

Michel Serrault est-il une star ou un monstre sacré ? Les deux probablement. Ainsi apparaît-il dans l'étude de Gilbert Salachas et Béatrice Botet (4). Au cours d'un entretien révélateur de ses attitudes et de ses conceptions du comique. Au cours d'elles-mêmes, les manifestations d'esprit critique n'enregistrent pas moins les sautes de composition, les

autoparodies, les complaisances. Mais Serrault a beaucoup trop tourné. Et l'on retient, en fait, ce que tout le monde sait : il est un immense comédien.

Mara Villiers et Gilles Gressard, qui s'intéressent aux jeunes acteurs du cinéma français, consacrent, dans leur deuxième volume *Stars d'aujourd'hui* (5), Jean-Hughes Anglade, Sandrine Bonnaire, Michel Bonjenah, Wadec Stanczak et Zabou. Les auteurs préviennent qu'ils agissent par coups de cœur. On ne va pas le leur reprocher (ils avaient déjà distingué Richard Berry, Bernard Giraudeau, Christophe Lambert, Thierry Lhermitte et Lambert Wilson), puisque la lecture de ces textes mêlant, dans le style magazine branché, confidences des acteurs et commentaires est fort attrayante. Et puis, on s'amuse à la mise en page de photos d'enfance et d'adolescence. Pourtant, la preuve n'est pas faite que ces comédiens et comédiennes à la carrière encore fragile, sauf peut-être Sandrine Bonnaire, sont des stars. Du moins au sens le plus noble, le plus mythique. Un sens écrasant pour ceux et celles qui ne sont pas mégales. Il apparaît qu'on emploie aujourd'hui le mot star à tort et à travers, car on en a tellement besoin de stars qu'on veut en voir partout.

JACQUES SICLIER.

- (1) *Martine chérie*, par André-Charles Cohen. Editions Ramsay, album relié sous jaquette, 184 p. ill., 290 F.
- (2) *Bette Davis, sa carrière, ses films*, par Isabelle Champion. Editions Lherminier, 174 p. ill., 120 F.
- (3) *Meryl Streep*, « star d'aujourd'hui », par Dominique Faix. Editions Atlas Lherminier, 160 p. ill., 98 F.
- (4) *Michel Serrault*, par Gilbert Salachas et Béatrice Botet. Editions Edilys, album broché, 160 p. ill., 149 F.
- (5) *Stars d'aujourd'hui* n° 2, par Mara Villiers et Gilles Gressard. Editions Ramsay, album broché, 208 p. ill., 155 F.

### Orsay pour les jeunes

Comment rendre la visite d'un musée étonnante pour des jeunes de cinq à vingt-cinq ans ? Le musée d'Orsay, qui ouvre ses portes au public le 9 décembre, veut les séduire en leur proposant des formules de découverte qui s'appuient sur l'audiovisuel et l'informatique. Plusieurs films pédagogiques ont été réalisés spécialement pour le jeune public, et un fichier informatisé permet de parcourir la période 1848-1914, en effectuant des recoupements entre les diverses productions artistiques : peintures, sculptures, photographies.

Pour les plus jeunes, le visite s'organise sous forme de jeu, et des ateliers leur permettant de se familiariser avec les œuvres

exposées. Pour les plus de quinze ans, des conférences sont organisées en collaboration avec les enseignants, et une salle de documentation leur est réservée. Pour tous, le service culturel du musée édite des « carnets parcours », qui proposent de découvrir quelques œuvres, à partir d'un thème précis : Baudelaire et ses peintres, la danse, l'image du paysan au XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple.

Les enseignants sont invités à participer à la réalisation de projets éducatifs : une réunion d'information est prévue le deuxième mercredi de chaque mois, au musée.

\* Musée d'Orsay, 1, rue de la Chapelle, 75007 Paris. Tél. : 45-49-48-14.

### POUR LES SALLES DE LIGNES PROGRAMMES

"Hystériquement drôle, un des meilleurs films de l'année".

(CBS TM LOS ANGELES)





## La fête et les enfants

### La Géode au cœur du ciel

Dans la boule de la Géode, la foule des enfants et des parents flotte dans l'espace indéfini de l'apesanteur en trompe-l'œil de l'illusion.

« FEMMELETTE, c'est crié ! » La gourdine en bandoulière, il a boucoulé son copain et l'attire près de la cage d'escalier, question de se donner quelques émotions supplémentaires. Les autres ont ramené leur capote et, dans l'escalator, les commentaires fusent : « Les astronautes qui mangent et la crevette qui monte dans l'air, c'était canon. » Et voilà le hall de la Géode plus bruyant qu'un poulailler de dessin animé. On s'agite, on caquette, on court s'échapper des affiches sur la NASA, tandis que des dames aux cheveux blancs attendent leur guide. La vendeuse, une jeune Marie Nova derrière un comptoir de gadgets, rit de bon cœur, explique sans s'ennuyer le fonctionnement de la carte du ciel et confie : « Pendant la semaine, on ne voit que des vieux et des mômes. »

Conseil aux agoraphobes : venir le dimanche soir à partir de 18 heures. Car, avec neuf cent mille entrées en 1986, cette étrange sphère d'acier enveloppée de miroirs est devenue le Mont-Saint-Michel futuriste des petits et des grands. Les groupes réservent jusqu'à huit semaines à l'avance pour pénétrer dans cette boule de 38 mètres de haut posée comme un gros diamant sur le plan d'eau de la Cité des sciences et de l'industrie. A l'intérieur, une salle de trois cent soixante-dix places dont l'écran hémisphérique — le plus grand du monde — s'étend sur 1 000 mètres carrés. C'est simple : quand les retardataires arrivent, on a l'impression qu'ils nagent dans le ciel. Leurs silhouettes flottent sur l'écran

avant de se laisser engloutir par les sièges bleu marine.

Ici, tout a été conçu pour le voyage imaginaire du spectateur : la salle et l'écran inclinés à 30 degrés par rapport à l'horizon, le son, d'une puissance de 1 200 watts, qui jaillit de l'ensemble de l'hémisphère, enfin la cascade d'effets spéciaux au laser et aux projecteurs à miroirs.

Depuis mai 1985, date de l'ouverture de la Géode, on diffuse quatre films en alternance : *l'Eau et les hommes*, *Chronos*, *Genèse* et *En direct de l'espace*. La monotonie de la programmation est liée au coût des films, dont le système, Omnimax, exige une architecture et une technique de projection particulières. Seules une vingtaine de salles au monde utilisent ce procédé. Les films sont chers (18 millions de francs pour *l'Eau et les hommes*) et circulent peu. Mais, apparemment, le public ne se lasse pas. Si les séances mensuelles ont plus que doublé (275 actuellement contre 127 au début), la salle se remplit à 80 % en période normale et à 100 % pendant les fêtes. Au mois d'août, on a atteint une pointe de cent un mille spectateurs.

Seul le système de prévention informatisée mis en place depuis quatre mois a permis d'alléger les files d'attente. Car, contrairement aux Américains, qui maîtrisent le procédé Omnimax depuis 1978, les Français ne vont pas voir un film mais un lieu. Les sociétés paient 37 000 francs pour louer l'espace (une heure de projection et deux heures de cocktail-causette dans le hall). Les adultes, comme les enfants, ne savent pas toujours ce qu'ils vont voir. « *Planétarium ou musée*, ils hésitent », explique le caissier. Pourtant, une fois calés dans son fauteuil inclinable, on

oublie bien vite les visites éducatives au Palais de la découverte.

Jusqu'au 7 janvier, la Géode diffuse *Dream is Alive*, tourné par les astronautes au cours du vol de la navette spatiale. Et dans la salle c'est le délire. On applaudit quand la navette décolle et crache des rubans de coton jaune qui vous donnent envie de tousser, on serre les poings quand l'orbiteur, une sorte de gros dauphin métallique, n'arrive pas à récupérer le satellite ; enfin l'opération réussit et les visages se défilent, régénérés par une symphonie de supermarché aux accents universitaires. L'illusion d'optique est telle que chaque spectateur se prend pour un passager de l'espace. Les enfants imitent l'astronaute qui dort, apesanteur oblige, les bras en l'air. Ou bien ils plongent le main dans le sac de bonbons quand le sol tourne.

Lorsque l'engin volant est prêt de s'écraser contre un filat au sol, c'est la mort aux trousses vue d'en haut. Les plus sensibles plongent le tête dans les mains, les autres ont peur mais ouvrent les yeux pour mieux voir. Et le reste n'est que récit : quand, vu du ciel, les continents défilent, on se croit devant la mappemonde du grand frère. Les instituteurs montrent du doigt les planètes, les élèves se calment. Le film ne dure qu'une heure. « *Domage qu'on n'ait pas vu Challenger s'écraser*. »

LAURENCE BENABU.

La Géode, Cité des sciences et de l'industrie, 26, avenue Corentin-Cariot, métro Porte-de-la-Ville, Paris 19°. Renseignements : 40-05-06-07. Séances du mardi au jeudi de 10 heures à 18 heures, de mercredi au dimanche de 10 heures à 21 heures. Exceptionnellement les mercredi 24 et 31 décembre, dernière séance à 18 heures. Entrée : 40 F.

Les journées sont longues quand il n'y a pas d'école. On n'est pas familiarisé encore avec les nouveaux jouets, on ne sait pas quoi en faire. Une fois qu'on a revu ET et Bambi, vu Basil et Astérix, une fois qu'on a regardé à la loupe la Guerre des étoiles en cassette, après trois chutes sur les patins à roulettes de l'année, alors, on met ses vieilles chaussures, et on traîne les parents, quelqu'un de la famille, là où il y a quelque chose à voir, à quoi on ne pense pas pendant l'année. Le Jardin d'acclimatation, par exemple, le Musée des jouets anciens, la Géode...

### Deux mille hivers



L'espèce humaine : faite pour le mammoth.

Au Jardin d'acclimatation, on peut vivre comme Astérix, et, à partir de 1987, on pourra vivre comme au temps de la guerre du feu en compagnie de mammoths plus vrais que nature.

C'EST, le 31 décembre que prend fin, au Musée en herbe du Jardin d'acclimatation, la merveilleuse exposition « Un village gaulois au temps d'Astérix », qui avait vu le jour, il y a un peu plus de deux ans, le 25 octobre 1984.

Mais le classique et austère mot « exposition » sied-il à cette fête des sens et de l'esprit qui, créée pour les

enfants, ne pouvait que combler aussi les adultes, en révolutionnant la pratique des musées ?

Deux années durant, mais surtout du printemps à l'automne, des enfants passionnés, ébahis, ont fait à nouveau revivre la vie d'un village de la Gaule au premier siècle avant Jésus-Christ, grâce aux découvertes les plus récentes, les plus sûres, des archéologues, et avec l'aide d'artistes vrais d'aujourd'hui.

Ces enfants ont fait cuire eux-mêmes la soupe des Gaulois, après avoir cueilli dans le potager les choux et autres légumes qui existaient alors, et les familles d'élèves chichis. Ils ont, en, dans le four gaulois, fait cuire aussi le pain, fait avec le blé que cultivaient les Gaulois, dont les archéologues avaient retrouvé, dans des tombes, les graines qu'ils ont pu faire pousser.

Aventure plus excitante encore, parce que plus magique, ces jeunes

enfants ont eux-mêmes réalisé la ténacité des tisserands de laine et de lin, en essayant, comme les Gaulois, en faisant bouillir telles fleurs, tels coquillages, qui donnent de magnifiques bleus, verts, rouges, bruns. Et ils ont manipulé les métiers à tisser.

Des menuisiers, des forgerons ont aidé les enfants à forger le minéral de fer, à découper les troncs de noisetier ou de pin, et à réaliser les fûts des voitures gauloises, à forger les outils. Les ustensiles de la Gaule, au premier siècle avant Jésus-Christ, étaient déjà les nôtres. Il y avait par exemple une louche-fouchoin.

Dans les maisons du village, exactement reconstruites, quelques un peu plus petites qu'en vérité, les visiteurs ont vu, essayé, le mobilier d'alors, et ont vu les animaux (coqs, chèvres, moutons et sangliers) et les amphores venues du Sud (les Gaulois exportaient de la charcuterie, imprégnée du vin qui coulait très cher).

A l'entrée du village — un rempart gaulois reconstruit tel quel, avec des pierres qui venaient d'être extraites de la cour du Louvre, grâce aux fouilles — les enfants pouvaient prendre des feuilles illustrées, avec des coquilles, des quinquilles, des jolis, cela suivant les tranches d'âge, et ces images, très bien faites, les « branchaient » sur les faits et gestes des Gaulois. Et, à la sortie, ils pouvaient acquiescer un livre, magnifiquement illustré, qui réunit toutes les informations sur la Gaule — l'antiquité du genre.

Le Musée en herbe, créé en 1975, et animé depuis par trois jeunes femmes, Sylvie Monod, Claire Legrand, et Anne Hardy, a réuni dans une vingtaine d'expositions, toutes aussi belles et attrayantes. La prochaine, qui ouvrira le 15 janvier 1987, fera connaître aux enfants la vie des géants et de leurs ancêtres, les mastodontes et les mammoths.

Depuis le mois de mars 1986, une antenne du Musée en herbe est ouverte à Montmartre, à la Halle Saint-Pierre, 1, rue Rossetti. C'est un espace intérieur, moins étendu que celui du Jardin d'acclimatation, mais qui accueille, de la part des trois artistes, la même intelligente attention, la même imagination de ce qui peut réveiller l'esprit et le corps des enfants.

SÉCHÉ COURNOT.

## Les treize desserts et le fil de fer

Deux voyages pour temps de Noël. Au Musée des arts africains et océaniques, en compagnie des enfants du Ghana, du Congo et de leurs jouets.

Au Musée des arts et traditions populaires, au pays des « Crèches et traditions de Noël ».

A la galerie des jouets du Musée des arts décoratifs, il y a aussi des nou-nous, hochets, poupées, animaux de l'arche de Noël qui sommeillent sagement derrière leur vitrine, bien à l'abri. Au Musée des arts africains et océaniques, le succès en revanche est garanti. Ce sont de vrais crocodiles, de vraies salamandres qui sommeillent, d'un œil, du fond de leur aquarium tropical — un des plus beaux d'Europe, — tandis que, deux étages plus haut, les bambins ont tout loisir de mettre à l'épreuve la résistance des jouets fabriqués par les enfants du Ghana et du Congo, maîtres incontestés de l'art pauvre.

Un bout de fil de fer, une boîte de conserve, une infinie patience des trésors d'ingéniosité, et le tour est joué : les camions vrombissent, les rutilantes automobiles s'élancent, les avions décollent. Bricolés de bric et de broc, coulés dans des moules, ces merveilleuses machines de Jules Verne.

Grands dans les rues d'Accra ou de Brazzaville, les enfants africains s'inventent désormais des histoires à leur mesure. La brousse est loin. Et les voici conducteurs de bus ou de poids lourds, chauffeurs de taxi, mécanos ou pères de famille véhiculant fièrement leur progéniture.

A cinq ans, une boîte de sardines, quatre roues découpées dans un vieux bout de sandale, font l'affaire. A douze ans, on s'organise au sein de « garages » où les rôles sont répartis en fonction des capacités de chacun : trésorier, mécanicien chef, ou champion de la récupération, car les boîtes de conserve sont rares — le lait Nestlé vient en tête, — très prisées, y compris par les adultes qui les utilisent à des fins multiples. A seize ans, la fabrication des jouets est parfois devenue un vrai métier, un commerce. Ce qui n'empêche pas l'adolescent africain de jouer, et, dans la rue, on se presse pour assister à des rallyes ou parades mouvementées. Au sortir de l'épreuve, l'heureux possesseur du véhicule le moins abîmé est le gagnant. Plus souvent que la 2 CV, la Mercedes sert de modèle. Au musée, des photographies, deux audiovisuels projetés dans des boîtes où l'on peut se vautre tout à loisir complètent ce voyage au pays où les enfants sont les artisans de leurs propres rêves.

Père Noël contre saint Nicolas

Agapes, opulence occidentale : l'atmosphère est tout autre au Musée des arts et traditions populaires, situé, c'est un atout majeur, à deux pas du Jardin d'acclimatation.

Glissez d'abord les oreilles dans les écouteurs qui diffusent à l'entrée de l'exposition des chants de Noël traditionnels, puis vous n'aurez que l'embarras du choix, devant santons et crèches, pour raconter de belles histoires. Et en passer, si besoin est, quelques-

unes sous silence, ainsi celle du Père Fouettard, invention, nous dit-on, des pédagogues du dix-huitième siècle.

Surprenante, elle l'est souvent, cette exposition, tant les traditions régionales de Noël, leurs origines sont oubliées. Elle s'ouvre sur la plus ancienne représentation de la Nativité connue en France : un sarcophage de marbre blanc de la fin du quatrième siècle, en provenance du musée paléochrétien d'Arles. Une modeste vitrine — quelques cierges, quelques épis de blé — nous rappelle ce que la fête chrétienne emprunte à la tradition païenne, et combien cette « nuit des merveilles » coïncide avec une saison, où dans la nuit, le froid, les agriculteurs se devaient de se réunir pour espérer la renaissance de la végétation.

On y apprend également que jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, à Paris, les enfants recevaient leurs cadeaux le premier jour de l'an, et que le père Noël, somme toute, est une invention récente : il fut notamment longtemps concurrencé par saint Nicolas, ou par cette belle figure énigmatique du Christkindel alsacien, représenté sous les traits d'une jeune fille vêtue de blanc, couronnée de branches de sapin et de bougies allumées.

C'est en Alsace encore que l'arbre de Noël — avant de devenir ce paquet cadeau surchargé de nos jours — fut longtemps décoré de simples pommes rouges, allusion directe à l'arbre de la faute, au péché originel. Et les six cents rêves pour gâteaux des rois (du bébé roi de la fin du dix-neuvième siècle à l'imagerie profane contemporaine) racontent à leur façon comment, de fête religieuse,

Noël est devenu peu à peu cette grande fête familiale et parfois profane que croyants et non-croyants célèbrent de nos jours.

La vérité des marionnettes

Le clou de l'exposition, ce sont bien sûr les crèches napolitaines (voir le Monde du 20 décembre), mais aussi provençales et franc-comtoises, deux régions où c'est le village tout entier qui se presse autour de l'Enfant Jésus. Les crèches, parfois, s'animent, et à Marseille, depuis trois ans, au Théâtre de la Crèche, une Biennale de la Pastorale réunit une bonne dizaine de troupes qui n'ont pas oublié la tradition. En Franche-Comté, la marionnette, comme souvent, est là pour dire les vérités que d'ordinaire l'on tait soigneusement : aux côtés du curé, paroissiens et personnalités locales, le vigneron Barbizier n'a pas sa langue dans sa poche et prend prétexte de la fête de Noël pour pourfendre les travers de chacun.

Les petits orphelins qui se pressent autour des religieuses (un tableau du début du siècle emprunté au musée de l'Assistance publique) ; ces autres enfants débaltant, sous l'œil attendri de leurs parents, leurs cadeaux, cette table provençale des treize desserts : à travers Noël et son imagerie, une société tout entière rêve son bonheur familial.

ODILE QUIROT.

\* Beau comme un canon. Musée des arts africains et océaniques. Jusqu'au 5 janvier.

\* Crèches et traditions de Noël. Musée national des arts et traditions populaires. Jusqu'au 16 février.

GAUMONT AMBASSADE - GEORGE V - FORUM LES HALLES  
SAINT-GERMAIN-VILLAGE - IMPÉRIAL PATHE - PARNASSIENS  
GAUMONT PARNASSE - GAUMONT RICHELIEU  
GAUMONT ALÉA - GAUMONT CONVENTION - CYRANO VERSAILLES

FRANÇOIS HUSTER  
NANTY DALLE

ON A VOLÉ CHARLIE SPENCER !

SPENCER FRANÇOIS HUSTER ANTOINETTE

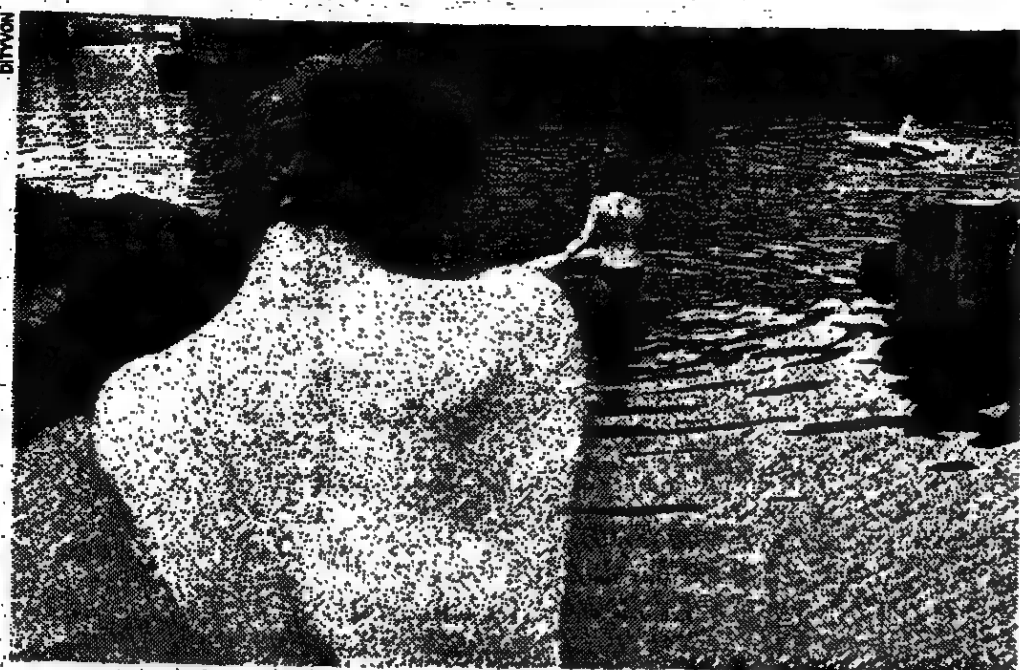
Opinion



سكنا من الامل

PHOTO

# Douchy n'est pas Venise



Douchy-le-François (juillet 1986).

TOUT comme il l'avait demandé à Mary Ann Parkinson et Thierry Girard, le Centre régional de la photographie, basé à Douchy-le-François, a proposé à Claude Raymond Dityvon, co-fondateur en 1972 de l'agence Viva, auteur de portraits de dessinateurs de B.D. et d'un excellent album de photos de tournage (1), ainsi que d'un reportage sur le dernier Festival de Cannes publié dans le Monde, d'accomplir durant six mois un travail sur l'identité de la région du Nord-Pas-de-Calais.

Océanité entre la bourgeoisie et le commandement, posent la question de savoir comment un espace à première vue peu attrayant se traduit en cinématographique. Dityvon expose, un cinématographe à la vérité du document et l'imagination de la photographie. Comment éviter les habituels clichés sociologiques, donner un relief perceptible et sensible d'une ville et reporter la vie en parcourant le coin quotidien de la banalité ? Se situer différemment impose donc une remise en question de soi. Pour surprendre les commanditaires, et traduire une réflexion sensible sur l'état du paysage urbain, sans en faire un compte rendu sec, Dityvon a fait

confiance d'abord à un sujet-vie. C'est de ce parti pris qu'est née la conception du travail, menée en dix étapes, et en vingt-cinq jours, de mars à octobre 1986. Captant à coups de petits plans, d'est-ce qu'il se situe physiquement par rapport à elle, sans crainte d'établir une relation purement visuelle, que Dityvon met en scène la réalité. Ce qu'il montre, d'est la localisation des corps dans l'espace, la mouvance de la vie sociale au cœur d'une situation, d'un dialogue ou d'une promenade. Comment et d'où, surgit l'imprévu ? Aux aguets, en état de surprise permanente, le reporter opère sans immersion, dans un retrait discret. Avec humour, porté par un silence intérieur, il cadre en toute simplicité le sursis du présent. La héros ici, c'est l'instant. Pas le genre.

Le secret de Dityvon tient en fait en un mot : ouvrir les horizons. Mais aussi parler sur l'émotion et, en réalisant le pouvoir descriptif de l'image, danser le réel. Alors, comme l'observe Henri Roche, « la silence prend la pose » (2). Car c'est lui d'abord qu'interroge cet observateur muet et invisible qui

détaille à distance, sans jamais imposer sa présence, en regardant presque tout le temps de dos. Déjouant les apparences, l'œil amusé, primordialement hyéenne, lui sourit ; Douchy-le-François, au nom moins parlant que Venise, devient joyeux et porteur d'espoir à l'image de cette femme, en appui contre un mur, qui attend un enfant.

Plein d'élan, dans ce voyage éclair dans le temps et dans la vie des autres, l'œil de Dityvon agit par touches poétiques et, comme dans une bulle transparente, par sa façon d'explorer l'environnement conduit le spectateur à se reconnaître en ce qu'il voit. Mieux sans a priori par un fou de cinéma passionné par les sujets sociaux, cette lecture typiquement photographique, non exempte d'interrogations, coupe une expérience de création totalement réussie.

PATRICK ROEGERS.

- (1) Dityvon, Album de tournage, présenté par Alain Philp, 96 p., 80 photos, coll. Hors-série des Éditions du Centre de la Photographie, 90 F.
- (2) Dityvon, Humeurs de la ville, présenté par le Centre régional de la photographie Nord-Pas-de-Calais, 112 p., 112 photos, coll. Hors-série des Éditions du Centre de la Photographie, 90 F.

# L'air du temps

Après les disques classiques (Le Monde du 21-22 décembre) les disques de jazz (Le Monde du 23) puis le rock (Le Monde du 24). A présent, l'air du temps, la chanson.

COORDONNÉE à la vie au jour le jour, la chanson classique, s'étonne, s'émouvra, embrasse les apparences et les révoltes, gesticule et les visions, multiplie les itinéraires, joue sur la franchise et la sincérité, le non-sens et la dérision. Avec Gainsbourg (Charlotte for ever), Renaud (Mistral gagnant), Alain Barrière (Hélas pour nous) et Basile (Passe le Rio-Grande) le langage devient le lieu d'une aventure. D'autres auteurs-compositeurs attrapent l'air du temps avec des mots qui, assemblés, fuient la standardisation : Sochosa avec Belle-Île-en-Mer imaginé pour Laurent Voulzy, Sapho (Passions, passions), qui a fait sa rentrée en mariant les saxophones et les guitares de l'orchestre avec

l'oud et le santur de l'Orient, et Alain Chamfort, dont le très bel album (Tendres sœurs) paru chez CBS contient des ballades cœur à cœur, sophistiquées et fragiles (Revenir avec nous, Traces de toi), qui offrent à l'interprète l'occasion d'affirmer un rôle de crooner moderne.

La chanson part à la recherche de nouveaux espaces. Elle jette aussi parfois un regard sur le passé : ainsi l'étonnante version de Douce France interprétée par Carto de séjour. L'album du groupe est d'ailleurs remarquable par sa richesse musicale, l'énergie des musiciens et la force harmonique des voix. Carto de séjour est sous contrat avec la firme Barclay, reprise en main par Philippe Constantin depuis à peine plus d'un an et qui se distingue déjà par le dynamisme, la modernité de son catalogue (de Stéphane Eliecher aux Communes et à Baschung), par la recherche musicale constante dans la diversité des influences, mais le même des étiquettes qui créent les ghettos.

Charlie Watts, le batteur des Rolling Stones, vient de former un groupe pour jouer en concert à Londres les standards

littéraires de l'époque du swing : de Stomping at the Savoy à Flyin' Home, des titres de Benny Goodman à ceux de Lester Young, Charlie Parker et Lionel Hampton.

Barclay, de la même manière, a abrégé par la Polygram, qui, sous le label Philips, publie le dernier album de Johnny Hallyday conçu par Jean-Jacques Goldman et destiné à préparer la rentrée du chanteur, à Bercy en septembre prochain. En une semaine, 200 000 mille exemplaires de l'épopée hallydyenne aux couleurs de 1986 se sont vendus.

Alpha Blondy, lui, a remporté un triomphe récemment à Zénith. Il fait paraître chez Pathé-Marconi un remarquable 33 (Jérusalem) enregistré à Kingston avec The Wailers. Le chanteur haïtien chante, comme toujours, en dioula, en français et en anglais, avec pour lui-même, le rythme, avec des arrangements plus riches qu'auparavant et des musiciens hors pair. Notons, à l'instar d'une chanson sur le kalachnikov, le traditionnel Travailer, c'est trop dur, adapté par le cajan Zachary Richard.

CLAUDE FLÉOUTER.

# La petite entreprise des Rita Mitsouko



Les Rita Mitsouko constituent aujourd'hui un des joyaux de la chanson française. Ils se sont fait connaître il y a un an et demi avec Marcie Balla. The No Comprendo prouve que leur aventure n'est pas liée à un titre du Top 50.

Le deuxième album (The No Comprendo) des Rita Mitsouko est un événement : la chanteuse, Catherine Ringer, est exceptionnelle, avec une tessiture remarquablement large, dans les chansons excentriques comme dans l'émotion. Le compositeur et musicien Fred Chichin, en parfait complément (ils sont à eux deux les Rita Mitsouko), s'est échappé des sons stéréotypés fabriqués en série dans les studios. Avec une invention constante, il a imaginé des mélanges bizarres et séduisants, des sonorités originales. Tony Visconti, le producteur de David Bowie, s'est harmonieusement intégré aux Rita Mitsouko et a apporté une jolie maîtrise technique.

Catherine Ringer et Fred Chichin se sont rencontrés il y a quelques années en jouant en barbeaux dans une comédie musicale rock de Marc O'. Auparavant, Catherine Ringer avait travaillé avec Tannis Xenakis, puis une compagnie de ballets africains, enfin au Centre dramatique du Languedoc-Roussillon. Chichin avait étudié le son dans les studios d'enregistrement, puis il a travaillé et accompagné à la guitare et à la flûte des spectacles de marionnettes qui tournaient dans les écoles de la région parisienne.

Ensemble, les Rita Mitsouko se sont offerts un studio où pendant des mois ils se sont enfermés. Ils ont travaillé les synthétiseurs, recherché des sons, écrit à l'aide



de bandes magnétiques. Mais les choses ont pris forme, juste avant l'enregistrement, un troisième musicien a travaillé avec un temps. A la fin de Marcie Balla, les Rita Mitsouko ont donné une série de concerts à travers la France. A présent, Ringer et Chichin souhaitent réaliser un troisième album avant de monter un autre spectacle. Les dernières Rita Mitsouko, le premier grand succès d'un clip - celui pour nous - de Marcie Balla - a été diffusé régulièrement, en langue française, à la télévision britannique.

C. F.

\* Dist. Virgin.

# EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Hors-série le dimanche (42-77-3233).

HANS ROELZ (1889-1966). CCI (Centre d'Information). Jusqu'au 5 janvier 1987.

ALBERTO GIACOMETTI, retour à la sculpture. 1935-47. Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.

AKRON. Galerie de la RFI. Jusqu'au 19 janvier.

JAPON DES AVANT-GARDES 1970-1978. Architecture, design, arts appliqués, arts du graphisme et de l'écriture. Grand galerie, 9-6 étage. Jusqu'au 19 janvier.

LES ARTS DE LA TABLE. CCI. Exposition des Bâtons. Jusqu'au 19 janvier.

LES MACHINES SENTIMENTALES. Sculptures animées. Galerie d'animation de l'André des enfants. Rod-d'chaussée. Entrée rue Beaubeurg. Jusqu'au 15 janvier.

## Musées

BOUCHER. Grand Palais (cours avenue du Général-Eisenhower) (42-60-101). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

ESTIVÉ. Palais. (Voir ci-dessus) Jusqu'au 5 janvier.

LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SIÈCLE DES LUMIÈRES. Grand Palais (Entrée : avenue Winston Churchill) (42-61-04-10). Jusqu'au 9 février.

HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. 10 h à 19 h. Jusqu'au 27 jan.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grande Atrium républicain à Paris. Palais. Avenue Winston Churchill. Sauf mardi et mercredi. 10 h à 19 h. 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY. La Vie de Bohème : l'ouverture de l'Opéra ; La Carrière de l'architecte au XIX<sup>e</sup> siècle ; l'histoire de l'Opéra ; Les journaux au XIX<sup>e</sup> siècle ; Sans et

Mémoires de... Autour d'une sculpture de Maillol, 1885-1911. Sauf mardi, de 10 h à 19 h ; jeudi, samedi jusqu'à 21 h 45 ; le dimanche de 9 h à 18 h. Entrée : 20 F. A partir du 8 décembre.

ROMANCA A MURRA DEL SARTO. Musée du Louvre. Salle des pavillons de l'Est (salle de la Chapelle) (42-60-32-14). Sauf mardi et mercredi, de 10 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

MANUEL CAOVAS. Créateur de l'art moderne. Musée des Arts de la Ville de Paris (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES OES HELLENISTIQUES DE TARENT. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-60-04-91). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. Musée de l'art au Royaume de Sardaigne. Musée du Louvre, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf mardi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 13 F. Jusqu'au 25 janvier.

SEUSSEDO. BEAUTÉ ET PUBLI-CITÉS 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 11 janvier.

PARIS-TOKYO-REGRAND. Hommage à Joseph Hachida (1896-1948). Musée Grévin, 6, place d'Orléans (47-33-61-63). Sauf le mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 2 mars.

II. HITTOFF, architecte. Jusqu'au 4 janvier. PARIS DES ANNÉES FOLLES. Jusqu'au 4 janvier. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40.

LA COLLECTION SENTENCE-THYSSSEN. De Breughel à Géricault. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-34-07-02). Jusqu'au 28 décembre. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30.

DESSINS DE RODIN. A l'occasion de la présentation du troisième volume de l'Inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. PRINCE (1861-1946). Musée Rodin, 16, rue Antoine-Sperdelle (45-48-67-27).

FRANÇOIS DESPATIN et CHRISTIAN COBELL. Bibliothèque nationale, Galerie Colbert 2, rue Vivienne. Jusqu'au 24 janvier.

LES ANNÉES PLASTIQUES. Jusqu'au 4 janvier 1987. LA TELLÉ à CUN-QUANTIE ANS. Jusqu'au 15 mars. Cité

1<sup>er</sup> février. L'ARCHE DE NOË. Jusqu'au 8 février. DALE CHIRLEY. Objets de verre. Jusqu'au 18 janvier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi et mercredi, de 10 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

MANUEL CAOVAS. Créateur de l'art moderne. Musée des Arts de la Ville de Paris (42-60-32-14). Sauf mardi, de 10 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h.

LES OES HELLENISTIQUES DE TARENT. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-60-04-91). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 février.

LA VOIE ROYALE. Musée de l'art au Royaume de Sardaigne. Musée du Louvre, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf mardi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Le samedi 13 F. Jusqu'au 25 janvier.

SEUSSEDO. BEAUTÉ ET PUBLI-CITÉS 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 11 janvier.

PARIS-TOKYO-REGRAND. Hommage à Joseph Hachida (1896-1948). Musée Grévin, 6, place d'Orléans (47-33-61-63). Sauf le mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 2 mars.

II. HITTOFF, architecte. Jusqu'au 4 janvier. PARIS DES ANNÉES FOLLES. Jusqu'au 4 janvier. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40.

LA COLLECTION SENTENCE-THYSSSEN. De Breughel à Géricault. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-34-07-02). Jusqu'au 28 décembre. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30.

DESSINS DE RODIN. A l'occasion de la présentation du troisième volume de l'Inventaire. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. PRINCE (1861-1946). Musée Rodin, 16, rue Antoine-Sperdelle (45-48-67-27).

FRANÇOIS DESPATIN et CHRISTIAN COBELL. Bibliothèque nationale, Galerie Colbert 2, rue Vivienne. Jusqu'au 24 janvier.

LES ANNÉES PLASTIQUES. Jusqu'au 4 janvier 1987. LA TELLÉ à CUN-QUANTIE ANS. Jusqu'au 15 mars. Cité

sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Leprieux (42-78-70-00).

LA LEON DE CHARCOT - VOYAGE DANS UNE TOILE. Hôtel de Miranion, 47, quai de la Tournelle (42-77-11-22). Sauf mardi, mercredi et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

SUR L'EAU... SOUS L'EAU... Imagination et techniques dans la Marine 1680-1730. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 4 janvier.

CRÈCHES ET TRADITIONS DE NOËL. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Maréchal-Gandhi (47-47-69-60). Sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 11 F (9 F le dimanche, l'exposition seulement). Jusqu'au 16 février.

GEN PAUL. Rétrospective (1895-1975). Musée de Moulins, 12, rue Corot (46-06-61-11). Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 janvier.

BEAU COMME UN CAMION... JOUETS DES ENFANTS DU GHANA ET DU CONGO. Musée national des arts africains et océaniques, 2, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Jusqu'au 5 janvier.

AUGUST SANDER. Autoportrait de l'Autographe. 42-33-82-50). Jusqu'au 25 janvier.

ALPHABETS. Musée de la SIFA, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf le dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

30<sup>e</sup> SALON DE LA MARINE. HOMMAGE À LEON HAPFNER. Musée de la Marine, Palais de Chaillot (42-31-70). Jusqu'au 17 février.

AUTOMATES À MUSIQUE DU 19<sup>e</sup> siècle (1840 à 1880). Musée de la Musique Mécanique, Monsieur TRIQUET, Impasse Berthelet (42-71-99-54). Jusqu'au 16 janvier.

VILLAGES ET VILLAGEOIS EN ASIE AU DÉBUT DU SIÈCLE (1912-1926). Musée Kwok On, 41, rue France-Bourgeois (42-72-99-42). Jusqu'au 18 janvier.

Palais de la Bastille 43 57 42 14  
**la mouette** du 2 au 31 décembre 86  
par le CHAPEAU ROUGE

FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS  
**THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD**  
"LE RÉCIT DE LA SERVANTE ZERLINE"  
DE HERMANN BROCH  
MISE EN SCÈNE KLAUS-MICHAEL GRÖBER  
DÉCOR ET COSTUMES FRANCIS BIRAS  
AVEC JEANNE MOREAU ET HANNS ZISCHLER  
ATTENTION : LES PORTES SONT FERMÉES AU DÉBUT DU SPECTACLE  
SOIRÉES 20H30. MATINÉES DIMANCHES 15H  
RELACHE LES LUNDIS ET JEUDI 1<sup>er</sup> JANVIER  
LOCATION : THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD 42 39 34 50  
FESTIVAL D'AUTOMNE 42 96 12 27 - 47 03 37 91  
**PROLONGATION JUSQU'AU 18 JANVIER**

**Le Monde**  
PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4335

hivers  
ON A VOILÉ CHARLIE SPENCER



## THEATRE

## Les salles subventionnées

Les jours de répétition

**OPÉRA (47-57-50)**, mer. à 20 h; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30 et 20 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 19 h 30; Ballets d'Opéra.

**SALLE FAVART (42-96-06-11)**, ven. à 19 h 30; Concert Robinson Crusso.

**COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15)**, mer. à 14 h 30; ven. à 20 h 30; dim. à 14 h 30; jeu. à 20 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30; Ballets d'Opéra.

**CHAILLOT (47-27-31-15)**, Grand Théâtre; mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**PETIT ODÉON (43-25-70-32)**, mer. à 18 h 30; jeu. à 18 h 30; ven. à 18 h 30; sam. à 18 h 30; dim. à 18 h 30.

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (61-19-83)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CARRÉ SILVIA-MONFORT (43-31-28-34)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**Les autres salles**

**ANTOINE (43-08-77-71)**, 20 h 30, dim. à 14 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ARTS-HERBERTOT (43-47-23-23)**, jeu. à 20 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ASTELLE-THÉÂTRE (42-38-35-33)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ATELIER (46-06-49-24)**, 21 h, mer. à 14 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**BATACLAN (47-00-30-12)**, 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**BOUFFES DU NORD (42-38-35-33)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**BOUFFES PARISIENS (43-47-23-23)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**DAUNOU (42-61-68-14)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**DÉCHARGEURS (42-36-00-02)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**DEK HEURES (42-64-35-90)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**EDEN-THÉÂTRE (43-56-64-37)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**EDOUARD VII (47-42-57-49)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ESPACE GAITÉ (43-27-95-94)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ESPACE KIRON (43-75-50-25)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ESPACE MARAIS (42-71-10-19)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ESSAON (42-78-46-42)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**FONTAINE (48-74-34-40)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**GAITÉ MONTFARNASSE (43-26-14-39)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**GUICHET MONTFARNASSE (43-27-14-39)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**GRAND ÉDGAR (43-20-30-09)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**HUCHETTE (43-26-38-99)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ILE SAINT-LOUIS (46-33-48-65)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**JARDIN DES TUILERIES (43-26-38-99)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**LA BRUYÈRE (48-74-75-99)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**LUCIENNAIRE (43-44-57-34)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MADEIRA (42-67-07-09)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MARIS (42-78-46-42)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MARIGNY (42-64-35-90)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MARIE-STUART (43-08-17-80)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MATHURIN (42-65-00-09)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MICHEL (42-65-35-02)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MICHIOMÈRE (42-65-35-02)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MOGADOR (42-65-28-80)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MODERNE (48-74-34-40)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**MONTFARNASSE (43-26-14-39)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-19-99)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**NOUVEAUTES (47-50-52-76)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**OLIVIER (48-74-34-40)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**PALAIS DES GLACES (42-71-10-19)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**PLAIN (42-30-15-45)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**POCHE (43-48-92-97)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**POUR DE GENTILLY (43-27-14-39)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**POTINIERE (43-61-44-16)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**RENAISSANCE (42-08-18-50)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**ROSEAU-THÉÂTRE (42-72-32-41)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**SAINT-GEORGES (48-74-34-40)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**SAINT-MARTIN (42-08-21-93)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**TAT THÉÂTRE (42-78-46-42)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**TH. 13 (45-88-16-30)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**THÉÂTRE DU TEMPLE (43-55-10-88)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**TH. DU ROND-POINT (42-56-40-70)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**TINTAMARRE (48-87-33-82)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**TOURTOUR (48-87-33-82)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**TRISTAN-BERNARD (45-23-08-40)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**VALÉRIE (42-33-09-92)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**Les cafés-théâtres**

**AU REC FIN (42-96-29-35)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**BOULEVARD (42-30-15-45)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CARÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ D'ÉPIQUE (42-30-15-45)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14 h 30; sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30.

**CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51)**, mer. à 20 h 30; jeu. à 19 h 30; ven. à 14



## ARTS ET SPECTACLES

**BRAZIL** (Brit. v.o.) : Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68), mer., sam., lun. 21 h.  
**BLADE RUNNER** (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85), mer. 22 h 30, lun., sam. 20 h 15 ; Studio Galande, (43-54-72-71), 14 h 10.  
**LES CHAROTS DE FEU** (Brit. v.o.) : Saint-Lambert, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68), dim., mar. 17 h.  
**CHOOSE ME** (A., v.o.) : (43-54-42-34), 12 h.

BLACK WINE (ESTL. v.o.) : Oxymphe-  
Luxembourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77), 12 h sans  
jodi.

LA FUREUR DE VIVRE (A. v.o.) :  
Espaco-Galté, 14<sup>e</sup> (43-27-95-94),  
21 h 30.

GENÈSES (Ind. v.o.) : Denfert, 14<sup>e</sup> (43-  
21-41-01), mer. 16 h.

L'IMPÉRATRICE ROUGE (A. v.o.) :  
Châtelet-Victoria, 1<sup>re</sup> (42-36-12-83),  
13 h 30.

LES JOURS ET LES NUITS DE  
CHINA BLUE ("" (A., v.o.) :  
Châtelet-Victoria, 1<sup>re</sup> (42-36-12-83),  
13 h 30.

19 h 45.  
**M LE MAUDIT (AIL. v.o.)** : République-  
 Cinéma, 11<sup>e</sup> (48-05-31-33), ven., hm.  
 22 h.  
**LA NUIT (It. v.o.)** : Saine-Lambert, 15<sup>e</sup>  
 (45-32-91-68), jeu. 21 h, sam. 17 h.  
**PARIS, TEXAS (A. v.o.)** : Cinéoches-  
 Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82), 21  
 h 50.  
**PERVOLA (Holl. v.o.)** : Cluny-Palace, 9<sup>e</sup>  
 (43-25-19-90), 12 h sauf sam., dim.  
**PINK FLOYD THE WALL (A. v.o.)** :  
 Boîte à Films, 17<sup>e</sup> (46-22-44-21), 11 h.

22 h 30 of mar.; jeu., dim., lun., mar.  
0 h 30 + sem. 2 h 15.

**QUEST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?**  
(A., v.a.) : Saint-Ambré, 11<sup>e</sup> (47-00-  
89-16), jeu. 21 h 45.

**ROCKY HORROR PICTURE SHOW (\*)**  
(A., v.a.) : Studio Galand, 5<sup>e</sup> (43-54-  
72-71), 22 h 25, ven., sam. 18 h 15.

**RUSTY JAMES (A., v.a.)** : Grand-Pavé, 19  
(45-43-44-85), mar., dim. 19 h 45,  
ven. 16 h 30, jeu. 16 h 45.

**THÉORÈME (It., v.a.)** : Demofr, 14<sup>e</sup> (43-  
21-41-01), sam. 18 h ; République-Cinéma,

**LA TRAVIATA** (R. V.G.) : Boîte à films,  
17\* (46-22-44-21), Jeu. 15 h 30.

**1** UN FILM  
DE

**JACQUES ROUFFIO**  
râce



**DIAMOND IS  
JACQUES  
KIRSNER**

\_\_\_\_\_

**PHILIPPE LEONARD**  
WITH FRANK CANTY

NEVSKI (Sov., v.a.) : 11-30) ; mer. : Je ne suis  
Jeu : l'Impossible Mr. Bel  
ne sort de course : sans - S



**PHILIPPE LÉOTARD**  
**PHILIPPE SANDS**

**AAA**

# CANCER!

\_\_\_\_\_



## Informations «services»

## MOTS CROISÉS

## MÉTÉOROLOGIE

## PROBLÈME N° 4384

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

**HORIZONTALMENT**

I. Cuir véritable. — II. Ou y perd le beaupour de langues. — III. Ne s'agit pas de toujours le même langage. Correspondant — IV. Principe de Jupiter. — V. Mettre en relation. Parler de la conversation. — VI. Principe de la grande conversation. — VII. Issue d'un collatéral. — VIII. Appareil pour l'enseignement de l'homme. Homme dépourvu de son brill. — IX. Main prohibitive. — X. Ne pas se laisser aller. — XI. Héros ou pascal. — XII. Appareil. Telle une machine inculte. — XIII. Cocos aux alpes. Dignité. — XIV. X. Mancis et fin une machine fin après une machine fin. — XV. Cuisante. — XVI. Lancée. — XVII. Ou trois sur la terre. — XVIII. Les interprétations de son qui est cinéma.

### VERTICALEMENT

1. Moyen peu de reprocher  
leur inexactitude. - 2. U  
intempestif qui fait  
bombe. Est monnaie  
les marchands de tapis. - 3. Foudre  
de guerre foudroyé par une boule  
Dédaigne les « sardines ». -  
4. Nage parfois dans le  
Vieux moulin à paroles. - 5. Celui  
qui la provoque risque d'attraper de  
bontons. Solitaire. - 6. Plus  
railler que radieux. - 7. Copula  
tive. Un clairvoyant qui devint as-  
gile. - 8. A le même résultat qu'une  
bonne application. Puissant herbi-  
- 9. Réduites par condensa-

\_\_\_\_\_

**Solution de problèmes n° 4383**

*Horizontalement*

1. Harengue. — II. Orang-outan.  
III. Sana. Co. — IV. Poire. Top.  
V. II. Escoté. — VI. Terminus.  
VII. Hom! Rat. — VIII. Enfo. St.  
— IX. Stras. — X. Tons. Uns.  
XI. Ess. Exode.

*Verticalement*

1. Hospitalité. — 2. Ardois. Ou.  
3. Rami. Rhéus. — 4. Egarment.  
— 5. Ne. Ecimer. — 6. Gué. RN.  
Eaux. — 7. Es. Tour. STO.  
8. Reconna. Ed (46). — 9. Esop.  
Tasse. — 10. Car. Riquity.

\_\_\_\_\_

## PARIS EN VISITES

**SABEDI 27 DECEMBRE**  
 a lina herre A. B. de B.

marbre », ■ beares, 11 beu

heures, 1 h ■ métro Abbesses  
(Ch. Marlot).

■ La Madeleine ■ Quartier ■  
15 heures, métro Madeleine, sortie Tour  
Quartier (Lusbois visite).

■ Iolène ■ Fréquences ■  
drale russe de Paris ». 15 heures, 12, rue  
Daru (Paris et son histoire).

■ L'étrange quartier Saint-Sulpice ■  
15 heures, sortie métro Saint-Sulpice  
(Résurrection du passé).

■ Le vieux Paris ■ Saint-Séverin ■  
L'Estimoteur ■ Paris ■  
heures, ■■■■ Mambert-Mutatis ■  
sortie Carreaux (G. Bortolan).

■ La Marquise ■ de Flém ■  
15 heures, ■■■■ place Puits-de-  
l'Ermite (M. Ch. Lammier).

■ Exposition Boucher ■, 11 ■ ■  
Grand ■■■■ (Approche  
Fart).

**« Ministère de la Marine », 15 heures**

2, rue Royale, carte d'identité exigée.

• Exposition de l'édoration des  
monnaies de l'étranger aux touristes apor-  
tées, 14 h 30, Louvre, (C.A. Mon-  
naies) (S. Turpin).

• Exposition Benozzi Thyssen :  
10 h 30, Grand Palais, (C.A. Mon-  
naies) et Exposition Bosch  
10 h 30, Grand Palais, (C.A. Mon-  
naies).

• Une nuit au Père-Lachaise :  
11 heures, 11 h 30, Fleurs et 15 h 30  
porte principale (V. Langlade).

• De la rue Vendôme au Palais  
Royal, un quartier en fête, 11 heures  
12, place Vendôme (M. Hager).

• Le feu du boulevard poème en  
quatre actes, 14 heures, 14 h 30  
théâtre : 42-82-08-88 (M. Hager).

• L'Institut au France, 11 heures  
23, quai Conti (A.I.T.C).

• L'Hôtel Moudong et ses boiseries  
du XVIII<sup>e</sup> siècle, 11 heures, 17, quai  
d'Anjou, 42-60-71-21 (A. Fer-  
rand).

• Les monuments royaux de Lou-  
vre, 14 h 30, 14 h 45, 15 h 15, 15 h 30, 16 h 15, 16 h 45, 17 h 15, 17 h 45, 18 h 15, 18 h 45, 19 h 15, 19 h 45, 20 h 15, 20 h 45, 21 h 15, 21 h 45, 22 h 15, 22 h 45, 23 h 15, 23 h 45, 24 h 15, 24 h 45, 25 h 15, 25 h 45, 26 h 15, 26 h 45, 27 h 15, 27 h 45, 28 h 15, 28 h 45, 29 h 15, 29 h 45, 30 h 15, 30 h 45, 31 h 15, 31 h 45, 32 h 15, 32 h 45, 33 h 15, 33 h 45, 34 h 15, 34 h 45, 35 h 15, 35 h 45, 36 h 15, 36 h 45, 37 h 15, 37 h 45, 38 h 15, 38 h 45, 39 h 15, 39 h 45, 40 h 15, 40 h 45, 41 h 15, 41 h 45, 42 h 15, 42 h 45, 43 h 15, 43 h 45, 44 h 15, 44 h 45, 45 h 15, 45 h 45, 46 h 15, 46 h 45, 47 h 15, 47 h 45, 48 h 15, 48 h 45, 49 h 15, 49 h 45, 50 h 15, 50 h 45, 51 h 15, 51 h 45, 52 h 15, 52 h 45, 53 h 15, 53 h 45, 54 h 15, 54 h 45, 55 h 15, 55 h 45, 56 h 15, 56 h 45, 57 h 15, 57 h 45, 58 h 15, 58 h 45, 59 h 15, 59 h 45, 60 h 15, 60 h 45, 61 h 15, 61 h 45, 62 h 15, 62 h 45, 63 h 15, 63 h 45, 64 h 15, 64 h 45, 65 h 15, 65 h 45, 66 h 15, 66 h 45, 67 h 15, 67 h 45, 68 h 15, 68 h 45, 69 h 15, 69 h 45, 70 h 15, 70 h 45, 71 h 15, 71 h 45, 72 h 15, 72 h 45, 73 h 15, 73 h 45, 74 h 15, 74 h 45, 75 h 15, 75 h 45, 76 h 15, 76 h 45, 77 h 15, 77 h 45, 78 h 15, 78 h 45, 79 h 15, 79 h 45, 80 h 15, 80 h 45, 81 h 15, 81 h 45, 82 h 15, 82 h 45, 83 h 15, 83 h 45, 84 h 15, 84 h 45, 85 h 15, 85 h 45, 86 h 15, 86 h 45, 87 h 15, 87 h 45, 88 h 15, 88 h 45, 89 h 15, 89 h 45, 90 h 15, 90 h 45, 91 h 15, 91 h 45, 92 h 15, 92 h 45, 93 h 15, 93 h 45, 94 h 15, 94 h 45, 95 h 15, 95 h 45, 96 h 15, 96 h 45, 97 h 15, 97 h 45, 98 h 15, 98 h 45, 99 h 15, 99 h 45, 100 h 15, 100 h 45, 101 h 15, 101 h 45, 102 h 15, 102 h 45, 103 h 15, 103 h 45, 104 h 15, 104 h 45, 105 h 15, 105 h 45, 106 h 15, 106 h 45, 107 h 15, 107 h 45, 108 h 15, 108 h 45, 109 h 15, 109 h 45, 110 h 15, 110 h 45, 111 h 15, 111 h 45, 112 h 15, 112 h 45, 113 h 15, 113 h 45, 114 h 15, 114 h 45, 115 h 15, 115 h 45, 116 h 15, 116 h 45, 117 h 15, 117 h 45, 118 h 15, 118 h 45, 119 h 15, 119 h 45, 120 h 15, 120 h 45, 121 h 15, 121 h 45, 122 h 15, 122 h 45, 123 h 15, 123 h 45, 124 h 15, 124 h 45, 125 h 15, 125 h 45, 126 h 15, 126 h 45, 127 h 15, 127 h 45, 128 h 15, 128 h 45, 129 h 15, 129 h 45, 130 h 15, 130 h 45, 131 h 15, 131 h 45, 132 h 15, 132 h 45, 133 h 15, 133 h 45, 134 h 15, 134 h 45, 135 h 15, 135 h 45, 136 h 15, 136 h 45, 137 h 15, 137 h 45, 138 h 15, 138 h 45, 139 h 15, 139 h 45, 140 h 15, 140 h 45, 141 h 15, 141 h 45, 142 h 15, 142 h 45, 143 h 15, 143 h 45, 144 h 15, 144 h 45, 145 h 15, 145 h 45, 146 h 15, 146 h 45, 147 h 15, 147 h 45, 148 h 15, 148 h 45, 149 h 15, 149 h 45, 150 h 15, 150 h 45, 151 h 15, 151 h 45, 152 h 15, 152 h 45, 153 h 15, 153 h 45, 154 h 15, 154 h 45, 155 h 15, 155 h 45, 156 h 15, 156 h 45, 157 h 15, 157 h 45, 158 h 15, 158 h 45, 159 h 15, 159 h 45, 160 h 15, 160 h 45, 161 h 15, 161 h 45, 162 h 15, 162 h 45, 163 h 15, 163 h 45, 164 h 15, 164 h 45, 165 h 15, 165 h 45, 166 h 15, 166 h 45, 167 h 15, 167 h 45, 168 h 15, 168 h 45, 169 h 15, 169 h 45, 170 h 15, 170 h 45, 171 h 15, 171 h 45, 172 h 15, 172 h 45, 173 h 15, 173 h 45, 174 h 15, 174 h 45, 175 h 15, 175 h 45, 176 h 15, 176 h 45, 177 h 15, 177 h 45, 178 h 15, 178 h 45, 179 h 15, 179 h 45, 180 h 15, 180 h 45, 181 h 15, 181 h 45, 182 h 15, 182 h 45, 183 h 15, 183 h 45, 184 h 15, 184 h 45, 185 h 15, 185 h 45, 186 h 15, 186 h 45, 187 h 15, 187 h 45, 188 h 15, 188 h 45, 189 h 15, 189 h 45, 190 h 15, 190 h 45, 191 h 15, 191 h 45, 192 h 15, 192 h 45, 193 h 15, 193 h 45, 194 h 15, 194 h 45, 195 h 15, 195 h 45, 196 h 15, 196 h 45, 197 h 15, 197 h 45, 198 h 15, 198 h 45, 199 h 15, 199 h 45, 200 h 15, 200 h 45, 201 h 15, 201 h 45, 202 h 15, 202 h 45, 203 h 15, 203 h 45, 204 h 15, 204 h 45, 205 h 15, 205 h 45, 206 h 15, 206 h 45, 207 h 15, 207 h 45, 208 h 15, 208 h 45, 209 h 15, 209 h 45, 210 h 15, 210 h 45, 211 h 15, 211 h 45, 212 h 15, 212 h 45, 213 h 15, 213 h 45, 214 h 15, 214 h 45, 215 h 15, 215 h 45, 216 h 15, 216 h 45, 217 h 15, 217 h 45, 218 h 15, 218 h 45, 219 h 15, 219 h 45, 220 h 15, 220 h 45, 221 h 15, 221 h 45, 222 h 15, 222 h 45, 223 h 15, 223 h 45, 224 h 15, 224 h 45, 225 h 15, 225 h 45, 226 h 15, 226 h 45, 227 h 15, 227 h 45, 228 h 15, 22

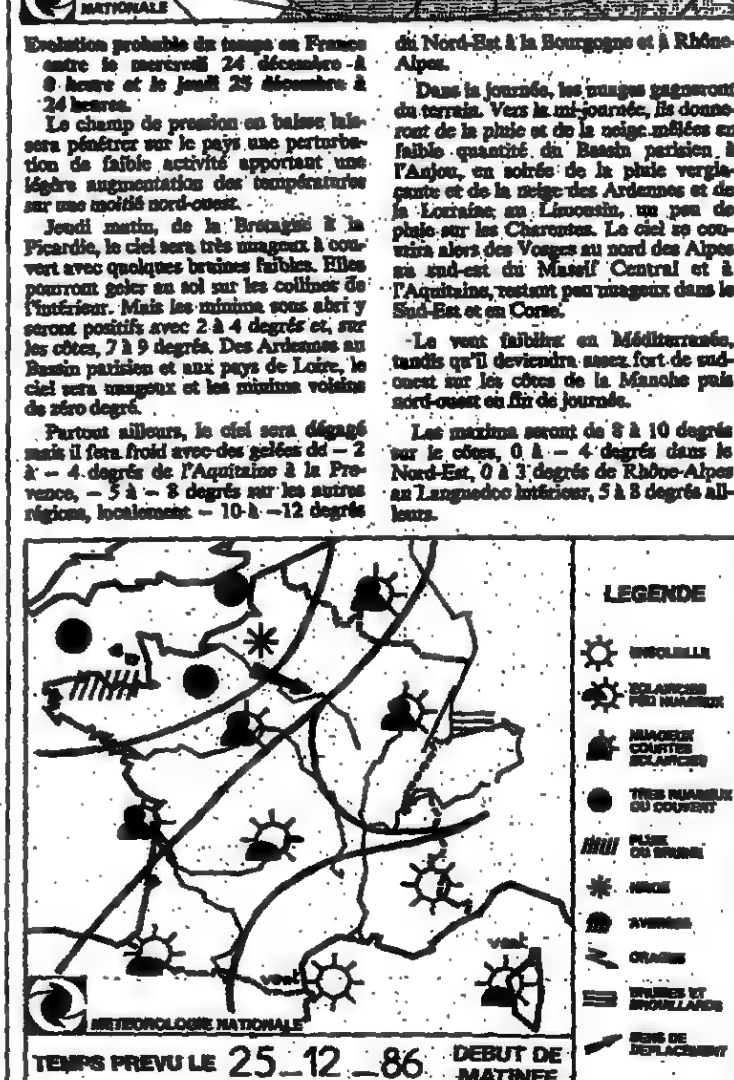
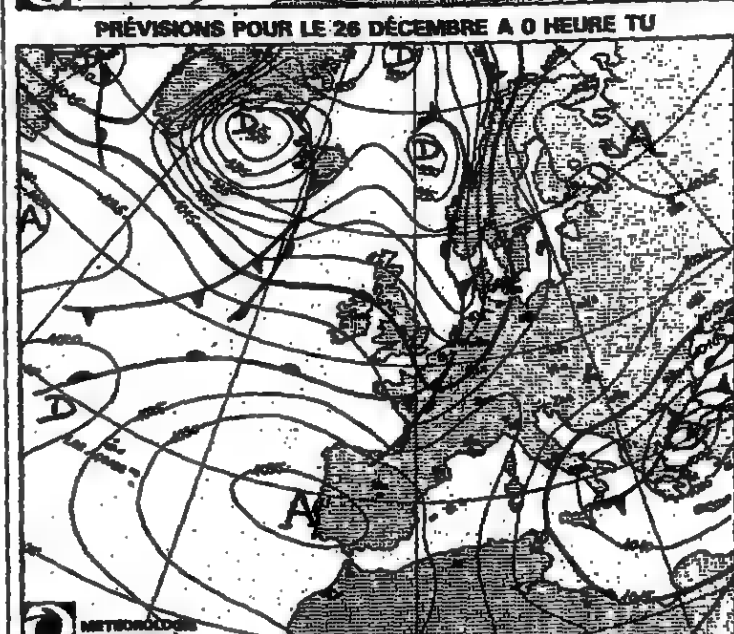
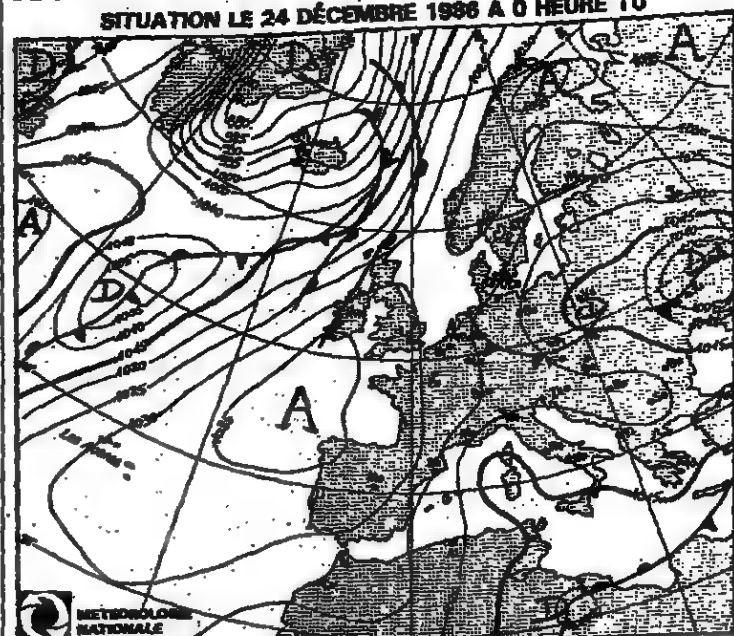
## CLIP MATTERS

**SUR MINTEL**  
Prévisions complètes  
Météo marine  
Temps observé Paris, province, étranger  
36.15 Taxes LEMONDE puis METEO

100

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

... ..



TEMPÉRATURES - maxima - minima et temps observé										
Valeurs extrêmes relevées entre le 23-12 à 6 h TU et le 24-12-1986 à 6 h TU										
FRANCE			TOURS			LUXEMBOURG				
ALGER	12	3	D	TOULOUSE	2	C	LUXEMBOURG	22	11	D
BARCEL	1	1	F	NANTES	2	D	ALGER	4	3	D
BONDAVE	6	0	N	NANTES-AP	30	21	MARSEILLE	16	4	D
BONJOUR	2	-1	N	ETRANGER			MEXICO	32	6	D
BONJOUR	2	-1	N	ALGER	9	2	MEAN	3	1	D
CADIX	6	2	N	AMSTERDAM	4	-3	MEXICO	31	10	D
CHERBOURG	3	-5	N	ATHENS	74	8	MOCOU	3	-8	D
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BANGKOK	31	20	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BANGKOK	31	20	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG	2	-5	N	BEIRUT	10	1	D			
CHERBOURG-HB	2	-1	N							

STRASBOURG	0 - 2	LONDRES	5 1 N	VIENNE	-1	4	6
<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>N</b>	<b>O</b>	<b>P</b>	<b>T</b>
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel serein	orage	pluie	tempête
							neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 11 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

\_\_\_\_\_











## Economie

# Les « micro-Etats », obstacles au développement de l'Afrique

YAOUNDE  
de notre envoyé spécial

En l'an 2000, le monde aura-t-il encore besoin de l'Afrique ? Avec la hardiesse que lui confère son statut de notoriété sans responsabilité, le Club de Rome (1) a posé cette insolente question au cœur de l'Afrique, à Yaoundé (Cameroon). Du 9 au 12 décembre, s'est tenue dans cette ville une conférence sur la situation de l'Afrique dans une société moderne et globale, organisée par le Club de Rome, à l'invitation du président Biya. Une centaine de participants, chercheurs, universitaires, banquiers, entrepreneurs, ministres, hauts fonctionnaires, proviennent de tous pays africains ; une vingtaine d'autres d'Europe, de Chine, d'URSS et des Etats-Unis.

La conférence a permis de mesurer combien l'exclusion de l'Afrique de la scène internationale entraine par son sous-développement social, géographique, économique, politique, démographique : entre 1985 et l'an 2000 sa population passera de 546 à 853 millions d'habitants.

La déclaration finale de la conférence que le Club de Rome présente comme l'adoption par lui-même des recommandations des participants africains indique que « l'Afrique souffre aujourd'hui de contraintes politiques et économiques qui risquent de l'exclure des grands choix mondiaux » (...). « Les Africains doivent s'efforcer de dépasser les mythes fondateurs sur lesquels repose leur conception de l'Etat : l'Etat africain doit devenir un

espace de mobilisation des intelligences nationales et un instrument de promotion dans le respect des droits de l'homme. L'Afrique doit réaménager son espace par des coopérations régionales, économiques et politiques, des fédérations et des confédérations qui lui donnent des moyens qui s'inscrivent pas à l'échelle d'un seul Etat ».

Quand on sait l'acharnement mis par les gouvernements et les méthodes parfois brutales employées pour assécher l'autorité des Etats et persuader les peuples africains d'une identité calquée sur les frontières héritées des colonisateurs, la déclaration du Club de Rome a l'allure d'une révolution.

Cette révolution tranquille consacre le triomphe des thèses de M. Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et artisan de cette conférence. Le système politique qu'il appelle de ses vœux doit « intégrer l'insécurité africaine et l'insécurité du développement ». Il faut tendre à des espaces politiques plus vastes que les Etats africains, « découper la carte à la diable » et « éliminer les particularismes qui les menacent » et qui, dans un ensemble plus grand, pourraient s'épanouir véritablement.

**Lucidité et volontarisme**

Personne ne contredit l'ancien secrétaire général de l'OUA quand il déclare que cette organisation est une fausse solution qui garantit en fait la carte africaine issue du partage de Berlin en 1985 et de l'hé-

ritage des années 60. Ils sont peu nombreux à défendre les multiples comités à caractère économique qui couvrent le continent mais « dont chaque Etat peut sortir sans dommage et qui ne structurent pas des solidarités intangibles ».

Qu'il s'agisse de la question de la dette, de la lutte contre la désertification, ou plus simplement des feux de brousse et de la transhumance des troupeaux, des politiques scientifiques et de communication, comme du problème des échanges inégaux avec le reste du monde, les premières, tous conviennent que les « micro-Etats » sont inadaptes et ne permettent pas à l'Afrique de faire le poids sur la scène internationale.

Ni le Club de Rome ni M. Edem Kodjo n'ignorent les obstacles que rencontre cette idée de supra-nationalité. Mais elle fait apparemment son chemin dans la tête des nouvelles élites africaines qui prennent conscience que l'importance stratégique qu'on accorde à l'Afrique est en fait liée aux intérêts d'ailleurs. Le Club de Rome, qui ne présente comme un catalyseur, et une société discrète de conseil pour décideurs, s'est engagé à intervenir notamment auprès des chefs d'Etat, dont le président du Cameroun, M. Biya, qui est devenu le premier membre d'honneur africain du Club, pour promouvoir l'idée du développement communautaire de l'Afrique.

Lucidité et volontarisme semblent bien être le caractère commun aux invités du Club à Yaoundé. Il y a eu aussi, dans cette même ville, du 10 au 12 décembre, une session avec la TOUA organisant une session avec la participation du Club de Rome au

cours de laquelle avaient été surtout mis en avant « les obstacles extérieurs qui paralysent la croissance harmonieuse » du tiers-monde. Cette fois, s'il n'est pas question d'ignorer l'héritage colonial, ni le piège du commerce mondial et de l'endettement qui l'accompagne, ni même les dangereuses exigences du FMI, l'accent a surtout été mis sur les causes internes du sous-développement, sur les responsabilités propres des sociétés africaines.

L'Afrique, a rappelé un des intervenants, produisait 90 % de son alimentation en 1960 et doit financer aujourd'hui des importations considérables. « L'hypothèse des indépendances était que le développement allait suivre l'arrivée des machines et des technologies acquises à l'étranger. Les résultats montrent que la voie choisie n'a pas été la meilleure ». Pour un autre, il s'agit de changer les mentalités : « L'homme africain doit accepter les règles du jeu sans lesquelles il n'y a pas de progrès scientifique : rationalité, rigueur, démocratie, compétition ». En fait, un appel a été lancé pour que l'homme de science africain, et a fortiori la femme, ne soit pas mis à l'écart par les gouvernements eux-mêmes, au profit des « élites » sans contenu, venus des pays développés. L'accent a été mis par un autre sur la nature de l'Etat africain : « Personnelisé, non démocratique et instable, il n'est pas susceptible de promouvoir le développement ». D'où la fuite des cerveaux et l'inefficacité des chercheurs dépourvus de moyens.

Dans la résolution finale, le Club

suggère de « renforcer les capacités existantes en matière de technologies traditionnelles » et de doter les chercheurs africains d'un statut qui reconnaisse leur rôle dans le développement économique.

**Autocritiques**

Autocritiques encore : l'insuffisante priorité donnée à l'agriculture, « la colonisation de la table », qui néglige les cultures locales au profit des importations, le recours trop fréquent à des experts ignorants des conditions locales qui, pour corriger des déséquilibres en créent d'autres, carences des entrepreneurs africains telles que les décrit M. Konan Lambert, président de la Société énergie électrique de Côte-d'Ivoire : « manque d'encadrement, d'organisation, d'équipement et de surface financière, affaires en souffrance ».

Si le pragmatisme ici prédomine est un art difficile, il apparaît bien que le plan de Lagos, adopté en 1980 par cinquante chefs d'Etat africains, constitue le sommet de cet art. Critiqué par des universitaires pour ses insuffisances, et parce qu'il n'a pas reçu le début d'une application, il constitue cependant pour M. Georges Nguendo, ministre de l'éducation du Cameroun, un changement complet d'orientation : « Contre le développement venu de l'extérieur, il parle sur le développement endogène d'une communauté économique africaine ». Pour M. Edem Kodjo, ce plan est désormais « une donnée incontournable », une « révolution conceptuelle », qui, pour la première fois, envisage la notion d'autosuffisance alimentaire.

A cet égard, le Club de Rome affirme que les famines dues pour une grande part à l'homme peuvent être évitées dans une large mesure à l'avenir. Cela suppose une politique de stockage et de protection des récoltes, un système d'alerte réunissant l'observation par satellite et celle des mouvements socio-économiques sur le terrain.

Cinq ans après ce plan de Lagos et deux décennies d'erreurs dans le choix du modèle de développement, le Club de Rome écrit qu'il est « devenu évident pour tous maintenant que le développement rural constitue un objectif majeur et que, dans ce domaine, le développement alimentaire, avec l'accompagnement nécessaire en matière de formation, de santé et d'hygiène, est une priorité absolue ». Pour sa réalisation, poursuit le Club, les organisations non gouvernementales (ONG) du Sud jouent un rôle irremplaçable. Les récentes émeutes de la faim en Zambie montrent que cette priorité-là, pour évidente qu'elle soit, n'est pas encore partout prise au sérieux.

JACQUES GRALL.

(1) Le Club de Rome fondé en 1968 par Aurelio Peccei et Alexander King, son actuel président, rassemble cent membres d'horizons divers (scientifiques, économistes, sociologues, chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires) de quelque quarante pays de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud. Ses travaux portent sur « la problématique mondiale », c'est-à-dire l'interdépendance de plus en plus étroite des nations dans un système planétaire fluide.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE Alcatel est devenue une société holding



Les actionnaires se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, sous la présidence de M. Pierre Suard, le 22 décembre 1986. L'assemblée a approuvé l'apport partiel d'actif d'Alcatel à Alcatel Télécommunications qui lui était soumis. En rémunération de cet apport, qui prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 1987 et dont la valeur nette est de 2 937 502 500 francs, Alcatel a reçu 25 543 500 actions nouvelles d'Alcatel Télécommunications, d'une valeur nominale de 100 francs chacune, créées à titre d'augmentation de capital assortie d'une prime d'apport brute de 383 152 500 francs.

Au terme de cette opération, l'ensemble des activités industrielles et commerciales ainsi que les effectifs d'Alcatel ont été transférés dans Alcatel Télécommunications. Alcatel est ainsi devenue une société holding dont le portefeuille est constitué, pour l'essentiel, de la totalité du capital d'Alcatel Télécommunications, qui rassemble l'ensemble des activités de télécommunications publiques du groupe, de sa participation de 52,8 % dans Alcatel Electronique, holding dont les filiales interviennent dans les domaines de la communication d'entreprise, des automatismes et du service et de l'ingénierie informatique, ainsi que de participations dans Locatel, Olivetti et Fortune Systems.

L'assemblée a ensuite approuvé le principe de l'apport par la société holding Alcatel de ses participations dans Alcatel Télécommunications et dans Alcatel Electronique à la société de droit néerlandais dans laquelle ITT et la Compagnie générale d'électricité (CGE) envisagent de regrouper, sous le contrôle du groupe CGE, leurs activités de télécommunications et de câbles. Cette opération a été donnée sous la condition suspensive de la signature, qui pourrait intervenir avant le fin de l'année, de l'accord définitif entre CGE et ITT pour apporter leurs activités concourant à cette société commune. En rémunération de cet apport de titres, Alcatel recevrait des actions nouvelles de cette société, qui, compte tenu des apports qui seraient faits parallèlement par ITT et CGE, en représenteraient environ le tiers du capital.

Enfin, l'assemblée générale a approuvé diverses dispositions modifiant les statuts de la compagnie, s'adaptant pour la mettre en harmonie avec sa nouvelle situation de société holding.

## ALLOCUTION DU PRÉSIDENT PIERRE SUARD à l'assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 1986

Messieurs, messieurs,

Aujourd'hui, pour la première fois, j'ai l'honneur de présider votre assemblée. La présente réunion marque une étape fondamentale dans la vie de votre compagnie, puisque les résolutions que nous vous proposons d'adopter visent à permettre d'achever un processus juridique au terme duquel les activités de votre groupe pourraient se développer dans le cadre d'une structure internationale permise les plus puissantes dans le secteur des télécommunications.

Devant l'ampleur des données soulevées à la présente assemblée, je souhaite rappeler la chemin parcouru par votre compagnie. Il y a vingt ans, alors que déboutaient les premières études portant sur le système de communication numérique E10, la Compagnie industrielle des télécommunications, devenue depuis Alcatel, et ses quelques filiales représentaient un chiffre d'affaires d'environ 300 millions de francs, réalisé en quasi-totalité sur le marché français. En 1986, le système Alcatel E10 est, devant tous ses concurrents mondiaux, celui des systèmes de communication numérique qui équipe le plus de centrales d'abonnés ; votre groupe représente un chiffre d'affaires annuel total proche de 30 milliards de francs, et près du tiers des ventes est réalisé à l'étranger. Cette croissance exceptionnelle a pu être obtenue sans que la rentabilité d'ensemble ait jamais été compromise. Face à de tels résultats, je dois rendre hommage à tous ceux qui les ont rendus possibles.

Je veux tout d'abord remercier les actionnaires de la compagnie qui lui ont témoigné fidélité et confiance ; je lui adresse mes vives félicitations pour son développement. Je tiens aussi à rendre hommage à toutes les équipes du groupe et à ses dirigeants : sans leurs efforts et sans leurs qualités une telle expansion n'aurait pas été possible. Enfin, je dois souligner tout particulièrement la persévérance des chefs stratégiques de nos prédécesseurs qui ont permis au groupe d'asseoir son indépendance et de se doter d'une véritable dimension internationale dans son domaine.

L'an dernier, le 31 décembre, votre assemblée décidait l'absorption de Thomson Télécommunications par votre compagnie, dont le groupe devenait ainsi le leader national incontesté de l'industrie des télécommunications et se situait au cinquième rang mondial du secteur.

Un tel changement de dimension constituait une étape nécessaire ; il ne suffisait pas cependant pour assurer durablement à Alcatel son indépendance et sa présence sur des marchés où le coût de l'effort technologique et l'agilité de la compétition mondiale conduisent les concurrents à adopter des stratégies d'alliance ou de concentration.

Les opérations que votre conseil vous demande d'approuver aujourd'hui répondent à ce souci : elles visent à mettre en place les structures destinées à permettre au groupe de la Compagnie générale d'électricité (CGE), société mère d'Alcatel, de prendre le contrôle des activités de télécommunications d'ITT Corporation. Ce contrôle donnerait aux activités de votre compagnie et de ses filiales la possibilité d'asseoir leur expansion au sein d'un vaste ensemble international, représentant près de 80 milliards de francs de chiffre d'affaires, se situant au deuxième rang mondial des industries de télécommunications et disposant d'une forte implantation dans le monde entier, tout particulièrement en Europe. La puissance, la dimension et les moyens du nouveau groupe fourniraient aux activités de votre compagnie et de ses filiales la possibilité de bénéficier de très larges complémentarités pour la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de leurs produits.

Pour constituer le nouvel ensemble, il est prévu que les groupes ITT et CGE placés sous le contrôle d'une société commune, dont le groupe CGE détiendrait la majorité du capital, l'ensemble de leurs activités dans les domaines des télécommunications, des câbles et de différents secteurs connexes.

Pour Alcatel, les opérations correspondantes comportent la transformation préalable de votre compagnie en société holding. C'est ce qu'il vous est demandé d'approuver aujourd'hui en décidant d'apporter, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1987, la totalité des actifs industriels de votre compagnie à la société Alcatel Télécommunications, actuellement sans activité ; Alcatel apporterait également à Alcatel Télécommunications ses participations dans ses filiales à l'exception des titres qu'elle détenait au 31 décembre 1986 dans Alcatel Electronique et de ceux qu'elle possède dans Locatel, Olivetti et Fortune Systems. Outre ces trois dernières participations, la société holding Alcatel aurait alors dans son portefeuille la totalité du capital d'Alcatel Télécommunications et 52,8 % de celui d'Alcatel Electronique. Après cette opération, les activités du groupe Alcatel seraient placées, d'une part, sous le contrôle d'Alcatel Télécommunications en ce qui concerne les télécommunications publiques, et, d'autre part, sous celui d'Alcatel Electronique en ce qui concerne l'ensemble des autres secteurs d'activités.

Dans la phase suivante, la société holding Alcatel apporterait ses actions d'Alcatel Télécommunications et d'Alcatel Electronique à la société constituée en commun par les groupes ITT et CGE. Il vous est demandé d'approuver le principe de cet apport qui serait effectué dans les tout prochains jours, si, ainsi qu'il est prévu, CGE et ITT signent l'accord relatif à l'apport de leurs activités de télécommunications à une société commune d'ici le fin de l'année. En rémunération des apports de titres qu'elle consentirait à la société commune, Alcatel se verrait attribuer des actions de cette dernière qui en représenteraient environ le tiers du capital.

Après les autres apports qui seraient effectués parallèlement par ITT et CGE à cette société commune, le groupe CGE en détiendrait une large majorité du capital et ITT un peu plus de 35 %.

Une fois ce processus achevé, votre compagnie devenue holding aurait à son actif essentiellement des titres représentant environ le tiers du capital de la société commune contrôlant les activités du nouveau groupe, ainsi que des actions de Locatel, d'Olivetti et de Fortune Systems. A son passif, Alcatel conserverait diverses dettes financières représentant notamment les soldes des différents emprunts obligataires convertibles qu'elle a contractés.

La nouvelle société, dont Alcatel devrait devenir un actionnaire majeur, présente sur tous les marchés des pays développés, forte de l'étendue de ses compétences, de la qualité de ses produits, de ses performances technologiques et de l'importance de ses moyens industriels, aurait la capacité de jouer, à l'échelle mondiale, un rôle déterminant dans tous les domaines d'avenir liés aux télécommunications : communication et transmission numériques ; liaisons optiques et vidéo communications ; transmissions hertziennes et par satellites ; réseaux de données et multimedias ; communication d'entreprise et bureautique, service et ingénierie informatique, logiciels associés.

Capable, grâce à sa taille et à ses résultats, de mobiliser les moyens de son développement futur, elle devrait connaître une croissance soutenue dans les prochaines années. Le chiffre d'affaires total pourrait passer d'environ 12 milliards de dollars en 1986 à environ 16 milliards de dollars en 1990 et le taux de rentabilité de 20 à 25 %.

Dans le nouveau groupe, les activités exercées aujourd'hui par votre compagnie et ses filiales devraient trouver un cadre propice à leur plein développement et à leur épanouissement international. Le groupe Alcatel constituerait en effet la partie la plus importante du nouvel ensemble, dont il représenterait plus du tiers du chiffre d'affaires total ; il y jouerait ainsi un rôle fondamental.

En 1986, le groupe Alcatel a connu un exercice globalement conforme à l'attente.

Dans un environnement national et international qui reste difficile et peu favorable aux industries de biens d'équipement, votre compagnie et ses filiales ont réussi, face à une concurrence exacerbée, à maintenir ou à consolider leurs positions sur plusieurs de leurs marchés.

Selon des estimations encore provisoires, l'activité totale du groupe Alcatel enregistrerait, tant pour le chiffre d'affaires que pour les commandes, une progression voisine du niveau de l'inflation en France, ce qui est assez satisfaisant si l'on considère que l'appréciation relative du franc français par rapport à plusieurs monnaies rend les exportations plus difficiles et minore en outre la croissance exprimée en francs des ventes des filiales étrangères.

La progression la plus sensible devrait être enregistrée dans le secteur de la communication d'entreprise où Télé Alcatel et ses filiales continuent à réaliser de bonnes performances, tant pour les ventes d'auto-commutateurs privés que pour celles de terminaux téléphoniques ou télématiques.

En télécommunications publiques, des succès notables ont été obtenus en 1986. En communication, Alcatel a obtenu plusieurs nouveaux contrats significatifs à l'exportation, particulièrement au Mexique, en Thaïlande, au Nipal et en Inde. En transmission, Alcatel a reçu des ordres importants en France, notamment pour des équipements de vidéo communications ; à l'exportation, Alcatel Thomson Falcoux Hertzien a enregistré des commandes pour installer des liaisons hertziennes en Indonésie et en Inde ; de son côté, Alcatel Espace a reçu de très importantes notifications pour fournir des systèmes de télécommunications par satellites dans le cadre du programme européen Eutelsat.

Dans les autres secteurs d'activité du groupe, CGA-HBS a été retenu pour expérimenter des systèmes d'accès automatiques au métro de New-York tandis que, dans les activités de service et d'ingénierie informatique, domaine où un accent particulier est mis, depuis plusieurs exercices, sur le renforcement des structures et les avancées technologiques, le chiffre d'affaires est en sensible augmentation.

Le résultat propre de votre compagnie devrait, pour 1986, connaître une nette progression sous l'effet notamment d'importantes plus-values liées aux apports à Alcatel Télécommunications. Les résultats d'ensemble des filiales devant, quant à eux, s'améliorer une nouvelle fois, on peut raisonnablement espérer que le résultat consolidé par action rémunérera, par rapport au niveau de 115,5 francs auquel il s'était établi en 1985, une augmentation significative dont la distribution qui pourrait être proposée aux actionnaires d'Alcatel devrait enregistrer l'incidence favorable.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1987, si la société commune entre les groupes ITT et CGE est finalement mise en place avant cette date, Alcatel ne détiendra plus directement de participations dans les sociétés qui composent son groupe en 1986.

En revanche, votre compagnie serait actionnaire d'un ensemble beaucoup plus vaste que le groupe Alcatel actuel, ouvert sur des perspectives sensiblement plus larges et capable d'atteindre des objectifs hier encore inaccessibles, notamment grâce à la diversification géographique de ses débouchés et à sa forte implantation sur les marchés des pays développés.

Les conditions de la naissance du nouvel ensemble et l'évolution qui peut en être attendue justifient pleinement la confiance placée dans l'essor de votre compagnie et la conviction que ce nouveau développement sera pleinement favorable tant aux femmes et aux hommes qui lui ont apporté compétence et dévouement qu'aux actionnaires qui n'ont cessé de la soutenir.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 22 DÉCEMBRE 86







## Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

## 23 DECEMBRE

**Cours relevés**  
à 17 h 40

Règlement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent	Dernier	%
1036	A.B. & 1875	1030	1025	1028	- 0 13	1036	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1036	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1037	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1037	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1037	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1038	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1038	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1038	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1039	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1039	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1039	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1040	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1040	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1040	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1041	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1041	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1041	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1042	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1042	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1042	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1043	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1043	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1043	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1044	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1044	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1044	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1045	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1045	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1045	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1046	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1046	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1046	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1047	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1047	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1047	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1048	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1048	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1048	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1049	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1049	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1049	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1050	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1050	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1050	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1051	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1051	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1051	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1052	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1052	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1052	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1053	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1053	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1053	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1054	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1054	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1054	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1055	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1055	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1055	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1056	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1056	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1056	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1057	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1057	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1057	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1058	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1058	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1058	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1059	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1059	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1059	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1060	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1060	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1060	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1061	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1061	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1061	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1062	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1062	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1062	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1063	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1063	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1063	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1064	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1064	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1064	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1065	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1065	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1065	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1066	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1066	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1066	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1067	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1067	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1067	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1068	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1068	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1068	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1069	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1069	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1069	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1070	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1070	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1070	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1071	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1071	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1071	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1072	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1072	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1072	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1073	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1073	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1073	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1074	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1074	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1074	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1075	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1075	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1075	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1076	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1076	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1076	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1077	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1077	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1077	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1078	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1078	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1078	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1079	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1079	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1079	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1080	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1080	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1080	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1081	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1081	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1081	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1082	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1082	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1082	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1083	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1083	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1083	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1084	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1084	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1084	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1085	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1085	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1085	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1086	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1086	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1086	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1087	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1087	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1087	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1088	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1088	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1088	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1089	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1089	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1089	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1090	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1090	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1090	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1091	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1091	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1091	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1092	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1092	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1092	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1093	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1093	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1093	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1094	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1094	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1094	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1095	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1095	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1095	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1096	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1096	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1096	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1097	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1097	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1097	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1098	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1098	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1098	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1099	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1099	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1099	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1100	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1100	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1100	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1101	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1101	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1101	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1102	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1102	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1102	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1103	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1103	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1103	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1104	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1104	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1104	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1105	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1105	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1105	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1106	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1106	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1106	Orléans-Genève	822	822	820	+ 0 09
1107	C.A.F. 250	1035	1035	1035	- 0 46	1107	Alstom	1770	1780	1780	+ 0 28	1107	Orléans-Genève	822	822	820	

## Comptant (selection)

VALEURS		% du com.	% de composition	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>				Chemin (B)	483 00	973	d	Mérid D'Alger	800	800		<b>Etrangères</b>			
Exp. 7-5 1975	64 60	1 194		Chemin (C)	17 90	1039		21	210			A.E.E.	850	850	
Exp. 8-30 5 77	122 80	4 194		Chemin (D)	17 90	1039		21	210	104 20		Alco	460	467	
8-30 7 5 77	107 80	4 430		Compteur	496	305		408	467			Alco Alum.	181 70	178 40	
10-30 7 5 78	104 60	3 249		Cof. Industrielle	30 40	3081		180	181			Aluminex Bank	1540	1570	
12-25 5 80/87	107 20	7 408		Cof. Ind. Alim.	804	305		2126	2120			Amalgam Bank	280	278	
13-30 5 80/87	305 80	11 50		Cof. Ind. Alim.	1150	1078		910	910			Amalgam Bank	270	270	
13-30 5 81/88	309 10	12 888		C.M.P.	30 70	30		800	810			Amalgam Bank	270	270	
16-75 5 81/87	105 20	2 618		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16-30 5 82/80	178 20	15 552		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 82	120	10 879		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 83	118 80	12 340		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 84	113 80	11 90		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 85	114	11 222		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 86	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 87	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 88	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 89	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 90	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 91	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 92	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 93	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 94	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 95	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 96	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 97	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 98	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 99	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 00	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 01	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 02	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 03	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 04	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 05	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 06	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 07	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 08	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 09	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 10	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 11	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 12	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 13	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 14	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 15	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 16	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 17	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 18	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 19	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 20	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 21	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 22	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 23	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 24	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 25	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 26	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 27	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 28	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 29	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 30	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 31	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 32	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 33	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 34	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 35	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 36	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 37	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 38	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 39	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 40	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 41	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 42	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 43	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 44	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 45	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 46	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 47	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 48	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 49	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 50	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 51	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 52	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 53	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 54	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 55	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 56	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 57	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 58	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 59	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 60	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 61	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 62	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 63	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 64	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 65	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 66	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 67	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 68	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 69	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 70	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	800		873	887			Amalgam Bank	186	181	
16 50 71	130 80	13 80		Cof. Ind. F.A.J.	800	8									

## Second marché (selection)

VALEURS	Cours		VALEURS	Cours		VALEURS	Cours	
	préc.	dernier		préc.	dernier		préc.	dernier
		cours			cours			cours
A.S.P. A.E.	1400	1390	Danville O.T.A.	2820	2710	Mahe	391	233
Ayrol	945	945	Demerby	2710	2710	Mérol	730	730
Ayrol	500	482	Douglas	979	979	Oliver-Loupier	438	435
B.A.P.F.	285	320	Droit-André	532	548	On. Gest. P.	625	60
B.L.C.M.	1118	916	Droit-Out. comest.	3780	3680	Petit-Bailly	3540	3910
B.L.M.	924	948	Droit-Union	3680	3680	Petit-Bailly	500	500
Bolton	1125	1100	Ecl. S. Roussel	940	940	Perrigot	500	498
Bolton	580	577	Epand	532	532	Renaud	1280	1311
Cabot de Lyon	1268	1218	Filipetti	800	800	Saint-Christophe	1360	1360
Calais	3100	3100	G.D. Roussel	300	300	Saint-Christophe	352	352
Carfil	3190	3190	G.D. Roussel	300	300	S.C.B.M. P.	300	300
Cap. Général Sogal	2346	2100	L.C.C.	228	228	Senechal	1128	1181
C.C.M.E.	894	893	M. Informations	348	348	S.E.P.	1480	1382
C. Eché. Etat.	298	298	Leclercq de Launay	348	348	S.E.P.	921	921
C.E.L.D.	1918	1906	Les-Investissements	270	280	S.M.T. Sogal	281	270 70
C.E.F. Communication	1280	1288	Monnet	651	630	Sonolux	400	398 d
C.F.I. Information	887	852	Monnet Tranchesi	401	401	Sorrel	533	536
C. G. P. F.	119 80	119 80	Nov. Fournier	140	140	Sorrel	1148	1148
Dela	230	231	M.A.M.	160	160	Valeurs de France	348 80	348 80

**SICAV** (collection)[illegible]

## Droits et bons

VALEURS			Cours préc.	Dernier cours
<b>Attribution</b>				
Air Liquide		88 10	.....	
Casino		248	.....	250
Créd. Foncier France		251	.....	239
Paribas Nord		281	.....	
Total		780	.....	780

MINITEL

La gestion en direct  
de votre portefeuille personnel

35.15 Tapis LEBLANC puis BOURSE

## Cote des changes

[illegible]

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES		COURS prix.	COURS 23/12
Or fin (au gramme)	62750	62200	
Or fin (au barreau)	92460	92500	
Or 22 carats (220 g)	9118	9117	
Pièces Singapour (10 g)	328	328	
Pièces Indes (20 g)	625	631	
Pièces Indes (20 g)	457	457	
Pièces Indes (20 g)	610	610	
Pièces de 100 roupies	2830	2880	
Pièces de 100 roupies	14005	14050	
Pièces de 100 roupies	600	600	
Pièces de 100 roupies	3120	3120	
Pièces de 100 roupies	605	605	
Or Londres	396 35	392 70	
Or Londres	392 65	392 65	
Or Hongkong	392 25	392 25	
Argent Londres	5 40	5 35	

**MINTEL**

La gestion en direct  
votre portefeuille perso  
Tapez **LEMONDE** puis 8

- : coupon détaché
- o : offert
- : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.



السلامة العامة

20 © Jeudi 25 décembre 1986

# Le Monde

## ÉTRANGER

- 3 Le Cambodge huit ans après l'invasion vietnamienne.  
4 Algérie: le président Chadli insiste sur la nécessité de renouer les ententes.  
- Les propos encourageants d'un responsable soviétique.  
5 Etats-Unis: vive émotion à la suite d'un incident racial.

## POLITIQUE

- 6 Les socialistes défont deux votes de loi au Conseil constitutionnel.  
- Bibliographie: « Mitterrand, portrait total », de Pierre Jouve et Ali Magoudi.

## SOCIÉTÉ

- 7 Le tour du monde sans escale de « Voyager ».  
8 Le retour des crèches.  
- Communication: l'information sur FR3.

## ARTS ET SPECTACLES

- 9 Hommage aux stars de la Belle Époque au musée d'Orsay.  
10 La fête et les enfants.  
11 Photo: Claude-Raymond Dityon à Douchy-les-Mines.  
- Disques: l'air du temps, la chanson.

## ÉCONOMIE

- 12 Les grèves dans les transports.  
17 Les micro-États, obstacles au développement de l'Afrique.  
18-19 Les marchés financiers.

## SERVICES

- Radio-télévision ..... 14  
Annonces classées ..... 15  
Carnet ..... 15  
Météorologie ..... 14  
Mots croisés ..... 14  
Echecs ..... 15  
Expositions ..... 11  
Programmes des spectacles ..... 12-13

### LIBAN

#### L'Organisation de la justice révolutionnaire confirme la libération « dans les 48 heures » d'un otage français

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a confirmé son intention de libérer un otage français et précisé qu'il le serait « dans les 48 heures », dans un nouveau communiqué remis mardi 23 décembre à une agence de presse occidentale à Beyrouth ouest.

« Nous confirmons notre communiqué publié ce matin et nous annonçons qu'un des otages français sera libéré dans les 48 heures », indique le communiqué manuscrit sur une page de cahier. La signature de ce communiqué: « La victoire aux opprimés, et la gloire et l'immortalité aux martyrs - OJR » est la même que celle du précédent.

« Nous réitérons notre demande à la France de respecter ses engagements, qu'elle connaît bien, en sortant nos revendications, et nous demandons également à M. Chirac, au président (syrien) Hafez el Assad et à la République islamique d'Iran d'envoyer des délégués à Beyrouth », conclut le communiqué.

Des émissaires du gouvernement français, MM. Bujon de l'Estang, conseiller diplomatique du premier ministre, et Marc Bonnefont, secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay, sont arrivés mardi soir à Chypre, où ils attendent la libération annoncée par l'OJR.

L'OJR, qui dément deux membres d'une équipe d'Antenne 2, enlevés il y a dix mois à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), Aurélien Corné et Jean-Louis Normand, n'a pas précisé lequel des deux hommes retrouverait la liberté.

Toutefois selon un journal des émirats arabes unis *Al Khaleej*, cette libération pourrait être retardée.

Selon *Al Khaleej*, trois groupes se disputent pour « être celui qui a obtenu la libération ». Le premier groupe est composé d'un « mouvement algérien et d'un mouvement palestinien », le second des « Forces de sécurité syriennes à Beyrouth qui veulent remettre l'otage au gouvernement français à Damas », et le troisième est un « groupe pro-iranien ».

De plus, la situation très agitée qui règne à Beyrouth-Ouest du fait de la guerre des camps palestiniens ne risque pas de faciliter cette libération.

D'autre part, M. Joëlle Kauffmann, la femme de notre confrère de l'*Evénement* du jeudi, enlevé le 22 mars 1985 en compagnie du chercheur Michel Seurat, est arrivée mardi après-midi à Beyrouth, « pour passer Noël près de Jean-Paul ».

### BOURSE DE PARIS

#### Matinée du 24 décembre

##### Effritement

La baisse des cours s'est ralentie mercredi matin rue Vivienne. A la clôture, l'indice instantané s'effritait de 0,16 %.

A cause des grèves, les magasins se sont alourdis, notamment Printemps (- 3,5 %), et Darty (- 1,5 %). Recul de Michelin et Chargeurs. Progrès de Moulinex (+ 3,4 %), Opti-Paribas (+ 2,5 %), Perrier (+ 2,5 %). Cofimeg, Dumez, Total.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	494	493	494
Agropar	2080	2045	2040
Air Liquide (L)	715	719	720
Banque (Cie)	1136	1136	1134
Bouygues	2460	2460	2470
Bouygues	1284	1278	1278
B.S.M.	4506	4506	4506
Carrefour	3774	3780	3780
Compagnie S.A.	1080	1025	1018
Club Méditerranée	727	727	730
Credit National	1470	1470	1478
Egis (R&L)	1360	1360	1355
E.F.E.-Equinox	317	318	318
Evapor	3685	3685	3680
Labège-Capelle	1380	1370	1371
Marcelle	2550	2520	2586
Midia (Cie)	1871	1860	1871
Moët-Hennessy	2551	2530	2580
Novis, Motex	1070	1080	1050
Oréal (L)	3520	3530	3530
Pacheco	1320	1320	1280
Parifin-Hazard	1067	1078	1078
Peugeot S.A.	1230	1220	1230
Sonac	760	775	775
Souris Patis	794	820	814
Télécomparis	3215	3220	3220
Thomson-CSF	1580	1584	1583
Toshiba-C.F.P.	411	418	418
U.S.I.	2405	2405	2405
Valis	523	520	526

A B C D E F G

### TCHAD: la guerre dans le nord

#### Paris étudie les modalités d'un renforcement de l'aide aux maquisards du Tibesti

Doit-on laisser les troupes libyennes « régler » le problème des maquisards tchadiens qui combattent dans le Tibesti, ou faut-il que la France intervienne pour leur prêter main-forte, sachant qu'une défaite des partisans de M. Goukouni Oueddei serait aussi celle du président Hissène Habré ? Telle est, crûment, la question qui se pose aujourd'hui au gouvernement français et qui a été au centre de l'entretien qui s'est déroulé, mardi 23 décembre, à l'Élysée, entre MM. Mitterrand, Chirac et Giraud, ministre de la défense.

Autre question: si on ne peut pas éviter une opération militaire, peut-on rééditer l'envoi d'avions Transall pour parachuter armes et munitions dans le nord du Tchad ? Sur ce point, l'exemple de l'avion libyen l'Upolev-22 qui, le 17 février dernier, avait bombardé l'aéroport de N'Djamena, sert d'utile référence. Après ce vol, le dispositif militaire français de la capitale tchadienne avait été notablement renforcé, notamment par l'installation de batteries de missiles, décourageant ainsi Tripoli de recommencer l'expérience.

Les militaires français font actuellement le même raisonnement s'agissant d'un nouveau parachutage dans le Tibesti: l'avion libyen étant maintenant sur ses gardes, une opération de ce type présenterait des risques importants, à la fois pour les avions et pour les équipes d'assistance au sol dont ces appareils ont besoin pour les guider dans cette région. Sur le terrain, il semble,

d'autre part, qu'un petit nombre de militaires français aient été infiltrés pour évaluer les besoins en armement des éléments des FAP.

##### Un double intérêt

Faute de pouvoir ravitailler par les airs les maquisards de M. Goukouni Oueddei, que peut-on faire ? Parmi les options actuellement étudiées, l'état-major, qui compte plusieurs responsables politiques, penche en faveur d'un renforcement du dispositif Epervier à la hauteur de seizeième parallèle. L'idée serait d'installer sur cette ligne, par exemple à la hauteur de Kala, base avancée des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), une base avancée du type de celle qui existe à Moussourou.

L'intérêt serait double: d'une part, Paris montrerait ainsi au colonel Kadafi que la France soutient fermement le président Hissène Habré, d'autre part, cette base servirait à ravitailler les troupes de N'Djamena qui se dirigent vers le nord. Un intérêt à la fois dissuasif et logistique.

La situation devient en effet urgente. Les FAP résistent pour l'instant aux forces libyennes, mais vont bientôt être à court de munitions. La colonne des FANT, partie il y a maintenant plus de huit jours de N'Djamena, est toujours présente dans le Tibesti. Celle-ci est d'ailleurs beaucoup plus importante

qu'on le croyait. Il ne s'agit pas, en effet, de trois cent cinquante hommes et de cinquante-cinq véhicules, mais de plus d'un millier de combattants et de plusieurs centaines de véhicules qui vont prêter main-forte aux maquisards retranchés à Zouar, Bardai et Wour.

A Zouar, les Libyens sont actuellement arrêtés à quelques kilomètres de la localité. Celle-ci est en forme de cuvette entourée par des hauteurs escarpées. L'entrée de la localité, au nord, est commandée par un défilé qui est difficilement praticable aux chars libyens. On confirme, d'autre part, de source française, que les avions libyens ont bien bombardé plusieurs localités avec du napalm, mais non avec des gaz toxiques. Les bombardements de l'aviation libyenne s'effectuent à haute altitude - de peur des missiles anti-aériens dont sont équipés les FAP - et sont, de ce fait, assez inefficaces.

Sur le front est, soit aux environs de Fada, les troupes de M. Hissène Habré se sont nettement renforcées mais hésitent pour le moment à donner l'assaut à cette ville où seraient retranchés moins de deux mille soldats libyens. Avec l'aide des partisans de M. Goukouni Oueddei, les forces tchadiennes « tiennent », les environs et se livrent pour l'instant à de simples opérations de harcèlement.

LAURENT ZECCHINI

### La « pause » au Parlement

#### La majorité a dû modérer ses ambitions

La manie législative n'a pas disparu. Les majorités se suivent et s'opposent mais pensent toujours que les difficultés de la société française peuvent être réglées par la loi. Certes M. Jacques Chirac a décrit la « pause », mais il ne s'agit pas, dit-il, d'un arrêt des réformes. Seulement d'un simple « changement de rythme ». Son ministre des relations avec le Parlement, M. André Rossinot, faisant le point des travaux parlementaires le lundi 22 décembre, s'est d'ailleurs félicité de l'imposant travail législatif accompli par l'Assemblée nationale et par le Sénat depuis le 16 mars, et il a même voulu voir dans l'adoption de cinquante-neuf projets ou propositions de loi une preuve de la réussite de la nouvelle majorité. Lorsque M. Rossinot a établi, quelques heures plus tôt, le même bilan devant le conseil des ministres, M. Mitterrand a posé sur lui, paraît-il, un regard ironique.

Il faut bien constater en effet que le premier ministre a eu raison de vouloir bâiller le socle de son changement au cours du printemps et de l'été dernier. Le coup de frein imposé cet automne, pour éviter une sortie de route, s'est traduit dans les chiffres. Au cours de la session ouverte le 2 octobre, il n'y a eu, compte tenu des projets autorisant la ratification de conventions internationales, que vingt-cinq textes définitivement approuvés. Il y en avait eu trente-huit l'année dernière pour la même période. Encore faudrait-il y ajouter huit projets adoptés au cours de la session extraordinaire qui a suivi. Les socialistes, il est vrai, dans la dernière ligne droite de « leur » législature, ont tenté de donner un ultime coup de collier.

Bien que les socialistes aient disposé à l'époque d'une majorité monocolore, la machine législative était plus lourde à manier pour eux que pour le RPR et l'UDF aujourd'hui. Ils ne pouvaient pas s'appuyer sur le soutien de la majorité sénatoriale. Le gouvernement actuel, lui, en a profité largement.

M. Rossinot s'est félicité que « le bicamérisme ait parfaitement fonctionné ». Effectivement, jamais le gouvernement n'a été contraint de demander à l'Assemblée nationale de trancher en dernier ressort contre l'avis du Sénat, comme la Constitution lui en donne la possibilité. Mais ce bicamérisme a peut-être été trop efficace. Grâce à l'utilisation systématique de la procédure d'urgence, tous les textes, à l'exception de trois, ont été approuvés après une seule lecture dans les deux Chambres, ou après accord en commission mixte paritaire convoquée par le premier ministre après la première lecture.

##### Opposition tranquille

L'opposition n'a pas non plus compliqué outre mesure la tâche de la majorité. M. Rossinot s'en est encore félicité, en affirmant que « le gouvernement est tout autant attaché que chaque citoyen au respect des droits de l'opposition ». Il a certes constaté que l'opposition avait adopté, au cours de la précédente session, un « comportement très parfois l'obstruction », mais à l'automne il n'a remarqué « aucun phénomène de ce type ». Ou bien le ministre avait, dès lundi, oublié la folle nuit de vendredi à samedi au Palais-Bourbon (dix-huit heures de

débats pour empêcher, en vain, le vote de l'amendement Séguin » sur l'aménagement du temps de travail, ou bien il estime que l'attitude de la gauche était justifiée par la curieuse méthode législative utilisée par le gouvernement pour faire approuver le texte de l'ordonnance que le président de la République avait refusé de signer.

La session d'automne, il est vrai, se situe moins que d'habitude à de longues batailles procéduraires. Elle est marquée d'abord par le vote du budget. L'Assemblée y a consacré deux cent une heures et quarante-cinq minutes sur ses quatre cent trente et une heures cinq minutes de séances publiques. Pour le reste, la majorité a donné la priorité à la remise en cause de dispositions législatives votées par la gauche. Plusieurs amendements dans cette catégorie: le changement du mode d'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger; la consécration du retour au scrutin majoritaire, c'est-à-dire le découpage des circonscriptions, après le refus du chef de l'Etat de signer l'ordonnance sur ce sujet; la modification du régime de la presse et de l'audiovisuel après la décision du Conseil constitutionnel d'annuler - pour inconstitutionnalité - les dispositions anticoncentration des lois adoptées cet été; les nouvelles dispositions sur les rapports entre locataires et propriétaires; la possibilité pour les membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation de continuer à siéger au-delà de soixante-cinq ans; la suppression de la « troisième voie » d'entrée à l'ENA; le gel du mode de calcul de la dotation globale d'équipement des communes; le rétablissement du secteur hospitalier dans les hôpitaux; le nouveau régime des « offices » en agriculture.

La majorité avait annoncé qu'elle ne voulait pas seulement détruire mais aussi construire. C'est aujourd'hui la crise dans le bâtiment ! L'évolution de la situation l'a contrainte à renvoyer au printemps la seconde partie de son programme, au moins pour ce qui n'avait pas été fait par ordonnance ou par la loi au début de la législature. Ne relient de la construction, parmi les projets adoptés cet automne, que la nouvelle procédure de licenciement, l'aménagement du temps de travail la loi sur la famille, la loi de programme pour les départements.

A trente et un ans, elle devient ainsi la plus jeune présidente de cet organisme créé en 1959 par André Malraux et chargé d'octroyer des aides sélectives au tiers de la production cinématographique française.

### Sur le vif

#### Et mon avancement ?

Ce que je suis soulagée, vous pouvez pas savoir. Je me faisais un sang d'encre. Où c'est qu'ils vont passer leurs vacances de Noël, nos princes ? A Chambéry ? Non, c'est vrai, avec ces milliers de gens obligés de coucher sur des quais de gare, sous la pluie, dans le froid, ça fait drôlement plaisir de penser que mon Mimé et l'autre, là, le ministre des affaires étrangères, sont partis, d'un coup d'aile, se dorer la couenne au bord du Nil. Pasque et Ballamou, eux, ils font du tourisme à Marrakech. Dans le souk.

Remarque, nous, on y est aussi. En plein. Moi, ce matin, après avoir poigneté sur des quais de métro bondés devant des gratuits vengés - Appel aux terroristes: pourquoi vous prenez pas pour cible des agents du service public ? - j'ai fini par faire un stop jusqu'à Opéra. Je galopais, en retard, rue des Italiens et je débarquais hors d'haleine chez mes copains du service économique.

Ca va durer longtemps, ce cirque ? Qu'est-ce qu'ils veulent au juste, les mecs ? - Ceux de la RATP, ils veulent une augmentation. Ils touchent un peu moins de 10 000 balles par mois, en moyenne. Et ceux de la SNCF, question fric, ça va à peu près, ce qu'ils veulent, c'est de l'avancement.

- Alors comme ils peuvent pas tous avancer, ils arrêtent tout, c'est ça ? - A peu près. Faut comprendre. Ils en ont marre des trains de banlieue, ils sortent plus de mille à vouloir faire conduire de grande ligne et on n'en prend que dix par an, alors mets-toi à leur place.

- Mais j'y suis, qu'est-ce que tu crois ? Quand je suis entrée au journal, j'étais sûre qu'un jour j'aurais mon nom marqué tout en haut de la première page. Fondateur: Hubert Beauve-Méry. Directeur: B&B. Et je me retrouve bonne dernière, à faire du surplace dans mes deux tiers de colonne.

- Pline-toi, t'es encadrée. - Ben, justement, je peux plus avancer. Toi, au moins, tu peux espérer monter, enfin, si tu veux dire, descendre du troisième étage au premier et faire rédacteur en chef.

- Ouais, mais comme on est cent quatre-vingt-dix journalistes et qu'ils en prennent que trois tous les cinq ou dix ans, j'ai aucune chance.

- Au mérite, je sais pas. Mais au piston, la couenne à mon beau-frère connaît le patron de la SNCF, alors si tu veux conduire la TGV je peux lui en toucher un mot.

CLAUDE SARRAUTE

### Confirmation de l'INSEE

#### Les prix ont augmenté en France de 0,1 % en novembre

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,1 % au cours du mois de novembre, a confirmé l'INSEE, ce mercredi 24 décembre, en publiant son indice définitif. Celui-ci s'établit à 163,5 contre 163,3 en octobre (base 100 en 1980).

En un an, de novembre 1985 à novembre 1986, les prix ont augmenté de 2,1 %. Ils n'ont progressé que de 2 % depuis le début de l'année.

En novembre, les prix de l'alimentation sont restés stationnaires, ceux des produits manufacturés ont progressé de 0,1 % (dont + 0,7 % pour l'habillement et le textile) et ceux des services de + 0,2 %. Les prix de l'énergie ont, en revanche, baissé de 0,9 %.

Le numéro du « Monde » daté 24 décembre 1986 a été tiré à 440 031 exemplaires

#### Offrez les Glenturret la fierté des Écossais.

Un pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky, venu de la plus vieille distillerie d'Écosse. Un cadeau à découvrir chez quelques rares spécialistes amoureux de vieux whiskies comme: Hédard 106, bd de Courcelles, Paris 17.

## J.M. WESTON

Les ventes spéciales annuelles de chaussures pour homme auront lieu les

mardi 6, mercredi 7, jeudi 8 janvier.

114, avenue des Champs-Élysées  
98, boulevard de Courcelles  
97, avenue Victor-Hugo  
49, rue de Rennes

Les soldes de chaussures pour femme auront lieu les

lundi 12, mardi 13, mercredi 14 janvier  
dans les 4 magasins

**MATERIEL**  
**le spécialiste**  
BOUCLE PLUS TOUJOURS MEILLE 10%  
**AMERICAN GOLF**

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15 + ISLM